souffles

REVUE CULTURELLE ARABE DU MAGHREB



Afrique, un seul et même combat
Dossier colonies "portugaises" • Lumumba vivant
Israël mission impérialiste en afrique

N° 19
3 DH

afrique
un
seul
et
même
combat





SOUFFLES : revue culturelle arabe du maghreb
(6 numéros par an)

C. C. P. : 989.79 — Téléphone : 235-92
Siège soc al : 4, Avenue Pasteur - Rabat - Maroc

responsable : abdellatif laâbi

sommaire

- **ont participé à la rédaction de ce numéro :**
abdelkrim dhofari, abdellatif laâbi, abdelaziz mansouri, el mostafa nissaboury, abraham serfaty, meriem yousfi
- **les textes de a. cabral, a. neto, du mpla et du frelimo nous ont été communiqués par mario de andrade**
- **Les cartes ont été établies par r. t**
- **réalisation artistique mohammed chebaa**
collaboration ali noury

numéro 19 5e année 1970 - Impression : S. I. E.

vive le kamerun libre !

Au moment de mettre sous presse, une dépêche datée du samedi 16 janvier 1971, nous apprend ce qui suit :

YAOUNDE, 16 janv. (Reuter). - Les trois condamnés à mort qui n'ont pas été graciés par le président du Cameroun ont été exécutés vendredi à 10 heures (locales) à Bafoussam, dans l'Ouest du Cameroun oriental, annonce-t-on officiellement à Yaoundé.

MM. Ernest Ouandie, Gabriel Tabeu et Fotsing Raphaël, condamnés à mort au début du mois à Yaoundé pour complot contre la sécurité de l'Etat, ont été passés par des armes vendredi matin en place publique à Bafoussam. »

Nous reviendrons sur la longue et sanglante marche du peuple kamerunais, conduit par l'Union des Populations du Kamerun, pour sa libération du joug colonial et néo-colonial.

Gloire éternelle aux héros du peuple kamerunais !

Vive le Kamerun libre !

17.1.71

présentation

A ses lecteurs, SOUFFLES propose dans ce numéro quelques éléments d'une réflexion globale sur les problèmes actuels de l'Afrique et sur ses perspectives d'avenir.

Conçu au départ et construit autour de l'idée d'un numéro spécial sur les luttes des peuples encore sous domination portugaise, nous avons accordé une large place dans notre sommaire aux documents et aux analyses sur la situation actuelle de la lutte dans ces territoires africains.

De fait, le combat que mènent aujourd'hui les vaillants patriotes Angolais, Mozambicains et Guinéens contre l'irrédentisme et l'ultra-colonialisme portugais est un des plus avancés qui soit en Afrique. Très tôt cependant, au cours de l'élaboration du numéro et de la discussion collective des textes, apparut la nécessité de dépasser les considérations perfectionnistes — et forcément fragmentaires — du « dossier spécial », pour poser les problèmes de la lutte des peuples de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée Bissao dans un contexte d'ensemble aux contours géographiques plus vastes, celui de la Révolution Africaine.

Ainsi, la lutte des peuples Sud-Africain, Namibien, Zimbabwe, Saharien, Erythréen, Tchadien auxquels nous consacrons un certain nombre de fiches, trouverait naturellement place dans ce numéro à côté de la glorieuse lutte du MPLA, du FRELIMO et du PAIGC.

C'est dans cet esprit que nous nous sommes également attachés à définir l'ennemi pour une meilleure évaluation de ses forces, de ses moyens et pour une approche rapide de ses objectifs stratégiques en Afrique. A ce propos, un excellent texte sur la pénétration israélienne en Afrique, parvenu à nous récemment, nous a fourni l'occasion de mettre en valeur l'unité révolutionnaire et les convergences qui existent nécessairement entre la Révolution Arabe et la Révolution Africaine. De cette unité dialectique, nous avons dégagé le slogan de ce numéro : « Afrique, un seul et même combat ».

Dans le chapitre des perspectives africaines, un texte d'Amilcar Cabral a suscité au sein du groupe d'action de la revue une profonde réflexion. Nous avons jugé significatif de l'insérer dans la rubrique « Action Idéologique ». Nous le reproduisons intégralement dans le souci d'élargir la discussion.

Enfin, il appartiendra à la poésie d'expression portugaise de clôre cette fois-ci le dossier, démontrant magistralement ce que peut être la poésie au service de la lutte des masses africaines.

SOUFFLES



lumumba vivant

portrait

Il y a dix ans, le rideau tombait sur le drame de Lumumba. Bref et terrible. Un homme, et avec lui un peuple, assassiné.

Aujourd'hui, la rive gauche du fleuve Congo voit se congratuler deux chefs d'Etat, celui auquel Lumumba arracha l'indépendance de son pays, celui qui la lui arracha. A grand renfort de reporters internationaux, de numéros spéciaux du Monde Diplomatique, et d'hommes d'affaires belgo-américains.

Que reste-t-il de Lumumba ? Le souvenir lancinant au cœur des peuples d'Afrique du seul homme qui, dans l'apothéose néo-coloniale des fausses indépendances de 1960, osa se lever et crier : Non ! Le souvenir lancinant de cet homme, de son peuple, qui se battirent seuls contre tous, contre les parachutistes belges et les armées de l'ONU, contre « l'opinion publique mondiale » qui, déjà, assassinait un peuple sous couvert de protéger les siens, contre les ricanements de l'homme civilisé, contre toutes les trahisons, contre le fer, le sang, et le mensonge déchaînés ?

Aujourd'hui, certes, le cuivre et l'uranium du Katanga sont saufs. Ceux qui voulurent reprendre le drapeau de Lumumba au Congo, Soumialot, Mulélé, assassinés, au besoin avec de nouveaux renforts de parachutistes civilisateurs.

Et pourtant, qu'est 1970 pour l'Afrique ? La croisière triomphale sur le fleuve Congo, ou l'Angola, ou la Guinée, ou le Mozambique, ou la Namibie, ou le Zimbabwé, ou le Tchad, ou l'Erythrée ?

Lumumba vit, plus que jamais, par Cabral, par Neto, par les peuples d'Afrique, par le fidaï d'Amman et celui du Tchad, par le peuple congolais qui, lui aussi, se lèvera et saura, avec les autres peuples d'Afrique, régler, aux parachutistes et à leurs mandants, leurs comptes.

a. serfaty

éditorial
présence impérialiste et perspectives de lutte en afrique

C'est un lieu commun désormais que de constater la différence croissante entre le niveau de vie des pays industrialisés et celui des pays sous-développés, ou, en d'autres termes, entre les pays colonisateurs et les pays colonisés. Dans ce constat d'aggravation, l'Afrique, naturellement, a place au pupitre. Dans les pages des grands magazines internationaux, l'Afrique « famélique » est là pour apporter ce complément de sensations, ce soupçon d'érotisme, de plus en plus nécessaires à l'équilibre des foyers occidentaux.

L'Afrique, à qui on refuse toute histoire, voilà aujourd'hui qu'elle encombre l'actualité. Non pas par les changements qualitatifs qui s'y opèrent sur le plan des nations et des hommes, mais par la persistance de cette vision ethnologique et anthropologique de l'Afrique que la presse et la littérature coloniales se gardent bien d'effacer. La vocation de l'Afrique, c'est d'enrichir et de distraire. Son authenticité, c'est les femmes-plateaux, les hommes bleus, les Mau Mau, la mouche tsé-tsé et l'antilope, la noix de co-co et le manioc, la houe et la pirogue, le diamant et le cuivre. Ou alors, c'est le Biafra, les colonels, l'instabilité politique, la tyrannie de clan.

A travers les prismes déformants de la civilisation occidentale, nous ne pouvons apparaître autrement que comme des objets d'ivoire et d'ébène. Dans cette optique, le masque de notre misère, n'est-il pas plutôt un tatouage indélébile ? En d'autres termes, la mission « civilisatrice » de l'Occident aurait-elle échoué ? Ou bien l'homme africain serait-il enfermé dans son immanence, sans recours, sans espoir ?

Le ton est sensiblement le même chez ceux qui feignent de prendre la défense des Africains. On reproche au Portugal son acharnement, aux colons blancs d'Afrique du Sud leur hermétisme, aux marchands de canons leur cupidité.

Aux Africains, on conseille la sagesse, la modération. A tour de bras, on nous bourre le crâne de citations de Lénine déformées ou prises hors texte. « Quoi, vous voulez faire de vos hameaux de pisé des citadelles révolutionnaires ? de l'Afrique un Vietnam ? du Tiers-Monde un enfer ? Savez-vous que Lénine a dit : « sans prolétariat, pas de révolution » ? Méditez bien ce principe et attendez ».

Eh bien, qu'on nous attende. Mais en attendant, qu'on nous laisse en paix. Dans notre sous-développement mental, nous savons tout de même ce que sont le colonialisme et le racisme, l'oppression et la ségrégation, l'humiliation et l'aliénation. Dans notre insularité, les bruits de la révolution chinoise, vietnamienne, algérienne, cubaine nous sont quand même parvenus.

Dans la tempête qui se déchaîne de par les trois continents, l'Afrique s'est durcie, l'Afrique s'est levée et, puisant sa force dans son passé glorieux et dans l'expérience de lutte des autres peuples, l'Afrique s'est juré de vivre, un jour proche, dans la liberté et la dignité.

LA PRESENCE IMPERIALISTE EN AFRIQUE

« Afrique la plus riche proie de la terre »

(J. Gunther)

« Afrique, ce continent que
Dieu a mis en réserve
pour l'humanité »

(dicton américain)

Contrairement à ce que les glosateurs de la colonisation prétendront plus tard, pour la justifier à aucun moment, celle-ci ne fut une mission civilisatrice, le fardeau de l'homme blanc. La colonisation ne s'est jamais souciée

des colonisés. Tout ce qu'elle a pu faire de bien pour eux, l'a été par accident, par ricochet. Si elle a construit des écoles, c'est parce qu'elle avait besoin de cadres subalternes que l'Europe ne pouvait fournir en nombre suffisant. Si elle a construit des hôpitaux, c'est qu'elle avait besoin d'une main d'œuvre en bonne santé ; si elle a construit des routes, des chemins de fer et des ponts, c'est uniquement pour drainer nos richesses vers l'Europe. De la même manière, le néo-colonialisme n'est pas, par rapport au colonialisme, un changement d'objectif. Il n'est qu'une modification de tactique et de méthode, imposée par la lutte des peuples. Tant qu'il existe, les objectifs permanents de l'impérialisme restent immuables.

Pour cette nouvelle forme de domination aux multiples aspects, l'impérialisme a mis en application quatre principes devenus véritables institutions :

— pénétration économique : investissements directs et indirects.

— agression culturelle : mainmise sur l'enseignement et l'éducation.

— subversion idéologique : conditionnement par une intense propagande.

— présence militaire enfin : encadrement des appareils de répression, envoi de fournitures militaires, maintien de bases, etc...

1 - Pénétration économique

Investissements américains en Afrique : Les grands financiers américains réalisent leur expansion en Afrique par deux voies :
— la voie directe, c'est-à-dire les investissements directs ;

— la voie indirecte, c'est-à-dire les investissements réalisés par le canal des sociétés européennes contrôlées par les U.S.A. ou comportant des capitaux américains. Ce contrôle de l'économie des anciennes puissances coloniales par les U.S.A. a pour effet d'aggraver les conditions de ces pays et de les transformer en économies satellites, ce qui les pousse à se retourner vers leurs anciennes colonies, pour trouver en elles, grâce à une exploitation accrue, un remède à leurs propres difficultés.

En 1960, le total des investissements privés directs des Etats-Unis en Afrique s'élevait à 925 millions de dollars et se répartissait ainsi :

— 195 pour l'Afrique du Nord

— 46 pour l'Afrique de l'Est

— 290 pour l'Afrique occidentale

— 394 pour l'Afrique centrale et du Sud

— 82 pour la Rhodésie Nyassaland.

En 1964, les investissements américains en Afrique atteignaient près de 3.500 millions de dollars dont la moitié investie dans la recherche et la production d'hydrocarbures, et près du quart dans l'extraction de minerais.

A ces investissements s'ajoutent naturellement les investissements indirects, les crédits d'export-import, etc... Alors que le taux moyen des bénéfices américains à l'étranger est de 20 %, en Afrique il est de près de 30 % Ainsi, de 1946 à 1966, les monopoles américains ont réalisé en Afrique près de 3 milliards de dollars de bénéfices.

Dans ce contexte d'exploitation forcenée, l'objectif principal et le mobile de l'aide américaine est de maintenir des régimes honnis par nos peuples. L'aide est ainsi un moyen de sauvegarder les positions mondiales du capitalisme américain sans l'intervention des forces armées. « Je préfère de beaucoup accorder notre aide de cette façon-là que de nous retrouver par la suite devant la nécessité de confier cette tâche à nos boys américains » (c'est-à-dire aux Marines). Président Kennedy, discours devant le Sénat, été 1961.

Le néo-colonialisme français et la C.E.E. en Afrique : Contrairement à ce que certains peuvent penser, les indépendances n'ont pas sérieusement ébranlé les intérêts français en Afrique. Bien sûr, la France doit affronter la concurrence des autres impérialismes dans des conditions moins favorables qu'à l'époque du monopole colonial, mais jusqu'à présent, elle a réussi à sauvegarder l'essentiel de ses intérêts. Les chiffres le montrent bien.

En 1962, les exportations vers la France des Etats africains et malgache représentaient 58 % de leurs exportations totales et leurs importations 62 % des importations totales.

En ce qui concerne l'aide française, son mobile n'est pas foncièrement différent de celui de l'aide américaine. Rappelons au passage que 45 % de l'aide publique française est une aide liée, c'est-à-dire subordonnée à des achats de produits et de matériel français.

Avec l'Afrique du Sud raciste, la France entretient des rapports constants et suivis ; elle vient au 3e rang après l'Angleterre et les U.S.A., avec des investissements de 87,5 millions de livres sterling ; d'autre part, c'est bien connu, la France est en train de remplacer les U.S.A. et la Grande-Bretagne comme principal vendeur d'armes.

Rôle de l'impérialisme ouest-allemand : « Nous fûmes absents de l'Afrique durant ces quarante dernières années. Et je pense que cette situation n'est pas un tort, mais un bénéfice que l'histoire nous a donné malgré nous » (Déclaration de Gerstsenmaïer au cours de la Semaine Africaine à Bonn). De cette constatation dé-

coule tout naturellement le rôle dévolu à l'Allemagne en Afrique. Dans la stratégie mondiale de l'impérialisme, la R.F.A. a reçu mandat pour jouer le rôle de « cheval de Troie » en Afrique. « Les Alliés ont explicitement appelé l'Allemagne à faire quelque chose en Afrique parce qu'eux-mêmes ne sont pas en position de satisfaire toutes les demandes. En plus, ils ne peuvent réaliser des projets dans certains endroits à cause de leur passé colonial ; en fait, les plans sont coordonnés avec les Etats-Unis » (Leiner Los, 1964).

Naturellement, en plus de cette fonction de prête-nom, la politique allemande en Afrique satisfait à des objectifs proprement allemands :

— objectifs économiques : nécessité pour l'Allemagne de trouver des débouchés pour ses industries de biens d'équipement et des sources de matières premières.

— objectif politique : c'est la doctrine Hallstein qui inspire la politique d'aide économique allemande. « L'aide et les crédits de la R.F.A. seront accordés aux pays en voie de développement en fonction de leur attitude par rapport à la question allemande » (Erhard) et, plus loin : « L'aide représente le moyen le plus efficace pour imposer la doctrine Hallstein (Sud Zeitung, 27-28 février 1965). Les modalités de l'application concrète de la doctrine Hallstein nous sont connus par les exemples de la Guinée, de la R.A.U. et de la Tanzanie.

La Grande-Bretagne et le rêve impérial : Depuis 1960, les investissements britanniques en Afrique du Nord et au Sud du Sahara sont en nette augmentation. Les missions économiques anglaises ne cessent de parcourir l'Afrique d'Est en Ouest et du Nord au Sud à la recherche de matières premières stratégiques et de marchés d'écoulement. Sans renoncer pour autant au cadre privilégié que représente pour elle le Commonwealth, la haute finance britannique cherche de plus en plus à s'implanter dans les pays dépendant traditionnellement de la sphère d'influence française souvent en accord avec les trusts français : groupe Niger-France, groupe John Holt (Cameroun, Togo, Gabon, Dahomey), Patterson, etc... Le gros gâteau reste néanmoins l'Afrique anglophone : Kenya, Tanzanie, Ouganda, Nigeria, Libye, Sierra Leone, Swaziland, etc...

L'irruption de l'Italie dans l'économie africaine : Ancienne puissance coloniale victime des rivalités impérialistes, l'Italie est petit à petit parvenue à remonter la pente pour occuper aujourd'hui une position relativement forte en Afrique. Pour parvenir à ce but, le gouvernement ..lien a dû créer deux organismes :

— la Confédération générale de l'Industrie italienne qui se charge d'informer les industriels italiens sur l'Afrique.

— l'Institut italien pour l'Afrique, établissement public placé sous la tutelle du ministère des affaires étrangères.

Préconisant le « fifty-fifty », se contentant même parfois de moins de 50 % de participation, la politique dynamique du capitalisme italien a séduit bon nombre de pays africains. Au Congo-Kinshasa, au Nigeria, en Ethiopie, au Dahomey, en Tanzanie, au Mozambique, au Soudan, en Rhodésie du Sud, en Somalie, l'Italie construit des barrages. En Egypte, dans le domaine des travaux publics, les entreprises italiennes se classent au 3e rang après l'Allemagne et l'U.R.S.S.

Mais l'implantation italienne se réalise surtout par le canal de l'E.N.I. qui travaille dans les trois grands secteurs de l'industrie pétrolière : recherches et explorations, raffinage, distribution. Dans ce secteur, l'Italie est présente au Maroc, en Tunisie, au Ghana, en Tanzanie, au Congo-Kinshasa, en Libye, au Soudan et enfin en Egypte.

Le Japon et l'Afrique : Ces dernières années, le Japon a manifesté un grand intérêt pour le marché africain et fait de sérieux efforts pour y pénétrer. Mais il se heurte à la résistance des anciennes métropoles coloniales. Il a réussi cependant à s'implanter dans quelques pays grâce surtout à sa technique en matière de textiles : au Ghana et au Nigeria surtout. Mitsui s'est de son côté introduit au Cameroun et en Haute Volta. Récemment une exposition itinérante japonaise a parcouru l'Egypte, la Libye, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc.

Israël et Formose, agents de l'impérialisme en Afrique : Au cours de la dernière décennie, ces deux pays ont considérablement développé leurs activités en direction de l'Afrique. Leur infiltration est financée par l'impérialisme international dont ils servent directement les intérêts. Sans chercher à nous étendre de façon savante sur cette question à laquelle est consacré un article spécial de ce numéro, rappelons cependant les propos tenus dans le West German Afrika informationdienst en 1967 : « Tout est devenu naturellement et infiniment plus aisé depuis que l'influence d'Israël en Afrique sert directement ou indirectement la cause occidentale... ».

Ainsi le rôle joué par Israël est confirmé par les propos des impérialistes eux-mêmes.

2 - **Agression idéologique et culturelle**

L'offensive anti-populaire des puissances ne se manifeste pas seulement par le pillage de nos richesses et l'exploitation de nos peuples. La prolongation naturel-


sahara occidental
tchad
érythrée
guinée bissau
cabo verde
angola
mozambique
zimbabwe
namibie
rép.
sud-africaine

le de cette machination économique est l'aliénation des esprits. Les moyens mis en œuvre à cette fin ont été importants.

Aux U.S.A., par exemple, depuis 1954 on assiste à :

— la multiplication des centres d'études africaines. De 1954 à 1959, neuf nouveaux centres furent mis sur pied avec l'appui des grandes fondations (Ford, Rockfeller, Carnegie, Twentieth Century Found, etc...). Le nombre s'est depuis considérablement élevé.

— une prolifération des sujets de thèses sur l'Afrique, des projets de recherches ethnologiques, politiques, économiques, sociales ; des colloques, séminaires, conférences sur l'Afrique. Pour ne citer que quelques exemples : les travaux de la Fondation Carnegie sur le « développement des institutions démocratiques en Afrique », le programme de recherches économiques sur l'Afrique par la Stanford University.

— la création de revues spécialisées (« Africa special Report », « Africa Revue », etc...) et la publication d'un grand nombre d'ouvrages sur l'Afrique : 60 livres en 1960, 105 publiés en 1965.

— un accroissement du nombre des étudiants africains dans les universités américaines : 500 en 1959, 6.000 en 1964 ; depuis, le nombre de bourses accordées s'est considérablement accru et doit osciller aujourd'hui autour de 15.000.

Point important du programme en 6 points de Kennedy pour la pénétration américaine en Afrique, l'envoi de professeurs américains s'est également accru.

En 1959 déjà, le journal Life exprimait l'espoir qu' « à travers ces étudiants diplômés aux Etats-Unis, il sera possible d'influencer le cours de la révolution africaine ».

— la création dans nos pays de centres culturels qui ne sont en fait que des centres de recrutement d'agents de renseignement pour la CIA.

Jamais les centres culturels américains n'ont autant organisé de voyages aux U.S.A. que ces dernières années ! Lorsqu'on sait que les recrutements de postulants à ces voyages se font en fonction des réponses à un certain nombre de questions-tests, les buts inavoués des impérialistes américains deviennent clairs. Cette intensification de l'activité des centres culturels américains ne se limite pas d'ailleurs à nos pays. Partout en Europe où existent de nombreux étudiants africains, les Centres Culturels américains établissent des fichiers, s'intéressent aux activités des associations d'étudiants africains, délèguent des observateurs aux diverses manifestations afin de « suivre » les étudiants africains, de détecter les éléments dits modérés et ceux qu'ils appellent communistes, de façon à savoir avec qui « travailler » plus tard.

Le scandale, il y a quelques années, des associations universitaires américaines financées par la CIA est là pour le démontrer. Nul doute pour nous que l'actuelle confédération internationale des étudiants (CIE) soit une officine de la CIA.

En ce qui concerne maintenant les impérialismes français et britannique, il faut savoir que les indépendances n'ont rien changé à leur présence culturelle en Afrique. Les enseignements supérieur et même secondaire, pour beaucoup de pays africains, sont entièrement entre leurs mains. En 1970, on glorifie encore dans beaucoup de nos pays « l'œuvre civilisatrice » de la France et de la Grande-Bretagne. Francophonie et francophilie ne sont rien d'autre dans cet esprit qu'une offre d'assujettissement de la pensée et de la culture africaines aux canons de la pensée coloniale et capitaliste de l'Occident.

La germanophilie en vogue actuellement en Afrique est un autre aspect de l'agression culturelle de l'Occident. Elle revêt la plupart du temps, ici, la physionomie du technicisme ou encore de l'efficacité économique et scientifique.

A la fin de 1964, il y avait en R.F.A. 2.000 étudiants et 6.000 stagiaires africains. « Ces spécialistes africains occupent les postes-clés de la politique et de l'économie. Le médecin ou l'ingénieur formé en Allemagne sur des appareils ou machines de fabrication allemande, les achètera pour lui-même ou pour son pays » (« Der Deutsche Lehere in Aushand », n° 3, 1961).

Un centre spécial de formation de cadres africains « Afrika », fondé par les pères blancs, fonctionne en R.F.A. depuis 1960. « L'Afrikanum » quant à elle, dispose de centres d'étude dans 28 pays d'Afrique.

Les syndicats, l'Eglise, les établissements scientifiques et culturels sont largement associés à la réalisation du programme de l'aide. L'Institut Goethe possède des filiales au Ghana, au Togo, au Nigeria, au Cameroun, au Maroc... En 1964, Heinrich Gervandt — parrain de l'Institut pour la Solidarité internationale, créé en 1962 — manifestait sa satisfaction en déclarant qu' « un certain nombre des 250 étudiants formés à l'Institut occupe des positions élevées dans les gouvernements africains » (Handelobett, Dusseldorf, 2/3.12.64).

La Fondation allemande pour les pays en voie de développement créée en 1959 à Berlin par des membres du parlement fédéral avec l'appui du gouvernement avait déjà en 1964 tenu 54 séminaires internationaux, avec 1350 participants, 75 sessions in-

ternationales et 90 colloques d'experts.

A l'image du « Peace Corps » américain, des groupes de « volontaires pour la coopération » sont créés à Berlin en 1963. Un , premiers contingents envoyés en Afrique « coopère » depuis quelques années déjà en Tanzanie.

Le rôle joué par Israël est beaucoup moins connu des larges masses africaines. Sa pénétration est en effet plus sournoise. Présentant les Juifs et les Africains au sud du Sahara comme les victimes d'une même calamité, le racisme, et se posant en modèle de développement économique accéléré, le sionisme est arrivé par ce biais à introduire ses agents au sein même des sphères dirigeantes et, de ce fait, à influencer considérablement la politique de nos gouvernants dans le sens de la sauvegarde des intérêts de l'impérialisme occidental.

Depuis quelques années, d'ailleurs, l'Université de Jérusalem reçoit de plus en plus d'étudiants africains. Créé dans cet esprit, l'Institut Africain de la Histadrouth fonctionne aujourd'hui en véritable agence de la CIA. Naturellement, en plus de cette fonction, Israël possède ses objectifs propres : couper la lutte des peuples arabes de celle des larges masses africaines.

Dernier gadget de cette politique d'expansion, Formose, à l'économie fragile, au budget sans cesse insufflé de prêts et de dons américains, peut se permettre aujourd'hui le luxe de mettre sur pied un programme d'« aide » au développement de l'Afrique dont le but est évident : conserver sa représentation prétentieuse du peuple chinois dans les 24 Etats africains qui la reconnaissent, alors que le véritable représentant de ce peuple — la Chine Populaire — n'a été reconnu de nos jours que par 14 pays d'Afrique.

3 - Présence militaire de l'impérialisme

Ce tableau déjà lourd d'implications ne serait pas complet si nous ne parlions des différentes formes de présence occidentale en Afrique.

Pour les U.S.A., comme pour la France, la Grande-Bretagne, la R.F.A., Israël et d'autres puissances encore (Portugal, Espagne, Belgique, etc...), l'Afrique occupe une position stratégique importante. « L'Afrique est très indiquée pour installer des bases à partir desquelles on pourrait contre-attaquer l'adversaire si l'Europe occidentale se trouvait neutralisée par des opérations militaires » (World Affairs, 1958, n° 3).

Cette présence physique des U.S.A. en Afrique (bases aériennes et navales, stations de télécommunications, radars, dépôts, etc..) vitale pour sa survie en tant qu'impérialisme est la conséquence de l'adoption en 1948 par les U.S.A. de plusieurs conceptions stratégiques :

— doctrine dite de la « riposte nucléaire massive ». Cette conception correspondrait à la supériorité nucléaire de l'occident et est un moyen de chantage : pas de guerre ou guerre totale.

— guerre avec emploi dit tactique d'armes nucléaires de faible puissance et d'armes conventionnelles.

— doctrine Taylor : cette nouvelle stratégie a servi de base à la lutte anti-partisane et à la formation des commandos anti-guerillas.

A cette fin, les Etats-Unis maintiennent en dehors de quelques bases importantes comme celle d'Asmara en Ethiopie ou de Kenitra au Maroc, du Rio de Oro, de Roberts Field et Monrovia au Liberia, un certain nombre d'antennes en Afrique comprenant des centres d'instruction, des bureaux d'investigation et de renseignement et divers autres services dépendant des attachés militaires (les autres puissances occidentales font d'ailleurs de même, dans le cadre de l'OTAN ou de façon plus personnelle comme c'est le cas de la France dans certains pays africains (Tchad, Côte d'Ivoire, etc).. ou d'Israël au Congo-Kinshasa et surtout en Ethiopie).

Citons les bases britanniques de Kahama, Embakazi, Mombassa au Kenya, Tabora en Tanzanie, Eutebbé en Ouganda, Kano au Nigeria, les bases françaises de Dakar, Diego Suarez (Madagascar) et Djibouti, les garnisons espagnoles de Ceuta et Melilla, des Iles Canaries, du Rio de Oro et de Saquiet El Hamra.

Enfin, il y a l'Afrique du Sud et la Rhodésie raciste, les colonies portugaises et espagnoles, Djibouti et la Somalie Française, qui sont elles-mêmes de véritables bases de départ d'agressions dirigées contre les peuples africains en lutte, sans compter cette multitude d'îles au large de l'Afrique : véritables porte-avions entre les mains des impérialistes, pouvant se transformer éventuellement en pénitenciers ou en centres d'instruction.

PROBLEMES ACTUELS ET PERSPECTIVES

Nous venons de faire rapidement le point des privilèges que l'impérialisme est en train de se tailler en Afrique avec la complicité d'une poignée de brigands locaux, véritable hommes de main du capital international, truands sans scrupules, ou parvenus de toutes sortes, se parant du titre d'hommes politiques ou de représentants du peuple.

Mais le legs de l'impérialisme est encore plus édifiant. Pillée, asservie, dépersonnalisée, l'Afrique a aussi été découpée, balka-

nisée, dépeuplée ou surpeuplée au gré des besoins. Si le colonialisme n'a pas permis la formation de classes sociales différenciées, il a par contre accentué avec succès les antagonismes ethniques, selon le vieux principe : « diviser pour régner ».

De ce fait, les frontières dont ont hérité les jeunes Etats africains ont gardé les traces de la pénétration militaire ou reflètent la préoccupation majeure de l'économie coloniale, l'évacuation des produits vers les métropoles. Ces frontières qui ne coïncident ni avec les données de la géographie ni avec celles de l'histoire africaines ne répondent qu'aux exigences et aux absurdités du système colonial. Les exigences de l'économie moderne et du socialisme devront à leur tour laisser leur trace sur le sol africain.

Ainsi que le signale Sékou Touré, « en Afrique, ce n'est pas la nation qui crée l'Etat, mais l'Etat qui crée la nation ».

Ces oppositions ethniques dépendent évidemment du niveau de conscience politique et des conditions socio-économiques et sont appelées à se résorber d'autant plus facilement que l'Etat est démocratique. En réalité, le tribalisme est présenté par le colonialisme et ses continuateurs comme une tare de l'Afrique, une erreur historique, incompatible avec l'édification du socialisme (ou même du progrès tout simplement), la lutte collective des masses exploitées, la prise de conscience nationale. En somme, on veut faire croire aux Africains ce qu'on a cherché à faire croire aux habitants de l'Asie quand on leur a affirmé que le mode de production asiatique est incompatible avec les exigences d'une économie moderne, planifiée, intensive.

En fait, il n'est pas démontré encore qu'en partant précisément de cette commune tribale, on ne soit pas plus près de la collectivisation des terres, des biens d'équipement, des énergies, de la société communiste en bref, qu'en passant par l'étape capitaliste de l'appropriation personnelle des biens, de l'atomisation continuelle des travailleurs, de l'individualisme à outrance. Amilcar Cabral consacre à ces problèmes tout un article dans ce numéro, c'est pourquoi nous ne nous y attarderons pas davantage.

Il n'est pas démontré non plus qu'il soit nécessaire d'attendre que le prolétariat africain atteigne des effectifs considérables et qu'il soit nécessaire de passer par l'étape de la constitution de classes sociales antagoniques pour que le processus de la révolution africaine puisse être entamé.

Tout n'est pas joué en Afrique. La révolution est à nos portes et nos portes sont ouvertes. Mais nous ne voulons pas être exposés aux courants d'air de l'histoire. L'Afrique se trouve encore entre deux voies. L'installation rapide du socialisme dépend en grande partie du maintien sur l'ensemble du continent d'un élan révolutionnaire qui ne peut être entretenu que par la lutte pour la libération totale de l'Afrique. Chaque pays nouvellement indépendant repose le problème africain dans son ensemble, chaque nouvelle émancipation empêche les pays déjà indépendants formellement de s'installer dans un conservatisme tranquille. Chaque peuple qui conquerra sa liberté apportera au mouvement socialiste l'élan de sa révolution, la force de ses idées et la chaleur de ses espoirs, forgés dans la lutte. C'est pourquoi le mot d'ordre de libération totale de l'Afrique doit animer toutes les entreprises politiques des Africains. Car il faut, pour qu'elle agisse dans l'intérêt des Africains, que cette libération soit leur œuvre. Or les puissances coloniales préparent déjà pour les pays encore asservis la voie des indépendances truquées, destinées à briser les forces révolutionnaires qui croissent et grondent dans les colonies portugaises, la Rhodésie, la Namibie, l'Erythrée, le Tchad, forces auxquelles viendront s'ajouter celle des populations africaines d'Afrique du Sud et des autres peuples, avec l'aide de tous ceux qui luttent pour la liberté, leurs propres terres et leur propre destin.

Abdelkrim Dhofari

fondements et objectifs de la libération nationale en rapport avec la structure sociale (*)



action idéologique

par
amilcar cabral

(...) Ceux qui affirment — et en ce qui nous concerne, avec raison — que la force motrice de l'histoire est la lutte de classes, seraient certainement d'accord pour réviser cette affirmation, afin de la préciser et lui donner un champ d'application encore plus vaste, s'ils connaissaient plus profondément les caractéristiques essentielles de certains peuples colonisés, c'est-à-dire dominés par l'impérialisme. En effet, dans l'évolution générale de l'humanité et de chacun des peuples qui la composent, les classes n'apparaissent ni comme phénomène généralisé et simultané dans la totalité de ces groupes, ni comme un tout achevé, parfait, uniforme et spontané. La définition de classes au sein d'un groupe ou de plusieurs groupes humains est une conséquence fondamentale du développement progressif des forces productives et des caractéristiques de la distribution des richesses, produites par ce groupe ou dérobées à d'autres groupes. C'est-à-dire que le phénomène socio-économique « classe » surgit et se développe en fonction d'au moins deux variables essentielles et interdépendantes : le niveau des forces productives et le régime de propriété des moyens de production. Ce développement s'opère lentement, graduellement et d'une manière inégale, par des variations quantitatives et généralement peu perceptibles des composantes fondamentales, processus qui, à partir d'un certain degré d'accumulation, aboutit à un **saut qualitatif**, se traduisant par l'apparition de classes et du conflit entre les classes.

Des facteurs extérieurs à un ensemble socio-économique en mouvement donné, peuvent influencer, d'une manière plus ou moins significative, le processus de développement des classes, laccélérant, le freinant, voire provoquant des régressions. Quand, pour une raison quelconque, cesse l'influence de ces facteurs, le processus reprend son indépendance et son rythme, se détermine alors, non seulement par les caractéristiques internes spécifiques de l'ensemble, mais aussi par la résultante de l'effet produit sur lui par l'action temporaire des facteurs extérieurs. Sur le plan strictement intérieur, le rythme du

* Texte de l'allocution prononcée par A. Cabral, Secrétaire général du PAIGC, à la première conférence de la Tricontinentale qui s'est tenue à La Havane en janvier 1966.

processus peut varier, mais reste continu et progressif. Les progrès brusques sont possibles, seulement en fonction d'altérations violentes — mutations — du niveau des forces productives ou du régime de la propriété. Ces transformations violentes opérées à l'intérieur du processus de développement des classes, comme résultat de mutations survenues au niveau des forces productives ou dans le régime de propriété, il a été convenu de les appeler, en langage économique et politique : **Révolutions.**

On constate, d'autre part, que les possibilités de ce processus sont influencées, d'une façon appréciable, par des facteurs extérieurs, en particulier par l'interaction des ensembles humains, considérablement accrue par le progrès des moyens de transport et de communications qui a créé le monde et l'humanité, éliminant l'isolement entre les groupes humains d'une même région, entre les régions d'un même continent et entre les continents. Ce progrès caractéristique d'une longue phase historique qui débuta par l'invention du premier moyen de transport, était déjà plus évident au temps des voyages puniques et dans la colonisation grecque et s'est accentué avec les découvertes maritimes, l'invention de la machine à vapeur et la découverte de l'électricité. Et de nos jours, avec la domestication progressive de l'énergie atomique, il est possible de promettre, sinon de semer l'homme dans les étoiles, du moins d'humaniser l'univers.

Ce qui vient d'être dit permet de poser la question suivante : est-ce que l'histoire commence seulement à partir du **moment** où se développe le phénomène « classe » et par conséquent la lutte de classes ? Répondre affirmativement serait situer hors de l'histoire toute la période de vie des groupes humains qui va de la découverte de la chasse, et postérieurement de l'agriculture nomade et sédentaire, à la création des troupeaux et à l'appropriation privée de la terre. Ce serait aussi alors — et nous nous refusons à l'accepter — considérer que plusieurs groupes humains d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, vivaient sans histoire ou en dehors de l'histoire, au moment où ils furent soumis au joug de l'impérialisme. Ce serait considérer que des populations « Maconde » du Mozambique vivent encore aujourd'hui — si nous faisons abstraction des légères influences du colonialisme auxquelles elles furent soumises — en dehors de l'histoire ou n'ont pas d'histoire.

Ce refus, basé d'ailleurs sur la connaissance concrète de la réalité socio-économique de nos pays et sur l'analyse du processus de développement du phénomène « classe », tel que nous l'avons vu antérieurement, nous porte à admettre que, si la lutte des classes est la force motrice de l'histoire, elle l'est à une certaine période historique. Cela veut dire qu'**avant** la lutte des classes — et nécessairement **après** la lutte des classes, car dans ce monde il n'y a pas d'**avant** sans **après** — un facteur, ou des facteurs, fut et sera le moteur de l'histoire. Nous admettons sans peine que ce facteur de l'histoire de chaque groupe humain est le **mode de production** — le niveau des forces productives et le régime de propriété — qui caractérise ce groupement. Comme on l'a vu, la définition de classe et la lutte des classes sont elles-mêmes l'effet du développement des forces productives, conjuguées avec le régime de propriété des moyens de production. Il nous semble donc correct de conclure que le niveau des forces productives, élément essentiel du contenu et de la forme de la lutte des classes, est la force motrice véritable et permanente de l'histoire.

Si nous acceptons cette conclusion, alors s'estompent les doutes qui troublaient notre esprit. Parce que si, d'un côté, nous constatons que l'existence de l'histoire avant la lutte des classes est garantie, et évitons par là à quelques groupements humains de nos pays — et peut-être de notre continent — la triste condition des peuples sans histoire, nous dégageons, d'un autre côté, la continuité de l'histoire, même après la disparition de la lutte de classes ou des classes elles-mêmes. Et comme ce n'est pas nous qui avons postulé — sur des bases scientifiques — le fait de la disparition des classes comme une fatalité historique, nous sommes satisfaits de cette conclusion qui, dans une certaine mesure, rétablit une cohérence et donne en même temps aux peuples, qui, comme celui de Cuba, sont en train de construire le socialisme, l'agréable certitude qu'ils ne cesseront pas de posséder leur histoire lorsque se terminera le processus de liquidation du phénomène « classe » et de la lutte des classes au sein de l'ensemble socio-économique. L'éternité n'est pas de ce monde, mais l'homme survivra aux classes et continuera à produire et à faire l'histoire, car il ne peut se libérer du fardeau de ses besoins, de ses mains et de son cerveau, qui sont à la base du développement des forces productives.

Ce qui a été dit et la réalité actuelle de notre temps, nous permettent d'admettre que l'histoire d'un groupe humain ou de l'humanité se développe au moins en trois phases :

A la première correspond un bas niveau des forces productives — de la domination de l'homme sur la nature — ; le mode de production a un caractère élémentaire, il n'existe pas encore d'appropriation privée des moyens de production, il n'y a pas de classes, ni, par consé-

quent, de lutte de classes.

Dans la seconde, l'élévation du niveau des forces productives conduit à l'appropriation privée des moyens de production, complique progressivement le mode de production, provoque des conflits d'intérêt au sein de l'ensemble socio-économique en mouvement, rend possible l'apparition du phénomène « classe » et par là, la lutte de classes, expression sociale de la contradiction dans le domaine économique entre le mode de production et l'appropriation privée des moyens de production.

La troisième, laquelle, à partir d'un niveau donné des forces productives, rend possible et réalise la liquidation de l'appropriation privée des moyens de production, l'élimination du phénomène « classe » et donc, de la lutte de classes, se déchaînent alors des forces nouvelles et ignorées dans le processus historique de l'ensemble socio-économique.

La première phase correspondrait, en langage politico-économique, à la société communautaire agricole et d'élevage, dans laquelle la structure sociale est horizontale, sans Etat ; la seconde aux sociétés agraires féodales ou assimilées et agro-industrielles bourgeoises ; ici la structure sociale se développe verticalement, avec Etat ; la troisième phase correspondrait aux sociétés socialistes et communistes, dans lesquelles l'économie devient une forme d'industrie et dans lesquelles l'Etat tend progressivement à sa disparition, ou disparaît, et où la structure sociale retourne à l'horizontalité, à un niveau supérieur des forces productives, des relations sociales et d'appréciation des valeurs humaines.

Au niveau de l'humanité ou d'une partie de l'humanité (groupes humains d'une même région, d'un ou plusieurs continents), ces trois phases (ou deux d'entre elles) peuvent être simultanées, comme le prouve la réalité actuelle aussi bien que le passé. Ceci résulte du développement inégal des sociétés humaines, soit pour des raisons internes, soit par l'influence accélératrice ou retardatrice sur leur évolution d'un ou plusieurs facteurs extérieurs. D'autre part, dans le processus historique d'un ensemble socio-économique donné, chacune des phases dont nous avons parlé contient, à partir d'un certain niveau de transformation, les germes de la phase suivante.

Nous devons faire remarquer aussi que, dans la phase actuelle de la vie de l'humanité et pour un ensemble socio-économique donné, la succession dans le temps des trois phases caractéristiques n'est pas indispensable. Quel que soit le niveau actuel de ses forces productives et de la structure sociale qui la caractérise, une société peut franchir rapidement les étapes définies et appropriées aux réalités concrètes locales (historiques et humaines) pour atteindre une phase supérieure d'existence. Ce progrès dépend des possibilités concrètes du développement de ses forces productives et est lui-même conditionné principalement par la nature du pouvoir politique qui dirige cette société, c'est-à-dire, par le genre d'Etat ou, si l'on veut, par le caractère de la classe ou des classes qui dominent au sein de cette société.

Une analyse plus détaillée nous montrerait que la possibilité d'un tel **bond dans le processus** historique résulte fondamentalement, dans le domaine économique, de la force des moyens dont l'homme peut disposer dans le moment pour dominer la nature, et, sur le plan politique, de cet événement nouveau, qui a transformé radicalement l'aspect du monde et la marche de l'histoire : **la création des Etats socialistes.**

Nous voyons donc que nos peuples quels que soient les stades de leur développement économique, ont leur propre histoire. Quand ils ont été soumis à la domination impérialiste, le processus historique de chacun de nos peuples (ou des groupes humains qui constituent chacun d'eux) a été soumis à l'action violente d'un facteur extérieur. Cette action — l'impact de l'impérialisme sur nos sociétés — ne pouvait qu'influencer le processus de développement des forces productives de nos pays et la structure sociale de nos peuples, de même que le contenu et la forme de nos luttes de libération nationale.

Mais nous voyons aussi que, dans le contexte historique où ces luttes se développent, il existe pour nos peuples la possibilité concrète de passer de la situation d'exploitation et de sous-développement où ils se trouvent, à un stade nouveau du processus historique, lequel peut les conduire à une forme supérieure d'existence économique, sociale et culturelle.

Le rapport politique élaboré par le Comité International Préparatoire de cette Conférence, auquel nous réaffirmons notre appui entier, a situé d'une manière claire et dans une analyse succincte, l'impérialisme dans son contexte économique et dans ses coordonnées historiques. Nous ne répéterons pas ici ce qui a été déjà dit dans cette Assemblée. Nous dirons simplement que l'impérialisme peut être défini comme l'expression mondiale de la recherche de bénéfices et l'obtention de **plus-values** toujours plus grandes de la part du capital monopoliste et financier, accumulé dans deux régions du monde : en Europe d'abord et par la suite en Amérique du Nord. Et si nous voulons situer le fait impérialiste dans la trajectoire gé-

nérale de l'évolution de ce facteur transcendant qui a modifié la face du monde, le capital et le processus de son accumulation, nous pourrions dire que l'impérialisme est la piraterie transplantée des océans à la terre ferme, piraterie réorganisée, consolidée et adaptée à l'objectif de l'exploitation des ressources matérielles et humaines de nos peuples. Mais si nous parvenons à analyser avec sérénité le phénomène impérialiste, nous ne scandaliserons personne en reconnaissant que l'impérialisme — tout prouve qu'il est, en réalité, la dernière phase de l'évolution du capitalisme — a été une nécessité historique, une conséquence de l'essor des forces productives et des transformations des moyens de production dans le contexte général de l'humanité, considérée comme un tout en mouvement. Une nécessité, comme le sont, actuellement, la libération nationale des peuples, la destruction du capitalisme et l'avènement du socialisme.

Ce qui importe à nos peuples, c'est de savoir si l'impérialisme, comme capital en action, a rempli ou non dans nos pays la mission historique qui lui était réservée : accélération du processus du développement des forces productives, et transformation dans le sens de la complexité des caractéristiques des moyens de production ; approfondissement de la différenciation des classes avec le développement de la bourgeoisie, et intensification de la lutte de classes ; augmentation appréciable du niveau de vie économique, social et culturel des populations. On a également intérêt à examiner quels sont les influences ou les effets de l'action impérialiste sur les structures sociales et le processus historique de nos peuples.

Nous ne ferons ici ni le procès ni l'élégie de l'impérialisme, mais nous dirons seulement que, tant sur le plan économique que sur les plans social et culturel, le capital impérialiste n'a pas, et de loin, rempli dans nos pays la mission historique réalisée par le capital dans les pays d'accumulation. Cela signifie que si, d'un côté, le capital impérialiste a eu, dans la plupart des pays dominés, la simple fonction de multiplier les plus-values, on voit, d'autre part, que la capacité historique du capital (comme accélérateur indestructible du processus de développement des forces productives) dépend strictement de sa liberté, c'est-à-dire, du degré d'indépendance avec lequel on l'utilise. Cependant, nous devons reconnaitre que, dans certains cas, le capital impérialiste ou le capitalisme moribond a suffisamment eu d'intérêt, de force et de temps pour, outre construire des villes, augmenter le niveau des forces productives et permettre à une minorité de la population autochtone d'atteindre un niveau de vie meilleur ou même privilégié, contribuant ainsi à un processus que certains appelleraient dialectique, pour lapprofondissement des contradictions au sein des sociétés en question. En d'autres cas, encore plus rares, a existé la possibilité d'accumulation du capital, créant les conditions de développement d'une bourgeoisie locale.

Pour ce qui se rapporte aux effets de la domination impérialiste sur la structure sociale et le processus historique de nos peuples, il est utile d'examiner, tout d'abord, quelles sont les formes générales de domination de l'impérialisme.

Elles sont au moins deux :

1) Domination directe — au moyen d'un pouvoir politique composé d'agents étrangers au peuple dominé (forces armées, police, agents de l'administration et colons) — qu'on a convenu d'appeler **colonialisme classique ou colonialisme.**

2) Domination indirecte — au moyen d'un pouvoir politique composé, dans sa majorité ou en totalité, d'agents autochtones — qu'on a convenu d'appeler **néo-colonialisme.**

Dans le premier cas, la structure sociale du peuple dominé, quelle que soit l'étape dans laquelle il se trouve, peut subir les conséquences suivantes :

a) Destruction complète, accompagnée, en général, de la liquidation immédiate ou progressive de la population autochtone et, en conséquence, remplacement de celle-ci par une population allogène ;

b) Destruction partielle, en général accompagnée de la fixation, plus ou moins importante, d'une population allogène ;

c) Conservation apparente, conditionnée par la confination de la société autochtone dans des zones ou réserves et généralement dépourvues de possibilités de vie, accompagnée de l'implantation massive d'une population allogène.

Les deux derniers cas sont ceux qu'il nous importe de considérer dans le cadre de la problématique de la libération nationale et sont largement représentés en Afrique. On peut dire que dans n'importe lequel d'entre eux, l'impact de l'impérialisme dans le processus historique du peuple dominé est la paralysie, la stagnation (même dans quelques cas, la régression) de ce processus. Cette paralysie n'est tout de même pas complète. Dans l'un ou l'autre secteur de l'ensemble socio-économique en question, on peut s'attendre à des transformations sensibles motivées par l'action permanente de quelques facteurs intérieurs (locaux) ou résultant de l'action de nouveaux facteurs introduits par la domination coloniale, tel le cycle de la monnaie et le déve-


Siné

loppement des concentrations urbaines. Parmi ces transformations, il convient de relever, en certains cas, la perte progressive du prestige des classes ou secteurs dirigeants autochtones, l'exode forcé ou volontaire d'une partie de la population paysanne vers les centres urbains, avec le développement consécutif de nouvelles couches sociales : travailleurs salariés, fonctionnaires, employés du commerce et des professions libérales et une couche instable de sans emploi. A la campagne, surgit avec une intensité très variée et toujours liée au milieu urbain, une couche constituée par de petits propriétaires agricoles. Dans le cas du néo-colonialisme, que la majorité de la population colonisée soit autochtone ou d'origine exotique, l'action impérialiste s'oriente dans le sens de la création d'une bourgeoisie ou pseudo-bourgeoisie locale, inféodée à la classe dirigeante du pays dominateur.

Les transformations dans la structure sociale ne sont pas si marquées dans les couches inférieures, surtout à la campagne, qui conserve principalement les caractéristiques de la phase coloniale ; mais la création d'une pseudo-bourgeoisie autochtone qui, en général, se développe à partir d'une petite bourgeoisie bureaucratique et des intermédiaires du cycle commercial (compradores), accentue la différenciation des couches sociales, ouvre, par le renforcement de l'activité économique d'éléments locaux, de nouvelles perspectives à la dynamique sociale, notamment avec le développement progressif d'une classe ouvrière urbaine et l'installation de propriétés agricoles privées et l'apparition progressive d'un prolétariat agricole. Ces transformations plus ou moins sensibles de la structure sociale, déterminées par une augmentation appréciable du niveau des forces productives, ont une influence directe sur le processus historique de l'ensemble socio-économique en question. Tandis que dans le colonialisme classique, ce processus est gelé, la domination néo-colonialiste, en permettant le réveil de la dynamique sociale (des conflits d'intérêts dans les couches sociales autochtones ou de la lutte de classes) crée l'illusion que le processus historique retourne à une évolution normale. Cette illusion se renforcera par l'existence d'un pouvoir politique (état national) composé par des éléments autochtones. Ce n'est là en fait qu'illusion car en réalité, l'inféodation de la classe « dirigeante » locale à la classe dirigeante du pays dominateur, limite ou empêche le développement des forces productives nationales. Mais dans les conditions concrètes de l'économie mondiale de notre temps, cette dépendance est une fatalité et par conséquent la pseudo-bourgeoisie locale, quel que soit le degré de son nationalisme, ne peut exercer efficacement sa fonction historique ; elle ne peut orienter **librement** le développement des forces productives : en un mot, elle ne peut être **bourgeoisie nationale.** Or, comme on l'a vu, les forces productives sont le moteur de l'histoire, et la liberté totale du processus de son développement est la condition indispensable à son plein fonctionnement.

On voit, par conséquent, que, tant dans le colonialisme que dans le néo-colonialisme, la caractéristique essentielle de la domination impérialiste demeure : négation du processus historique du peuple dominé, au moyen de l'usurpation violente de la liberté du processus de développement des forces productives nationales.

Cette constatation qui identifie dans son essence les deux formes apparentes de domination impérialiste, nous paraît être d'une importance primordiale pour la pensée et l'action des mouvements de libération, tant au cours de la lutte qu'après la conquête de l'indépendance.

Nous basant sur ce qui a été dit, il est possible d'affirmer que la libération nationale est le phénomène consistant, dans un ensemble socio-économique déterminé, à nier la négation de son processus historique. En d'autres termes, la libération nationale d'un peuple est la reconquête de la personnalité historique de ce peuple, elle est son retour à l'histoire au moyen de la destruction de la domination impérialiste à laquelle il était soumis.

Nous avons vu que l'usurpation par la violence de la liberté du processus de développement des forces productives de l'ensemble socio-économique dominé, constitue la caractéristique principale et permanente de la domination impérialiste, quelle que soit sa forme. Nous avons vu également que seule cette liberté, et elle seule, peut garantir la normalisation du processus historique d'un peuple. Par conséquent, nous pouvons conclure qu'il y a libération nationale quand et seulement quand les forces productives nationales sont complètement libérées de toute espèce de domination étrangère.

Il est commun de dire que la libération nationale se base sur le droit de tous les peuples à disposer librement de leur destin et que l'objectif de cette libération est l'obtention de l'indépendance nationale. Quoique nous ne soyons pas en désaccord avec cette manière vague et subjective d'exprimer une réalité complexe, nous préférons être objectifs, car, pour nous, le fondement de la libération nationale, quelles que soient les formules adoptées au niveau du droit international, réside dans le droit inaliénable de chaque peuple à avoir sa propre histoire, et l'objectif de la libération nationale est la reconquête de ce droit usurpé par l'impérialisme, à savoir la libération du processus de

développement des forces productives nationales.

Pour cette raison, à notre avis, tout mouvement de libération nationale qui ne tient pas compte de ce fondement et de cet objectif, peut certes lutter contre l'impérialisme, mais il ne luttera pas de cette façon pour la libération nationale.

Cela implique que, compte tenu des caractéristiques essentielles de l'économie mondiale de notre temps, ainsi que des expériences déjà vécues dans le domaine de la lutte anti-impérialiste, l'aspect principal de la lutte de libération nationale est la lutte contre le néo-colonialisme. D'autre part, si nous considérons que la libération nationale exige que survienne une mutation profonde dans le processus de développement des forces productives, nous voyons que ce phénomène de la **libération nationale** correspond nécessairement à une **révolution.** Ce qui importe, c'est d'être conscient des conditions objectives et subjectives dans lesquelles cette révolution se fait, et de connaitre les formes ou la forme de lutte les plus appropriées à sa réalisation.

Nous n'allons pas répéter ici que ces conditions sont franchement favorables au stade actuel de l'histoire de l'humanité ; il suffit de rappeler qu'il existe aussi des facteurs défavorables, aussi bien sur le plan international que sur le plan intérieur de chaque nation dans sa lutte pour la libération.

Sur le plan international, il nous parait que les facteurs suivants sont pour le moins défavorables au mouvement de libération nationale : la situation néo-coloniale d'un grand nombre d'Etats ayant accédé à l'indépendance politique s'ajoutant à d'autres ayant déjà accédé à cette situation ; les progrès réalisés par le néo-capitalisme, en particulier en Europe, où l'impérialisme a recours à des investissements préférentiels, encourageant le développement d'un prolétariat privilégié avec, comme conséquence, la diminution du niveau révolutionnaire des classes laborieuses ; la situation néo-coloniale ouverte ou déguisée de quelques Etats européens qui, comme le Portugal, possèdent encore des colonies ; la politique dite « aide aux pays sous-développés », pratiquée par l'impérialisme dans le but de créer ou de renforcer les pseudo-bourgeoisies autochtones, nécessairement inféodées à la bourgeoisie internationale, et de barrer ainsi la route à la révolution ; la claustrophobie et la timidité révolutionnaire — qui amènent quelques Etats nouvellement indépendants et disposant de conditions économiques et politiques intérieures favorables à la révolution, à accepter des compromis avec l'ennemi ou avec ses agents ; les contradictions croissantes entre Etats anti-impérialistes et, finalement, les menaces, du côté de l'impérialisme, contre la paix mondiale dans la perspective d'une guerre atomique. Ces facteurs contribuent à renforcer l'action de l'impérialisme contre le mouvement de libération nationale.

Si l'intervention répétée et l'agressivité croissante de l'impérialisme contre les peuples peuvent être interprétées comme un signe de désespoir face à l'ampleur du mouvement de libération nationale, elles s'expliquent, dans une certaine mesure, par les faiblesses suscitées par ces facteurs défavorables au sein du front général de la lutte anti-impérialiste.

Sur le plan intérieur, nous croyons que la faiblesse ou les facteurs défavorables les plus importants résident dans la structure socio-économique et dans les tendances de leur évolution sous la pression impérialiste, ou pour mieux préciser, dans le peu ou le manque d'attention accordée aux caractéristiques de cette structure et de ces tendances, par les mouvements de libération nationale dans l'élaboration de leurs stratégies de lutte.

Ce point de vue ne prétend pas diminuer l'importance d'autres facteurs internes défavorables à la libération nationale, tel que le sous-développement économique, le retard social des masses populaires qui en découle, le tribalisme et autres contradictions de moindre importance. Il convient pourtant de signaler que l'existence des tribus ne se manifeste comme une contradiction importante qu'en fonction d'attitudes opportunistes, provenant généralement d'individus ou groupes détribalisés au sein du mouvement de libération nationale. Les contradictions entre classes, même quand celles-ci sont embryonnaires, sont beaucoup plus importantes que les contradictions entre tribus.

Quoique les situations coloniale et néo-coloniale soient identiques en essence, et que l'aspect principal de la lutte contre l'impérialisme soit l'aspect néo-colonialiste, nous croyons indispensable de distinguer dans la pratique ces deux situations. En effet, la structure horizontale de la société autochtone, bien que plus ou moins différenciée, et l'absence d'un pouvoir politique composé d'éléments nationaux, rendent possible, dans la situation coloniale, la création d'un ample front d'unité et de lutte, indispensable d'ailleurs au succès du mouvement de libération nationale. Mais cette possibilité ne nous dispense pas de l'analyse rigoureuse de la structure sociale indigène, des tendances de son évolution et de l'adoption, dans la pratique, de mesures appropriées pour garantir une vraie libération nationale. Parmi ces mesures, tout en admettant que chacun sache mieux que quiconque ce qu'il doit faire chez lui, il nous semble indispensable de voir se créer une avant-garde solidement unie et consciente de

la vraie signification et de l'objectif de la lutte de libération nationale qu'elle doit diriger. Cette nécessité est d'autant plus pressante qu'on sait que, à de rares exceptions près, la situation coloniale ne permet ni ne réclame l'existence significative de classes d'avant-garde (classe ouvrière consciente d'elle-même et prolétariat rural) qui pourraient assurer la vigilance des masses populaires sur l'évolution du mouvement de libération. Inversement, le caractère généralement embryonnaire des classes laborieuses et la situation économique, sociale et culturelle de la force physique la plus importante de la lutte de libération nationale — les paysans — ne permettent pas aux deux forces principales de cette lutte de distinguer, par elles-mêmes, la vraie indépendance nationale de l'indépendance politique factice. Seule une avant-garde révolutionnaire, généralement une minorité active, peut donner conscience, dès le début, de cette différence, et la porter, à travers la lutte, à la connaissance des masses populaires. Cela explique le caractère fondamentalement politique de la lutte de libération nationale et donne, dans une certaine mesure, l'importance de la forme de lutte dans le résultat final du phénomène de libération nationale.

Dans la situation néo-coloniale, la structuration plus ou moins accentuée de la société indigène dans la verticale, et l'existence d'un pouvoir politique composé d'éléments autochtones - Etat National - aggravent, déjà, les contradictions au sein de cette société, et rendent difficile, sinon impossible, la création d'un front uni aussi vaste que le cas colonial. D'un côté, les effets matériels (principalement la nationalisation des cadres et l'augmentation de l'initiative économique de l'élément indigène, en particulier sur le plan commercial) et psychologiques (orgueil de se croire dirigé par ses propres compatriotes, exploitation de la solidarité d'ordre religieux ou tribal entre quelques dirigeants et une fraction des masses populaires) contribuent à mobiliser une partie considérable des forces nationalistes. Mais, d'autre part, le caractère nécessairement répressif de l'Etat néo-colonial contre les forces de libération nationale, l'aggravation des contradictions de classes, la permanence objective d'agents et de signes de la domination étrangère (colons qui conservent leurs privilèges, forces armées, discrimination raciale), la paupérisation croissante du paysannat, et l'influence plus ou moins notoire de facteurs extérieurs, contribuent à maintenir la flamme du nationalisme, et à élever progressivement la conscience de vastes secteurs populaires, et à réunir, en se basant précisément sur la conscience de la frustration néo-colonialiste, la majorité de la population autour de l'idéal de libération nationale. En outre, tandis que la classe dirigeante autochtone s'embourgeoise progressivement, le développement d'une classe laborieuse composée d'ouvriers de la ville et de prolétaires agricoles, tous exploités par la domination indirecte de l'impérialisme, ouvre des perspectives nouvelles à l'évolution de la libération nationale. Cette classe laborieuse, quel que soit son degré de conscience politique (au-delà d'une limite minimum, qui est **la conscience de ses besoins**) paraît, dans le cas néo-colonial, constituer la vraie avant-garde populaire de la lutte de libération nationale. Mais elle ne pourra réaliser complètement sa mission dans le cadre de cette lutte (qui ne finit pas avec la conquête de l'indépendance) si elle ne s'unit solidement avec les autres couches exploitées, les paysans en général (employés, fermiers, métayers, petits propriétaires agricoles) et la petite bourgeoisie nationaliste. La réalisation de cette alliance exige la mobilisation et l'organisation des forces nationalistes dans le cadre (ou par l'action) d'une organisation politique forte et bien structurée.

Une autre distinction importante entre la situation coloniale et la néo-coloniale, réside dans les perspectives de la lutte. Dans le cas colonial (où la **nation classe** combat contre les forces de répression de la bourgeoisie du pays colonisateur) peut conduire, du moins en apparence, à une solution nationaliste (révolution nationale) : la nation conquiert son indépendance et adopte, en hypothèse, la structure économique qui lui convient le mieux. Le cas néo-colonial (où les classes laborieuses et leurs alliés luttent simultanément contre la bourgeoisie impérialiste et la classe dirigeante autochtone) ne se résoud pas par une solution nationaliste : elle exige la destruction de la structure capitaliste implantée par l'impérialisme dans le territoire national, et postule justement une solution socialiste.

Cette distinction résulte principalement de la différence de niveau des forces productives dans les deux cas et de l'aggravation consécutive de la lutte des classes.

Il ne serait pas difficile de démontrer que, dans le temps, cette distinction est à peine apparente. Il suffit de se rappeler que nos conditions historiques actuelles - liquidation de limpérialisme qui, par tous les moyens, perpétue sa domination sur nos peuples, et consolidation du socialisme dans une partie considérable du monde - il n'y a que deux voies possibles pour une nation indépendante : retourner à la domination impérialiste (néo-colonialisme, capitalisme, capitalisme d'Etat) ou adoption de la voie socialiste. Cette option dont dépend la compensation des

efforts et des sacrifices des masses populaires au cours de la lutte, est fortement influencée par la forme de combat et par le degré de conscience révolutionnaire de ceux qui la dirigent.

Les faits nous dispensent de prouver que l'instrument essentiel de la domination impérialiste est la violence. Si nous acceptons le principe selon lequel la **lutte de libération est une révolution** et que celle-ci ne finit pas au moment où on hisse le drapeau et se joue l'hymne national, nous verrons qu'il n'y a, ni ne peut y avoir libération nationale, sans l'usage de la violence libératrice de la part des forces nationalistes, pour répondre à la violence criminelle des agents de l'impérialisme. Personne ne doute que, quelles que soient les caractéristiques locales, la domination impérialiste implique un état de violence permanente contre les forces nationalistes. Il n'y a pas de peuple sur terre qui, ayant été soumis au joug impérialiste (colonialiste ou néo-colonialiste) ait conquis son indépendance (nominale ou effective) sans victimes. Ce qui importe c'est de déterminer quelles sont les formes de violence qui doivent être utilisées par les forces de libération nationale, pour répondre, non seulement à la violence de l'impérialisme, mais aussi pour garantir par la lutte la victoire finale de sa cause : la véritable indépendance nationale.

Les expériences du passé et du présent, vécues par certains peuples, la situation actuelle de la lutte nationale dans le monde (spécialement au Vietnam, au Congo et au Zimbabwe) ainsi que la situation de violence permanente, ou tout au moins de contradictions et de sursauts, dans laquelle se trouvent certains pays ayant conquis leur indépendance par la voie dite pacifique, nous démontrent que non seulement les compromis avec l'impérialisme sont inopérants, mais aussi que la voie normale de libération nationale, imposée aux peuples par la répression impérialiste, est la **lutte armée.**

Nous ne croyons pas scandaliser cette Assemblée en affirmant que la voie unique et efficace pour la réalisation définitive des aspirations des peuples, c'est-à-dire pour l'obtention de la libération nationale, est la lutte armée. C'est là la grande leçon que l'histoire contemporaine de la lutte de libération enseigne à tous ceux qui sont véritablement engagés dans l'effort de libération de leurs peuples.

Il est évident qu'aussi bien l'efficacité de cette voie que la stabilité de la situation à laquelle elle conduit, après la libération, dépendent non seulement des caractéristiques de l'organisation de la lutte, mais aussi de la conscience politique et morale de ceux qui, pour des raisons historiques, sont à même d'être les héritiers immédiats de l'état colonial ou néo-colonial. Car les faits ont démontré que le seul secteur social, capable d'avoir conscience de la réalité de la domination impérialiste, et de diriger l'appareil de l'Etat hérité de cette domination, est la petite - bourgeoisie autochtone. Si nous tenions compte des caractéristiques aléatoires, de la complexité des tendances naturelles inhérentes à la situation économique de cette couche sociale ou classe, nous verrions que cette fatalité spécifique de notre situation constitue l'une des faiblesses du mouvement de libération nationale.

La situation coloniale qui n'admet pas le développement d'une pseudo-bourgeoisie autochtone et dans laquelle les masses populaires n'atteignent pas en général le degré nécessaire de conscience politique avant le déchaînement du phénomène de libération nationale, offre à la petite-bourgeoisie l'opportunité historique de diriger la lutte contre la domination étrangère, pour être, de par sa situation objective et subjective (niveau de vie supérieur à celui des masses, contacts plus fréquents avec les agents du colonialisme, et donc plus d'occasions d'être humiliée, degré d'instrution et de culture politique plus élevé, etc...), la couche qui prend le plus rapidement conscience du besoin de se libérer de la domination étrangère. Cette responsabilité historique est assumée par le secteur de la petite bourgeoisie que l'on peut, dans le contexte colonial, appeler **révolutionnaire,** tandis que les autres secteurs se maintiennent dans le doute caractéristique de ces classes ou s'allient au colonialisme, pour défendre, quoiqu'illusoirement, leur situation sociale.

Mais, si grand que soit le degré de conscience révolutionnaire du secteur de la petite-bourgeoisie appelé à remplir cette fonction historique, elle ne peut se libérer de cette réalité objective : la petite-bourgeoisie, comme classe des services (c'est-à-dire qui n'est pas directement inclue dans le processus de production) ne dispose pas de bases économiques lui garantissant la prise du pouvoir. En effet, l'histoire nous démontre que, quel que soit le rôle - parfois important - joué par des individus issus de la petite-bourgeoisie dans le processus d'une révolution, cette classe n'a jamais été en possession du pouvoir politique. Et elle ne pouvait l'être, car le pouvoir politique (Etat) se base sur la capacité économique de la classe dirigeante et dans les conditions de la société coloniale et néo-coloniale, cette capacité est détenue par ces deux entités : le capital impérialiste et les classes laborieuses nationales.

Pour maintenir le pouvoir que la libération nationale met entre ses mains, la petite-bourgeoisie n'a qu'un seul chemin : laisser agir librement ses tendances naturelles d'embourgeoisement, permettre le développement d'une bourgeoisie bureaucratique - et d'intermédiaires - du cycle des marchandises, pour se transformer en une pseudo-bourgeoisie nationale, c'est-à-dire, nier la révolution et se rallier nécessairement au capital impérialiste. Or, tout cela correspond à la situation néo-coloniale, c'est-à-dire à la trahison des objectifs de libération nationale. Pour ne pas trahir ces objectifs, la petite-bourgeoisie n'a qu'un seul chemin : renforcer sa conscience révolutionnaire, répudier les tentations d'embourgeoisement et les sollicitations naturelles de sa mentalité de classe, s'identifier aux classes laborieuses, ne pas s'opposer au développement normal du processus de la révolution. Cela signifie que, pour remplir parfaitement le rôle qui lui revient dans la lutte de libération nationale, la petite-bourgeoisie révolutionnaire doit être capable de se suicider comme classe, pour ressusciter comme travailleur révolutionnaire, entièrement identifiée avec les aspirations les plus profondes du peuple auquel elle appartient.

Cette alternative - trahir la Révolution ou se suicider comme classe - constitue le dilemme de la petite-bourgeoisie dans le cadre général de la lutte de libération nationale. Sa solution positive en faveur de la révolution dépend de ce que récemment Fidel Castro a appelé correctement **développement de la conscience révolutionnaire.** Cette dépendance attire nécessairement notre attention sur la capacité du dirigeant de la lutte de libération nationale à rester fidèle aux principes et à la cause fondamentale de la lutte. Cela nous montre, dans une certaine mesure, que si la libération nationale est essentiellement un problème politique, les conditions du développement lui prêtent certaines caractéristiques qui appartiennent au domaine moral.

Voilà la modeste contribution qu'au nom des Organisations Nationalistes des pays africains, encore complètement ou en partie dominés par le colonialisme portugais, nous considérons comme un devoir d'apporter au débat général de cette Assemblée.

Solidement unis au sein de notre organisation multi-nationale, la C.O.N.C.P., nous sommes décidés à demeurer fidèles aux intérêts et aux justes aspirations de notre peuple, quelles que soient nos origines, dans les sociétés auxquelles nous appartenons. La vigilance en relation avec cette fidélité constitue l'un des objectifs principaux de notre organisation, dans l'intérêt de nos peuples, de l'Afrique et de l'humanité en lutte contre l'impérialisme. Pour cela, nous luttons déjà les armes à la main contre les forces colonialistes portugaises en Angola, en Guinée et au Mozambique, et nous nous préparons à faire de même au Cap Vert, à Sao Thomé et Principe. Voilà pourquoi nous consacrons la plus grande attention au travail politique au sein de nos peuples, améliorant et renforçant chaque jour nos organisations nationales, à la direction desquelles sont représentés tous les secteurs de notre société. Pour cela, nous sommes en garde contre nous-mêmes et tâchons, en nous basant sur la complète connaissance de nos forces et de nos faiblesses, en renforçant les premières et en transformant les secondes, de développer constamment notre conscience révolutionnaire. C'est pour cela que nous sommes à Cuba, et que nous assistons à cette conférence.

Nous ne lancerons pas de vivats, ni proclamerons ici notre solidarité envers tel ou tel peuple en lutte. Notre présence est un cri de condamnation de l'impérialisme et une preuve de solidarité avec tous les peuples qui veulent bannir de leur patrie le joug impérialiste, en particulier avec l'héroïque peuple du Vietnam. Mais nous croyons fermement que la meilleure preuve que nous puissions donner de notre position anti-impérialiste et de notre active solidarité avec nos camarades dans cette lutte commune, consiste à retourner dans nos pays, à développer encore davantage la lutte et demeurer fidèles aux principes et aux objectifs de libération nationale.

Nous souhaitons que chaque mouvement de libération nationale ici présent puisse, les armes à la main, répéter dans son pays, en union avec son peuple, le cri déjà légendaire de Cuba :

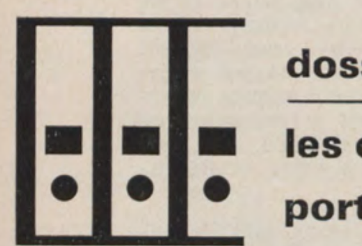
PATRIA O MUERTE, VENCEREMOS !

MORT AUX FORCES IMPERIALISTES !

PARTIE LIBRE, PROSPERE ET HEUREUSE POUR CHACUN DE NOS PEUPLES !

NOUS VAINCRONS !

La Havane, le 6 janvier 1966.



dossier

les colonies portugaises

le front de lutte contre le colonialisme portugais : nature, développement et perspectives (1)

par mario de andrade

Un regard sur la chronologie des principaux événements de l'année 1969, telle qu'elle nous a été rapportée par les grands quotidiens français d'information, n'instruit guère le lecteur sur le déroulement de la lutte armée en Angola, en Guinée ou au Mozambique (2). De même, pour les

personnalités disparues, on y a, par exemple, rappelé le souvenir de l'écrivain Camille Marbo et de Sa Majesté Saoud, ancien roi d'Arabie. Mais la tragique disparition d'Eduardo Mondlane, leader du FRELIMO, survenue le 3 février à Dar-es-Salaam, fut passée sous un silence souverain.

L'année écoulée fut, pourtant, fertile en événements marquants pour la compréhension globale de l'impact des trois fronts de lutte armée sur l'ensemble du continent et sur le plan mondial.

Nous restons persuadés qu'il est erroné d'établir un lien de causalité entre **l'affrontement direct avec l'impérialisme**, d'une part, et la portée mondiale d'une lutte de libération nationale et sa nature révolutionnaire, d'autre part.

La fin de la dernière décennie a rendu plus concrète et plus perceptible l'identité d'options qui animent le M.P.L.A., le P.A.I.G.C et le FRELIMO — les formations politiques africaines engagées aujourd'hui dans un combat similaire pour le renversement de la domination coloniale portugaise et l'instauration de sociétés libres de toute exploitation en Angola, en Guinée et au Mozambique.

Quel fut le processus de formation de ces organisations, comment se caractérise de nos jours la lutte armée menée par elles et quelles perspectives s'ouvrent à leur développement — autant de questions que nous aborderons au cours de cet article.

I - Motivations de la lutte armée

Le processus de formation des organisations politiques dans les colonies portugaises obéit à une dialectique de l'unitaire et du spécifique. Leur émergence se situe historiquement, au cours des années cinquante. Après une expérience éphémère de combat protestataire au sein d'associations légales ou, lors de tentatives de création de groupements **formellement** (ou apparemment) apolitiques, la jeunesse nationaliste de ces pays s'empara vite des techniques d'organisation clandestine et s'orienta vers la structuration de mouvements politiques de type moderne.

Contrairement aux partis africains qui eurent à se battre, naguère, pour **l'égalité** de droits dans le cadre de l'architecture impérialiste baptisée **Union Française**, les organisations angolaises ou guinéennes placèrent d'emblée leurs revendications en dehors de la problématique coloniale.

La première période unitaire fut caractérisée par une recherche d'**identité.** La démarche d'esprit qui consistait pour les jeunes nationalistes à affirmer leur appartenance à la patrie africaine, à mener le combat pour la redécouverte de ses valeurs culturelles s'appuyait sur la critique de l'entreprise d'assimilation, masque idéologique de la domination coloniale. Cette démarche fut ensuite élevée au niveau de la conceptualisation de la **révolte.**

A partir de ces données, les bases des premiers organismes unitaires furent jetées. Alors que s'ébauchait la structure des formations politiques dans chaque pays, l'organisation unitaire, sous sa première appellation MAC donna une dimension nouvelle (en les faisant mieux connaître sur le plan extérieur) aux partis émergeants.

A l'aube de l'année 60, les mouvements des colonies portugaises, dans leur période **nationalitaire** active, ouvrirent la voie à une forme de coordination unitaire, en accord avec l'évolution des combats spécifique sur le terrain. Le MAC devint FRAIN (4), et, une année plus tard, avec l'irruption du peuple angolais sur la scène historique, la C.O.N.C.P. (5) prenait naissance.

Comment les trois colonies portugaises de l'Afrique continentale sont-elles successivement devenues le théâtre des luttes armées de libération nationale ?

Tout d'abord, les facteurs **internes** de domination singularisaient la Guinée, l'Angola et le Mozambique, colonies placées jusqu'à la promulgation de la loi du 8 février 1961 sous le régime d'**indigénat.** En raison même de ses structures socio-économiques, le Portugal a longtemps appliqué les méthodes d'exploitation coloniale les plus arriérées, et, par conséquent, les plus cruelles et inhumaines : le travail forcé, et, d'une manière générale, le blocage de toute forme de développement social, économique et culturel des populations africaines. Sous le couvert d'une généreuse politique d'assimilation (sélective, au demeurant), seule une infime minorité, de l'ordre de 1 %, a pu avoir accès à l'enseignement. Au

(1) Ce texte a été rédigé avant la Conférence Internationale de Solidarité avec les peuples et les mouvements en lutte contre le colonialisme portugais, conférence qui s'est tenue à Rome le 29 juin 1970. Nous reviendrons sur cet important événement, ainsi que sur l'ensemble des problèmes posés par l'essor de la guerre de libération en Afrique australe.

(2) Cf. « Le Monde », du 1er janvier 1970.

(3) MAC : Mouvement anti-colonialiste.

(4) FRAIN : Front Révolutionnaire Africain pour l'Indépendance des Colonies portugaises.

(5) C.O.N.C.P. : Conférence des Organisations Nationalistes des Colonies portugaises.

moment où le Portugal entamait la phase administrative d'**occupation effective** de ces territoires, après les luttes acharnées de résistance, le peuple portugais entrait dans la nuit fasciste.

Des actions furent cependant menées, même dans ce cadre étroit du légalisme. Mais toutes les revendications à caractère social, comme les grèves (Pijiguiti en Guinée et Mueda au Mozambique), furent noyées dans le sang. Les formes que revêtit dans ces pays la répression coloniale étaient une suite de massacres, prélude à la **guerre préventive** conçue par le pouvoir fasciste.

Sur le plan extérieur, l'évolution des rapports de forces internationales était encourageante : victoire du Viet-Minh à Dien-Bien-Phu, exemple héroïque donné par le peuple algérien en guerre, apparition de bases logistiques aux frontières avec l'accession à l'indépendance des deux Congo, de la Guinée et du Tanganyika (Tanzanie).

Ces facteurs **objectifs** pris ensemble, joints à la détermination **subjective** des responsables des mouvements de libération nationale, fondèrent des motivations communes pour la lutte armée. La guerre **médiatise** la conquête de l'indépendance.

A partir de l'analyse concrète de chaque situation concrète, la mobilisation politique fut orientée vers la préparation des masses pour affronter l'ennemi, au moyen de la guerre de libération nationale.

Sans vouloir aborder ici la question du **levier** dans cette lutte, notons en passant que l'analyse des traits caractéristiques des sociétés sous domination coloniale portugaise avait abouti à la conclusion suivante :

« Schématiquement, les masses rurales, au point extrême de l'exploitation économique, constituent la plus grande réserve populationnelle et elles sont les plus atteintes par l'exploitation étrangère. Même là où l'industrialisation est en cours, la hiérarchie raciale dans l'emploi bloque l'émergence d'un prolétariat autochtone et éclairé, en mesure de jouer un rôle moteur dans la lutte libératrice.

Aussi, le noyau de contestation sera-t-il constitué autour des couches ayant acquis à la fois des privilèges et des possibilités d'accéder à l'intelligence de la situation coloniale : fonctionnaires, salariés, intellectuels, étudiants. Elles forgeront les instruments idéologiques du combat pour l'indépendance nationale. Cependant, le mouvement de libération nationale ne prendra son essor décisif et ne s'engagera dans une voie irréversible qu'après avoir puisé sa réserve dans les campagnes, mobilisé et orienté le sous-prolétariat des villes » (1).

Traitant du cas spécifique de la Guinée, Amilcar Cabral explicite le problème en ces termes :

« Notre paysannerie n'est aucunement un élément révolutionnaire fondamental. Le paysan est la force physique principale de notre lutte, mais il n'est pas, il n'était pas, surtout à **ce moment-là** (de la mobilisation), la force révolutionnaire principale. La force révolutionnaire principale, nous l'avons trouvée dans les milieux urbains, aussi bien parmi les travailleurs salariés des ports, des bateaux, des ateliers de réparation, etc., que parmi la petite bourgeoisie, qui était consciente de la domination étrangère de notre pays après beaucoup de difficultés, ont amené la paysannerie à **rejoindre** la révolutions » (2).

(1) Cf. M.A : La lutte de libération nationale dans les colonies portugaises : fondements unitaires. Document de base - Conférence de Dar-es-Salam. Edit. Information CONCP 1967.

(2) Cf. **Guinée : le pouvoir des armes.** Interview à Tricontinental, nº 12. La Havane, mai-juin 1969.

II - Guerre de libération nationale et pouvoir populaire

L'engagement successif dans la voie de la lutte armée en Angola (4 février 1961), en Guinée (janvier 1963) et au Mozambique (25 septembre 1964), fournit de nouvelles bases, sur le double plan de la théorie et de la praxis, au M.P.L.A., au P.A.I.G.C. et au FRELIMO. Mais il importe de discerner sommairement, au préalable, l'actuelle physionomie des trois fronts opérationnels :

a) **en Angola :** le M.P.L.A. avait été, depuis 1961, l'**annonciateur** et le responsable du déclenchement du processus révolutionnaire. Mais c'est seulement à partir de l'année 1964 qu'il fut en mesure de réorienter de façon irréversible le cours de la guerre et de s'imposer comme seul mouvement combattant sur le terrain. La période intermédiaire (1961-1963) fut essentiellement marquée par les obstacles dressés à la fois par les organisations antagonistes (écloses et développées aux frontières) et par des forces africaines alliées de l'impérialisme, ayant à leur tête les gouvernements successifs du Congo-Kinshasa.

Après avoir ranimé la guérilla dans l'enclave de Cabinda (« école d'où sont sortis les éléments fondamentaux pour le développement de la lutte dans d'autres régions », selon Agostinho Neto), le M.P.L.A. étendit la

guerre à d'autres districts de la colonie, et notamment aux régions du sud-est. Prenant appui sur la « troisième région » (Moxico et Cuando-Cubango). la guérilla gagna, au nord, les vastes districts de Lunda et Malange, et s'orienta vers le district de Bié, cœur géographique du pays.

Parallèlement, les guérilleros du M.P.L.A. s'implantaient sur le front du nord.

Cet élargissement de l'espace de la guérilla, outre qu'il apparaît comme l'illustration pratique de la ténacité des combattants angolais, résulte de l'adoption d'une stratégie révolutionnaire du **Mouvement.**

A cet égard, la position exprimée par le Dr. Agostinho Neto, dans son discours du 3 janvier 1968, est significative :

« Le siège de notre Mouvement ne fonctionnera plus à l'extérieur ; son transfert à l'intérieur du pays a déjà commencé. (...) Cette mesure signifie que notre direction considère le moment propice pour que nos dirigeants travaillent en permanence au sein du peuple, plus près des problèmes, afin de contribuer de plus près à l'augmentation du niveau de la lutte, de lui donner un contenu politique plus défini dans toutes les régions et de la faire passer à sa phase décisive.

(...) A partir de cette année, notre siège fonctionnera à l'intérieur de notre pays et ce sera à partir de l'intérieur que nous dirigerons toutes les activités, tant sur le plan interne que sur le plan international ».

Un communiqué militaire du 4 mai 1970 fait largement état des actions offensives des forces armées du M.P.L.A., pendant la période de janvier et février, dans la 3ème Région Politico-Militaire et dans quelques secteurs de la 4ème.

...« Ces actions illustrent bien, d'une part la progression de nos forces armées vers d'autres zones du territoire national, encore sous contrôle ennemi et, d'autre part, la détermination du M.P.L.A. dans la liquidation de la présence colonialiste dans les régions libérées, détermination qui se traduit par des attaques systématiques des casernes portugaises.

Incapables de freiner l'avance victorieuse des forces armées du M.P.L.A., les colonialistes portugais s'adonnent au vol des populations angolaises et au saccage des marchandises zambiennes qui transitent en Angola, par le chemin de fer de Benguela. Les contradictions éclatent : en même temps que la presse coloniale annonce les attaques réalisées par nos guérilleros, les autorités s'acharnent à attaquer la République de Zambie pour camoufler sous le manteau « des attaques menées à partir de l'extérieur », leur incapacité de contrôler la situation militaire. Le nombre de casernes attaquées démontre bien — comme le M.P.L.A. l'a affirmé à plusieurs reprises — que les soldats portugais s'y trouvent cantonnés, ne les quittant que pour réaliser les actions criminelles contre les populations civiles.

Le nombre réduit d'embuscades et d'accrochages met en évidence le contrôle effectif du terrain par nos forces armées. En effet, dans ces régions, l'armée coloniale ne s'aventure que pour des attaques héliportées et sous la couverture de l'aviation ».

b) **en Guinée** : l'aspect militaire de la lutte est ici caractérisé par une évolution harmonieuse et continue.

Au départ, dans le sud, puis au nord et à l'est, c'étaient des groupes autonomes de guérilleros qui combattaient contre la présence portugaise. Aujourd'hui, avec la constitution des forces armées régulières, moins d'un tiers de la Guinée (les centres urbains) reste territoire colonial.

L'action armée la plus intensive est dirigée contre les camps retranchés. Un communiqué du 17 février 1970 illustre cette situation :

« Lorsque, dans une guerre coloniale, l'action de l'agresseur tend à se caractériser principalement par des actes de terrorisme, des « coups de main » et des bombardements aériens, c'est qu'il est en défaite sur les champs de bataille. Si, par ailleurs, il perpètre des agressions contre les pays voisins de celui où sévit la guerre coloniale, c'est qu'il est conscient du caractère irréversible des succès du mouvement de libération nationale et désespéré face à la défaite.

Telle est la situation des colonialistes portugais dans notre pays.

En effet, coincés dans les camps retranchés, constamment soumis au feu de nos combattants, démoralisés face à l'échec des tentatives de reconquête des régions libérées, et désespérés devant l'intensification de notre action à partir du début de la présente saison sèche (novembre), les colonialistes portugais ont non seulement intensifié les bombardements au napalm contre les populations et les tentatives de coups de main contre nos forces, mais aussi perpétré des actes d'agression répétés contre les pays voisins ».

c) **au Mozambique** : Eduardo Mondlane évoquait les débuts de la lutte armée en ces termes :

« Nous avons commencé faiblement du point de vue numérique, dans les provinces de Nyassa, Tête, du Zambère et de Cabo Delgado. Mais dans la province du Zambèze et du Tete, le manque de coopération du Malawi nous a obligés, presque six mois plus tard, en 1965, à nous retirer parce que nous étions découragés.

« A Nyassa et à Cabo Delgado, nous avons réussi à maintenir la guerre. A tel point qu'actuellement, presque toute la province de Cabo Delgado est entre nos mains, sauf les petits villages, et à Nyassa, plus des deux tiers. En fait, tous les villages, y compris la capitale, Vila Cabral, sont isolés. Les Portugais se déplacent en avion ou en hélicoptère » (1).

En effet, d'après le rapport militaire présenté au deuxième congrès du FRELIMO, tenu en zone libérée du Mozambique en juillet 1968, au cours de la première phase les combattants peu nombreux et mal équipés, organisés dans de petits groupes, ont d'abord limité leur action à des embuscades. Ils sont arrivés graduellement à disposer de pelotons et de compagnies ; plus récemment, à former des unités spécialisées d'artillerie, spécialement entraînées dans l'utilisation de mortiers, de DCA et de canons. Les combattants sont aujourd'hui capables de liquider des bases et des camps ennemis, de même que d'organiser des embuscades fréquentes suivies d'assauts au cours desquels l'ennemi est complètement anéanti et de grandes quantités de matériel sont saisies.

(1) Interview à la **Tricontinental**, nº 12, mai-juin 1969. La Havane.

Le Comité Central du FRELIMO, au cours de sa dernière réunion (tenue du 9 au 14 mai), déclarait :

... « Sur le plan militaire, la situation est caractérisée par l'intensification de nos actions dans le but d'étendre la lutte armée à de nouvelles régions, tout en consolidant les régions libérées à l'arrière. Ainsi, dans les zones de guerre, l'ennemi est chaque jour plus isolé dans ses postes, par suite des actions de sabotage de nos guérilleros qui coupent ses lignes de communication ».

Ces actions de guérilla qui couvrent essentiellement les régions rurales d'Angola, de Guinée et du Mozambique s'accompagnent d'attaques de commandos lancés contre les centres urbains. Un groupe de militants du M.P.L.A. a saboté des puits de pétrole à Luanda et le commando « Vitoria ou Morte » opéra, le 4 juin 1969, le détournement d'un avion portugais sur le Congo-Brazzaville. Après le bombardement de l'aéroport de Bissalanca, à 10 km de Bissao, au début de l'année 1968, l'infanterie lourde des **FARP** (1) (PAIGC) attaqua dernièrement l'île de Bolama, siège de l'ancienne capitale coloniale. Des infrastructures militaires du dispositif de défense de l'armée coloniale portugaise, tels les terrains d'aviation, constituent de plus en plus la cible des forces de guérilleros, technologiquement en mesure de prendre d'audacieuses initiatives.

Aussi, la physionomie des fronts opérationnels en Angola, en Guinée et au Mozambique nous révèle-t-elle une frappante similitude : de vastes régions rurales libérées ou semi-libérées de la présence coloniale, des zones en litige et des secteurs des premières lignes où l'ennemi est constamment harcelé. Alors que le théâtre des combats s'élargit, les régions libérées se consolident. Les troupes coloniales, en revanche, retranchées dans leurs casernes et cantonnements, gardent uniquement la maîtrise et l'initiative des bombardements aériens. Elles frappent cruellement les populations à coups de bombes au napalm et tentent vainement, à travers une campagne psychologique, la récupération des populations « indigènes »...

(1) FARP : Forces Armées Révolutionnaires du Peuple.

Les responsables politiques caractérisent l'actuelle conjoncture en termes d'un **Etat** dont une partie du territoire national, surtout les principaux centres urbains, est occupée par les forces militaires étrangères (Guinée), ou d'un **territoire indépendant**, encore occupé dans sa plus grande partie par des étrangers, Portugais, Allemands, Américains et autres (Angola).

Pour importantes que soient les actions sur le plan armé, il convient toujours de mettre en relief la prééminence de l'**action politique**.

Les régions libérées constituent aujourd'hui le cadre des mutations engendrées par la **praxis** de ces **guerres populaires de mouvement**. Dans les lointaines contrées où jadis les populations, en proie à l'arbitraire de l'administration coloniale, ne connaissaient ni l'école, ni l'hôpital, une **révolution** s'accomplit à tous les niveaux des structures sociales :

— un pouvoir politique, créé au bout des fusils, et se traduisant par l'installation des organes populaires de participation et de contrôle, c'est-à-dire la structure organisationnelle du parti ;

— une production économique

libre et rationnelle, introduisant la concurrence avec le marché colonial ;

— une vie culturelle réalisant, en rupture avec l'assimilation, l'intégration des éléments traditionnels et l'ouverture vers le savoir moderne.

Tous ces domaines de la vie politico-administrative, socio-culturelle et économique des populations sont **re-structurés**, au fur et à mesure de l'effondrement du pouvoir colonial. C'est au travers de la **destruction créatrice** que les populations rurales, surtout, régies par les appareils politiques de leurs organisations, font l'expérience de l'indépendance.

Alors que l'éclosion du mouvement national fut un phénomène essentiellement **urbain**, l'apprentissage de l'indépendance, du fait de l'implantation de la guérilla, a pris son départ dans les villages pour s'étendre au plan national.

Cet apprentissage de l'indépendance et de la liberté arrachés, à un tel degré d'exaltation, au feu des combats contre la domination directe, ne saurait s'accommoder d'aménagements de provenance extérieure.

Dans cette perspective, le Portugal cesse d'être « puissance administrante » avec les obligations qui lui sont attachées au regard de l'article 73 de la Charte de l'O.N.U. En effet, on ne voit pas comment l'Etat portugais pourrait s'acquitter d'une prétendue « mission sacrée » d'administration des régions en guerre, « de tenir compte des aspirations politiques des populations et de les aider dans le développement progressif de leurs libres institutions politiques, dans la mesure appropriée aux conditions particulières de chaque territoire et de ses populations, et à leurs degrés variables de développement ». Le même esprit prédomine dans le dispositif de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée Générale, qui invite les puissances coloniales à s'engager à prendre des mesures « pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race — afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complète ».

Ces deux notions de **responsabilités de la puissance administrante** et de **transfert de pouvoir**, l'une élaborée à San Francisco, et l'autre dans l'atmosphère optimiste de l'année 1960, outre qu'elles sont déjà largement dépassées, vont à l'encontre des intérêts réels des populations que l'ONU est censée défendre. Dans l'hypothèse extrême où le gouvernement portugais viendrait à les mettre en application, le conflit éclaterait entre le **réformisme** de ces textes et la révolution **inscrite** dans la guerre de libération nationale.

On voit comment la dynamique du **changement social** introduite par les guerres populaires est porteuse de renouvellement de l'échelle continentale.

III - Internationalisation et perspectives

Les faits abondent pour démontrer que la **guerre coloniale de génocide** menée par le Portugal se poursuit grâce à l'existence d'un vaste champ de soutien qui se manifeste par :

— la coopération organique de l'O.T.A.N. ;

— la participation financière et militaire des pays capitalistes au pillage des richesses coloniales ;

— le système de défense mutuelle adossé à l'axe Salisbury-Pretoria.

Ces trois forces composantes des alliances lusitaniennes situent l'enjeu international de la lutte de libération des peuples de l'Angola, de Guinée et du Mozambique.

Dès son admission à l'OTAN, en 1949, le Portugal a toujours bénéficié d'une constante sollicitude sur le plan militaire et financier, provenant à la fois de l'Organisation et directement de chacun de ses partenaires.

La situation du pays sur les côtes de la Péninsule ibérique, le ferme exercice de la souveraineté sur les îles de l'Atlantique (Açores, Madère, Cap-Vert, Sao Tomé) et autres possessions de l'Afrique continentale, constituaient des atouts majeurs au regard des stratégies de l'OTAN, en particulier de celles des Etats-Unis engagés dans la guerre froide. Le gouvernement portugais a su capitaliser ces avantages et faire valoir ses arguments, lors du déclenchement des opérations répressives en Angola, en 1961. Bien que, sur le plan des accords de principe, les frontières de l'aire couverte par l'Alliance atlantique confinent seulement au Tropique du Cancer, la diplomatie du gouvernement Salazar s'est battue pour une présence effective et organique de l'OTAN dans les « provinces » de l'Afrique continentale. En dépit du pharisaïsme des Etats-Unis (qui, lors de l'administration Kennedy,

---

(1) Voir la désignation complète du matériel de l'OTAN utilisé par les forces armées portugaises in « Portugal and NATO » — S.J. Bosgra et Chr. Van Krimpen — Brochure éditée par Angola Comité, Klarenburg 253, Amsterdam.

avaient formellement condamné, à l'ONU, la politique coloniale portugaise), ce sont bien les stocks de l'Organisation Atlantique que le gouvernement de Lisbonne achemina vers les lieux du combat.

Vingt ans après sa constitution, l'OTAN, qui manifeste de plus en plus une bienveillante compréhension envers les opérations de génocide des populations africaines, joue un rôle déterminant dans l'aide fournie au Portugal (1), pour lui permettre de résister militairement à l'assaut conjugué de trois guérillas populaires.

Réajustant sa stratégie, à la lumière de l'évolution technologique et du rapport des forces dans le monde, l'Alliance assigne, aujourd'hui, au Portugal « impérial », une nouvelle place de choix : assurer la couverture défensive de la zone ibéro-atlantique, en abritant le siège du sous-commandement IBERLANT — ce qui porte à sept le nombre d'installations de l'OTAN — et à participer, avec l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, à la constitution de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Sud (O.T.A.S.). En outre, le gouvernement de Lisbonne a conclu des accords avec la Grande-Bretagne et la République Fédérale Allemande pour l'établissement des bases qui fonctionnent déjà sur le territoire de la « métropole », avec les Etats-Unis et la France pour les îles des Açores, et avec l'Afrique du Sud pour l'île de Sel (archipel du Cap-Vert).

La constante augmentation du budget militaire portugais alloué aux « forces militaires extraordinaires des territoires d'outre-mer » (8 % du produit national brut), ne laisse aucune illusion sur les sources de financement de la guerre.

A ce stade intervient la liaison entre les partenaires de l'OTAN et les investissements économiques. Ceux-là mêmes qui fournissent une aide militaire directe au Portugal, en l'occurrence les Etats-Unis d'Amérique et l'Allemagne de l'Ouest, retirent, par voie de conséquence, les bénéfices les plus importants de l'exploitation coloniale.

La politique coloniale portugaise dans le domaine économique se caractérisait, jusqu'à la veille du soulèvement populaire en Angola, par une prudente protection des « provinces d'outre-mer », considérées comme des chasses gardées. Les charges imposées par une situation de guerre sur trois fronts ont déterminé l'appel pressant aux capitaux extérieurs, culminant avec l'adoption d'un nouveau code d'investissement, par le décret du 26 avril 1965.

Cependant, les intérêts étrangers, en dehors de ceux de l'ancienne « métropole », n'ont pas eu le temps matériel de se développer efficacement en Guinée.

Ce facteur explique l'effondrement presque immédiat d'une économie fondée exclusivement sur un produit de traite (l'arachide), dès lors que la guérilla s'implantait dans les zones rurales.

Dès janvier 1963, les maquisards du P.A.I.G.C. avaient procédé au boycott du commerce et à la destruction des comptoirs portugais situés au sud du fleuve Corubal (la région agricole la plus riche et la plus peuplée de toute la Guinée).

Le sabotage de la culture de traite, le blocus économique des villes, la non-circulation monétaire et financière dans les zones rurales, entraînèrent un rapide effondrement des échanges extérieurs. Retenons seulement que l'exportation d'arachides enregistra une baisse de 2/3 entre 1959 et 1965, et celle du riz passa de 1.269 tonnes en 1959 à 9 tonnes en 1963 et 1964, pour disparaître totalement en 1965 (1).

En revanche, l'économie de l'Angola et du Mozambique pose, au regard de la guerre de libération nationale, des problèmes d'une autre nature. Ces pays possèdent d'immenses ressources agricoles, minières et énergétiques, dont l'exploitation fait l'objet d'une compétition de grands monopoles internationaux provenant, entre autres, des Etats Unis, République Fédérale Allemande, Grande-Bretagne, Belgique, France, Italie, Suisse, Pays-Bas, Danemark, Japon, Afrique du Sud. Les capitaux étrangers ont dernièrement accentué leur emprise sur les industries extractives et le potentiel hydro-électrique. Et les projets de barrage sur les fleuves Cunene (en Angola) et Zambèze (au Mozambique), en enregistrant la croissante pénétration des groupes financiers sud-africains, ainsi que la présence de leurs troupes d'élite, témoignent de l'escalade de l'offensive commune des **sociétés coloniales blanches** en Afrique australe (2).

Il convient de partir de cette idée fondamentale que l'Afrique du Sud est une puissance à vocation expansionniste, fondée sur son énorme potentiel économique, militaire et énergétique, défendant le pouvoir afrikander à l'intérieur du système de l'apartheid.

---

(1) Cf. Guinée et Cap-Vert. Edit. Informations CONCP. Alger, 1970.

(2) Voir Africasia, n° 8, article d'Aquino de Bragança : Un barrage contre les hommes.

Sans doute, l'Etat d'Afrique du Sud, tributaire des capitalismes occidentaux, n'est-il pas économiquement indépendant, au sens plein du terme ; mais la nature de ses ressources et potentialités, sa masse industrielle, eu égard au sous-développement des régions environnantes, lui permettent de jouer le rôle d'une « métropole » impérialiste. Le gouvernement Vorster peut donc orienter sa politique « africaine » dans trois directions concurrentes : exportation de l'apartheid en Rhodésie et présence militaire, aussi bien dans ce pays qu'en Angola et au Mozambique ; coopération, sinon annexion pure et simple, des Etats africains avoisinants (Malawi, Botswana, Lesotho) ; plus loin, campagne de **dégel** de l'apartheid auprès des régimes qui se targuent de réalisme et modération (Madagascar, Ghana...).

Le défi sud-africain est déjà lancé et les trompettes de la guerre ne manqueront pas de sonner dans les verdoyantes campagnes des alentours...

Dans la **compétition entre les particularités** — fait de tout conflit armé — dont parle Mao Tsé-Toung, il faudra retenir parmi les éléments de supériorité de l'ennemi sud-africain, son avance technologique et la couverture des puissances de l'OTAN ; parmi les points faibles, outre le relatif isolement sur le plan de la morale internationale, il conviendra de souligner l'insuffisance fatale de ses ressources en forces humaines (1) et le caractère injuste de la guerre. Alors que la lutte des mouvements de libération nationale de la région se prévaudra d'un contenu progressiste, bénéficiant d'un large soutien de par le monde, et possèdera d'énormes réserves humaines. Bien entendu, le jeu de cette compétition ne pourra se décider en faveur des mouvements de libération nationale qu'à condition que ces derniers appliquent une stratégie aboutissant pratiquement à considérer l'ensemble de la région d'Afrique australe comme un seul **front opérationnel**, dans une guerre de longue durée.

Ce n'est pas prophétiser que d'affirmer qu'aucun pays africain de la région ne pourra échapper, tôt ou tard, au choix d'une alternative posée par le régime de Pretoria : soit l'engagement dans l'affrontement armé, aux côtés des mouvements de libération nationale, soit la compromission directe ou indirecte avec les tenants de l'apartheid. Tels nous semblent être les termes de **l'équation de la libération** de l'Afrique australe.

Mais revenons à notre point de départ, à la nature originelle du conflit qui oppose les peuples d'Angola, de Guinée et du Mozambique à la puissance coloniale portugaise.

Nous avons esquissé la physionomie des trois fronts de lutte armée dirigée par le MPLA, le PAIGC et le FRELIMO, et brièvement analysé comment le Portugal y fait face, grâce au soutien de ses alliés, dans le cadre d'une vaste compétition internationale. Ces guerres de libération ont donc fait émerger de sa léthargie ce pays **arriéré** qui amorce aujourd'hui un mouvement d'intégration à l'Europe.

Certes, des transformations s'étaient déjà opérées au sein du capitalisme portugais au cours de la période de la deuxième guerre mondiale. Mais il a fallu le déclenchement du mécanisme répressif contre le peuple angolais en 1961 pour révéler la crise industrielle au Portugal. La rupture de l'équilibre financier qui s'ensuivit fut aussitôt rétablie par les emprunts extérieurs ainsi que par la rentrée de devises, avec la circulation touristique.

L'accession de Marcello Caetano au pouvoir, en 1968, consacra l'avènement d'un représentant insigne du néo-capitalisme portugais. Il maintient personnellement des liaisons financières avec les monopoles portugais et autres sociétés européennes, en qualité de membre de plusieurs conseils d'administration, après avoir été naguère, dans la force de l'âge, le maître vigilant du « droit à la colonisation ». Le gouvernement du **Professeur** Caetano ne saurait ni promouvoir, à l'intérieur, de profondes réformes mettant en cause les intérêts économiques dont il est le défenseur, ni s'acheminer vers la **décolonisation** d'un empire dont il fut l'idéologue. Les lois inéluctables du progrès, l'adéquation du néo-capitalisme portugais à la concurrence européenne, imposent cependant une libéralisation de façade. Alors que sur le plan des « provinces d'outre-mer », on tente une récupération des **élites** africaines, pour endiguer, bien entendu, le triomphe du mouvement de libération nationale.

Ainsi se présente le réseau étroit de contradictions où s'enlise actuellement le gouvernement portugais.

Lors du premier anniversaire de son investiture, Marcello Caetano déclarait :

« En défendant l'outre-mer de la subversion soutenue par les puissances étrangères, le gouver-

(1) Ce sera là le talon d'Achille, pour employer l'expression de Basil Davidson. Cf. l'article « La guérilla africaine à l'assaut des bastions blancs ». In « Le Monde diplomatique », novembre 1968.

nement sait que cela correspond à un impératif national. Ce que l'on y défend, c'est l'intégrité du territoire, mais aussi la sécurité des vies, la paix des populations, une œuvre séculaire, la civilisation elle-même ». Et le Premier ministre réaffirma encore la résolution de mener le bon combat — « celui d'épargner notre Afrique des calamités des indépendances factices, proclamées au moyen d'illusions auto-déterminées qui, en hommage aux mythes à la mode, sacrifient les véritables intérêts des peuples et compromettent la paix du monde ».

Beaucoup se demandent si, compte tenu du retard historique de ses structures socio-économiques, le Portugal pourrait encore réunir à temps les conditions requises pour une néo-colonisation de ses « provinces d'outre-mer ». La question ne relève certainement pas du byzantinisme et les mouvements de libération qui s'y sont penchés ont répondu par la **négative.**

Pourrait-il y avoir une formule de compromis entre l'ultra-colonialisme et le néo-colonialisme ?

Il n'est pas sans intérêt de rappeler ici, incidemment, la position « idéaliste » adoptée par la CEUD (1) sur la question coloniale, lors de la dernière campagne des élections législatives portugaises :

« Donner naissance à des sociétés multi-raciales viables à majorité noire et minorité blanche, c'est tenter une solution culturelle et historique jusqu'ici non encore obtenue dans le monde.

Seule cette solution est digne du problème mis en équation en Afrique portugaise. Et c'est seulement par elle que l'on pourra obtenir la synthèse des valeurs rationalistes techniques de la culture machiniste de l'Occident avec les valeurs poétiques et communautaires caractéristiques du monde africain dont sera imprégnée la civilisation qui commandera l'avenir du progrès humain. Elle seule constitue la solution totale pour l'angoisse que le processus du colonialisme a ouvert dans l'histoire contemporaine.

Nous ne savons pas si le temps permettra que l'on puisse encore entendre le langage que nous proposons. Mais il devient nécessaire qu'il soit offert au monde comme la solution du Portugal, afin de servir de réparation aux erreurs commises, d'être un signe de culture et de conscience dans un problème dominé par des sentiments primaires comme l'intérêt, la force, la révolte et la haine — un simple message d'humanité et d'espérance ».

On voit se profiler, en filigrane, la véritable alternative posée au gouvernement portugais, dans le contexte de son effort de guerre. Face au « géant » sud-africain dont il est en passe de devenir tributaire pour la défense de l'Angola et du Mozambique, le Portugal se trouve acculé à choisir entre garder la mainmise sur les « provinces d'outre-mer » et accepter que l'Afrique du Sud étende son hégémonie sur ces deux pays.

Rendu à lui-même, dans son rectangle ibérique, le Portugal cède le flanc à des points vulnérables : rythme de croissance économique compromis par le poids des dépenses affectées à la guerre (58% des ressources de l'Etat); éventualité de soulèvements populaires ou de sabotage des bases de départ de la guerre coloniale ; limitation démographique des ressources humaines. Ce dernier point risque d'atteindre, le premier, la cote d'alerte. D'où l'ensemble de mesures récemment édictées par le gouvernement de Lisbonne, concernant le service militaire.

Sur le terrain opérationnel, on assiste depuis quelque temps à une participation plus large des éléments civils, colons et autres forces para-militaires, comme c'est le cas pour l'Angola.

Doit-on conclure, pour autant, que le gouvernement portugais ait déjà engagé dans les trois fronts le maximum de ses possibilités ou atteint le plafond de ses ressources ?

Il s'agit ici de guerres longues inscrites dans la **temporalité** d'une totale émancipation de l'Afrique. Ces guérillas que l'on prétend « faibles » (1) immobilisent, pourtant, des effectifs de l'armée portugaise de l'ordre de 150.000 hommes en Angola, en Guinée et au Mozambique (2).

Abordant à la fin de son dernier ouvrage le problème controversé de la contradiction principale de notre temps (impérialisme/Tiers-Monde), Pierre Jalée affirme « qu'il est politiquement intolérable de voir tant et tant de programmes de partis ou organisations progressistes et marxistes en Europe occidentale ne faire intervenir le Tiers-Monde qu'au dernier chapitre, celui des bonnes œuvres, comme pour réparer un oubli. Et pour être plus concret, se demande-t-il, comment expliquer, par exemple, que le Portugal puisse depuis des années pour-

---

(1) Commission électorale de l'unité démocratique. Cf. « Diario de Lisboa », 28 septembre 1969.

(1) Elena de la Souchère, in « Le Monde diplomatique », février 70.

(2) « Ce chiffre équivaudrait, toutes proportions gardées, à une armée de **deux** millions d'Américains au Viet-Nam » (Basil Davidson).

suivre une défense armée de pur type colonialiste en Angola, en Guinée et au Mozambique, avec le concours effectif, économique et militaire, de ses partenaires de l'OCDE et de l'Alliance atlantique, sans que, dans aucun pays membre de ces organisations, une action quelconque ait été entreprise pour contrecarrer cette solidarité impérialiste ? Comment ne peut-on pas comprendre que de telles actions seraient profitables, aussi, au développement des luttes plus spécifiquement intérieures aux pays en question ? Ces dernières, à leur tour, et si elles revêtent quelque ampleur, devant avoir d'inévitables « retombées » dans le Tiers-Monde (3).

(3) Cf. « L'impérialisme en 1970 ». Petite collection Maspero.

On n'a peut-être pas encore suffisamment compris en Europe la portée que le combat des peuples de ces pays a acquise, au niveau continental, et que l'on y poursuit inlassablement une radicale mutation de structures et de mentalités. On ne discerne peut-être pas qu'en dernière analyse, l'issue de la bataille placée sur le terrain de l'Afrique australe ouvrira comme au Viet-Nam, aujourd'hui, de nouvelles perspectives pour la liquidation de l'impérialisme.

Cependant, dans la conjoncture politique de l'Afrique et compte tenu du rapport mondial des forces, l'accomplissement d'un tel **projet révolutionnaire** nécessite, non plus la phraséologie anti-impérialiste, mais le réveil ou la réactivation de l'internationalisme prolétarien.

Mai 1970

nous devons nous battre jusqu'à la victoire

par agostinho neto

Compagnons de lutte !

Camarades !

C'est avec une grande joie que je profite de cette occasion qui m'est offerte par les Services Extérieurs « Radio Tanzanie » pour adresser ce message ; message adressé non seulement aux compatriotes angolais et aux camarades du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA), mais aussi aux braves compagnons de lutte qui, au Mozambique, sous le drapeau du FRELIMO, lèvent bien haut le flambeau de la révolte contre l'occupation coloniale portugaise.

Unis dans le même combat...

Unis dans le même combat, les peuples des colonies portugaises, en Guinée-Bissao, au Mozambique et en Angola, ont infligé, surtout ces derniers temps, d'innombrables défaites à l'ennemi. Les aires contrôlées par les guérilleros ne cessent de grandir. Dans ces zones, une vie nouvelle est en train de se perfectionner et on trouve les voies qui restitueront à nos peuples l'indépendance perdue depuis des siècles et leur dignité, leur juste place dans le monde.

C'est pour cela que les Mouvements qui dirigent la lutte dans ces pays dominés encore par le Portugal sont unis et coopèrent étroitement, pour atteindre les objectifs communs, tout en respectant les différences qui existent dans les conditions spécifiques de chaque pays. Et c'est certain que, d'une façon générale, notre lutte pour l'indépendance ne s'arrête pas de s'améliorer et de progresser.

La coopération entre les actuelles colonies portugaises, dans cette phase et aussi dans l'avenir, autant pour la conquête de l'Indépendance que pour la reconstruction nationale, est et demeurera absolument nécessaire.

Heureusement, nous avons déjà une certaine expérience en Afrique après l'indépendance des pays de notre continent qui étaient dominés par l'impérialisme. Et si d'un côté, cette expérience a révélé beaucoup d'aspects positifs, il est évident que d'un autre côté elle a dévoilé des faiblesses, l'une des principales étant la dépendance économique presque générale à l'égard des anciennes métropoles, ce qui ne permet donc pas l'accès à une indépendance complète.

L'indépendance complète...

Cette expérience doit nous amener, nous qui combattons les armes à la main, a envisager des formes d'organisation plus élevées et des moyens plus efficaces pour atteindre notre but : l'Indépendance complète. Le sang répandu par les meilleurs fils de nos Patries, l'effort de chaque guerillero et de chaque homme de nos peuples ne peut ni ne doit être mal dépensé en des formes peu appropriées d'organisation dans le présent et déficientes pour l'administration future. Il est nécessaire que le contrôle réel du pays, du point de vue politique, et du point de vue économique ou social, soit complètement entre les mains des peuples qui se sont engagés dans la lutte, et non entre les mains d'une poignée de bureaucrates et - ceci soit dit en passant - malhonnêtes, qui n'ont pas toujours été ou ne sont pas aujourd'hui sur le terrain de combat. Nous devons encore moins permettre que les étrangers continuent d'exploiter nos peuples, que l'impérialisme allonge ses ongles jusqu'à nos pays, afin de les soumettre par le biais du néo-colonialisme. Nous devons nous battre pour une indépendance complète.

Et il n'y a pas de doute, que, pour obtenir une indépendance complète, politique, économique et sociale, pour que nos peuples soient réellement maîtres de leur destin, il faut que nous nous munissions d'instruments appropriés à l'action. Dans la phase présente, il est nécessaire que la lutte soit entièrement sous la direction d'un parti indépendant et avec des idéaux bien définis, que ses militants soient disciplinés et qu'ils assimilent totalement la doctrine de leur parti. Il faut que les dirigeants soient honnêtes, modestes, actifs et n'épargnent pas leurs efforts pour bien orienter leur organisation et leur peuple. Il faut qu'ils soient toujours à côté de leur peuple, en l'accompagnant dans les souffrances et les sacrifices quotidiens.

Je parle du problème racial.

Un des problèmes qui a été le plus débattu ces derniers temps est celui de la présence dans nos territoires de portugais ou de descendants de portugais dont les idéaux coïncident avec les nôtres, dont la vie a aussi été dédiée au combat contre le fascisme au Portugal, qui comprennent et acceptent le droit des peuples des colonies portugaises à devenir indépendants et à se



gouverner comme n'importe quel peuple souverain.

Dans ce chapitre, nous avons parfois remarqué des réactions négatives de la part de quelques-uns de nos combattants et de nos amis. Et ces attitudes négatives ne peuvent que nuire aux succès de notre lutte de libération. Je parle du problème racial.

Dans nos pays, nous ne sommes pas en train de faire une guerre raciale. Notre objectif n'est pas de combattre l'homme blanc seulement parce qu'il est blanc. Notre objectif est de combattre ceux qui appuient le régime colonial. Tous ceux qui se présentent dans nos territoires, les mains levées, désarmés, ou désirant donner leur collaboration aux guerilleros, en leur fournissant de la nourriture ou les articles qui manquent dans les brousses, tous ceux qui manifestent le désir de quelque façon que ce soit de ne pas coopérer avec le régime colonial, ne doivent pas être méprisés ou traités en ennemis. Ils constituent une force en notre faveur, de même que, sur le plan international, nous ne cherchons pas seulement l'appui des pays de l'Afrique au Sud du Sahara, ce qu'on appelle l'Afrique Noire, où la peau de leurs habitants est plus foncée, mais nous allons aussi chercher cette aide dans les pays Nord-Africains, où les peuples ont la peau claire, et nous allons même plus loin, en Europe, chercher l'aide politique, diplomatique et matérielle de pays où la majorité des populations a la peau blanche et dans d'autres continents où les différences raciales sont plus qu'évidentes. Si nous méprisions cette force formidable qui est représentée par les progressistes de tout le monde et par les pays sous-développés, en nous basant sur des différences raciales, nous creuserons notre propre sépulture.

Notre lutte n'est pas une lutte isolée dans le monde.

Notre lutte n'est pas une lutte isolée dans le monde, elle fait partie d'une lutte globale de l'Humanité pour en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme. Nous devons la comprendre ainsi, nous devons l'encadrer ainsi dans notre esprit, sortir donc des limites étroites des préjugés raciaux.

... Qu'ils désertent avec leurs armes...

Aussi, nous invitons les Portugais, les fils du peuple portugais qui sont en tenue militaire et armés en Angola, au Mozambique et en Guinée, à déserter les rangs de l'armée coloniale, à ne pas salir leurs mains du sang d'hommes, de femmes et d'enfants innocents, dont le seul objectif est d'être libres, qui agissent de la même façon que les héros portugais pendant l'occupation espagnole. Nous les invitons à ne pas assassiner les populations sans défense et, devant les guerilleros du MPLA, du FRELIMO ou du PAIGC, à lever leurs bras, à se rendre, et ils seront reçus en hommes et il leur sera donné la destination qu'ils voudront dans les pays qui acceptent la présence des réfugiés politiques. Ou encore mieux: nous faisons un appel aux soldats portugais pour qu'ils désertent avec leurs armes et qu'ils viennent du côté des nationalistes, en évitant de cette façon la honte de participer à une guerre injuste et aussi sale que celle du Viet-Nam.

Dans l'expérience de la lutte en Angola, le MPLA a reçu dans les pays limitrophes quelques portugais qui ont déserté et ils sont actuellement dans plusieurs pays, quelques-uns engagés activement dans la lutte contre le régime de Salazar et d'autres utilisant pacifiquement leur travail pour vivre et faire vivre leur famille.

Par conséquent, si chez quelques-uns de nos combattants demeure encore l'idée de la lutte contre le blanc, il faut qu'elle soit immédiatement remplacée par l'idée de la lutte contre le colonialisme et contre l'impérialisme, de la lutte contre l'oppression, pour la liberté et pour la dignité de tous les hommes du monde. Cet idéal renforcera notre lutte. Il lui apportera davantage de garanties et des perspectives nouvelles qui s'ouvriront dans un avenir radieux pour tous les hommes. A la place des haines, nous aurons la fraternité et la compréhension.

Ceci ne veut pas dire, camarades et compagnons de lutte, que nous devons être mous, que nous ne devons pas appliquer des coups durs et les plus vaillants possibles contre les racistes qui désirent dominer les peuples africains, que nous devons être complaisants envers les colonialistes, envers ceux qui dans le passé ont été ou qui sont encore les bourreaux de nos peuples, que nous devons être complaisants envers les agents de la PIDE ou envers les colons organisés en milices. En aucune façon ; il n'y a qu'un seul langage applicable à ceux-là. Il n'y a qu'une seule justice possible. Seule une loi de la guerre peut être adoptée. Ils doivent être liquidés, car ils sont les remparts de l'exploitation coloniale.

Nous ne devons pas confondre les amis et les ennemis. Mais ayons le soin de sélectionner. De choisir. De faire la distinction entre ceux qui sont nos amis et ceux qui sont nos ennemis.

Parfois, ce sont nos ennemis qui nous séparent des amis, profitant de notre naïveté politique ou de nos faiblesses, l'une desquelles pourra être le préjugé racial. Là où il n'y a pas une idée nette à ce sujet, l'ennemi

impérialiste peut parfaitement nous séparer de nos amis, voire liquider, par nos propres mains, des forces appréciables au sein de nos rangs.

Entre 1961 et 1963, les forces réactionnaires commandées par l'impérialisme étaient actives dans le nord de notre pays ; à cette époque des milliers de métis et de « assimilados » ont été assassinés, seulement parce qu'ils étaient des métis et des « assimilados ». Nous avons ainsi perdu ces milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui, dans leur presque totalité, étaient des patriotes sincères et des combattants ardents pour notre cause de libération.

Ceci seulement parce que les impérialistes ont réussi à inculquer dans la mentalité de combattants politiquement peu éclaircis que tous ceux qui avaient la peau un peu plus claire ou qui savaient parler le portugais ou encore ceux qui avaient travaillé dans l'administration coloniale, etaient nécessairement des traitres, ne pouvaient pas lutter pour l'indépendance, n'avaient pas ce droit, disaient-ils. Ce sont les forces nationalistes angolaises qui ont souffert de cela, en perdant des vies précieuses, des cadres importants pour la révolution et pour la vie future du pays. Des victimes se sont ajoutées aux victimes causées par les propres colonialistes.

Mais les germes qui provoquent les déviations de notre ligne d'action politique ne sont pas seulement enfantés par l'impérialisme ; ils proviennent de nous-mêmes, et pour cela nous devons aussi combattre nos faiblesses, nos insuffisances, combattre tout ce qui est négatif chez nous, chez nos militants, chez nos combattants. Parfois c'est l'ambition qui donne naissance à la haine sur la base de la couleur de la peau. Le désir d'occuper des postes élevés. Le désir de grimper. Le désir de réserver pour soi-même une bonne place à l'avenir.

Nous combattons avec sévérité ces défauts...

Et, du préjugé racial au tribalisme il n'y a qu'un pas à franchir.

A l'intérieur de notre organisation, le MPLA, nous combattons avec sévérité ces défauts. Les ambitieux, les présomptueux, ceux qui provoquent des troubles et des calomnies afin d'occuper des postes que maintes fois ils ne méritent pas ou qu'ils ne sont même pas capables d'occuper d'une façon satisfaisante, ceux-là sont démasqués devant les militants et devant tout le peuple.

C'est en combattant aussi dans ce front de lutte, dans la formation idéologique des hommes, dans l'éducation politique des militants, que nous pourrons garantir pour notre avenir une vie véritablement libre.

Nous devons donc envisager pour nos partis la ligne politique qui puisse nous préserver du racisme et du tribalisme et des erreurs qui ont été commises dans les pays où l'indépendance est arrivée plus tôt et par d'autres moyens.

L'action armée n'est pas seulement un sacrifice.

Heureusement l'action armée, pour ceux qui luttent du côté de la justice et contre la tyrannie, pour ceux qui souhaitent la liberté, n'est pas seulement un sacrifice. Elle est surtout une force. Elle n'est pas seulement un gouffre de vies. Elle n'arrose pas seulement les terrains de combat avec le sang des meilleurs enfants de nos peuples. Elle est aussi une école. Elle est aussi un moyen pour que le peuple continue cette lutte dans l'avenir, après l'indépendance politique, dans le but d'être complètement libre, politiquement, économiquement et socialement indépendant.

Les partis doivent...

Comme je l'ai dit tout à l'heure, l'expérience africaine nous a déjà appris beaucoup de choses. Parmi celles-là, nous pouvons en citer une autre : les partis doivent contrôler à tout moment la vie du pays. La force qui nous vient des armes avec lesquelles nous nous défendons des occupants étrangers, cette force nous garantira dans l'avenir l'Indépendance véritable. Et il faut que le parti se structure. Qu'il ait une idéologie de mieux en mieux définie. Qu'il constitue l'épine dorsale, la base, l'élément principal de la vie de la nation. Qu'il soit indépendant. Là où il n'y a pas de parti, où les militants ne sont pas soumis à une discipline rigoureuse, les dirigeants ne s'accrochent pas aux principes révolutionnaires ; là rentre l'anarchie. Les ennemis y pénètrent aisément et au lieu de l'indépendance, nous aurons le néo-colonialisme ou alors un jeu douteux entre la dépendance et l'indépendance. Entre le progrès et la réaction. Or, c'est ce que nous ne voulons pas Nous voulons une indépendance complète.

L'union entre le FRELIMO, le PAIGC et le MPLA.

Au début de ce message j'ai parlé de l'union existant entre les organisations dirigeantes de la lutte armée dans les pays dominés par le Portugal, c'est-à-dire entre le FRELIMO, le PAIGC et le MPLA, ou encore entre les peuples du Mozambique, de Guinée et d'Angola. Cette union est juste et elle est nécessaire. Les formes de coopération dans la lutte doivent être perfection-

nées. Car nos ennemis coordonnent aussi leurs activités. Nul n'ignore plus que les pays de l'OTAN accordent une aide très importante au Portugal pour qu'il continue sa guerre injuste. Nul n'ignore que la lutte en Angola, au Mozambique et en Guinée serait déjà terminée victorieusement pour nos peuples respectifs, sans l'aide matérielle et dans tous les autres domaines fournie au Portugal par les impérialistes rassemblés dans le Traité de l'Atlantique Nord. Ce sont les Etats-Unis d'Amérique, l'Allemagne Fédérale, la France, la Grande-Bretagne et d'autres pays qui soutiennent le Portugal. Mais il y a encore un danger qui s'esquisse et qui a déjà, dans certains chapitres, pris une forme concrète.

L'intervention du régime raciste de l'Afrique du Sud.

C'est l'intervention du régime raciste de l'Afrique du Sud, haï par tous les africains honnêtes, a cause de la violence avec laquelle il oppresse les peuples non blancs de ce pays. L'alliance entre ces réactionnaires et le gouvernement fasciste portugais ou avec les sud-rhodésiens, présente un danger très grand pour les peuples de l'Angola et du Mozambique. En Afrique du Sud on parle ouvertement, dans les journaux et à la radio, d'intervention directe en Angola et au Mozambique contre nos peuples. Il est évident que, si cette agression se vérifie, les racistes sud-africains sauront, par leur propre expérience, ce que savent déjà les portugais ; ils auront beaucoup de cadavres à enterrer. Ils auront beaucoup de familles en deuil, comme il y en a au Portugal. Ils auront beaucoup de voitures détruites et beaucoup d'avions abattus. Et finalement ils connaîtront la honte de la défaite puisque la victoire dans cette lutte ne peut appartenir qu'à nos peuples. Celle-là sera la victoire de nos peuples et de tout le monde contre la honte du colonialisme. C'est ce qu'apprendront les prétentieux racistes sud-africains, malgré toute leur puissance belliqueuse et technique.

Une des armes les plus adéquates pour que nous puissions éloigner ce danger est justement de consolider notre union, de l'élargir à d'autres peuples qui subissent la même oppression. Mais cette union doit être complètement libérée d'influences étrangères. Totalement libre.

La guérilla est installée dans le centre du pays

Maintenant je m'adresserai spécialement à mes compatriotes angolais et aux camarades de notre Mouvement, notre cher MPLA, aux combattants qui, sur plusieurs fronts, donnent les meilleures preuves de courage, d'esprit de sacrifice et de dévouement dans cette lutte dure, remplie d'événements, quelques-uns désespérants, mais en majorité pleins de motifs de joie. Le progrès qui a été fait par nos guérilleros pour réaliser dans la pratique le mot d'ordre de généraliser la lutte dans tout le territoire national est net.

L'ennemi lui-même, par la voix de ses représentants les plus élevés, ne cache pas son inquiétude devant le développement de notre lutte. Lorsque les colonialistes portugais disent que la guérilla n'atteindra pas le centre du pays, cela signifie qu'elle y est déjà et ceux qui veulent tromper le peuple portugais en lui faisant méconnaître la vérité tombent seulement dans le ridicule, parce que les Portugais savent que la guérilla est installée dans le centre du pays et que bientôt elle atteindra les centres urbains, où pour l'instant il n'y a pas encore d'opérations à caractère militaire.

Nous assurons les dignes représentants de l'administration coloniale que bientôt ils connaîtront plus durement et plus largement les résultats de l'action de notre force armée. Et ce ne sera pas seulement le centre, mais aussi le sud et le nord, qui connaîtront une période nouvelle de la lutte. Davantage de difficultés, davantage de sang pour les misérables colonialistes.

Il n'est pas difficile de dévoiler les menteurs du gouvernement colonial de l'Angola qui prétendent fermer les yeux aux colons et à l'opinion publique mondiale. D'un côté, ils disent que la guérilla ne peut pas avancer et d'un autre côté, dans les districts où il y a la lutte armée, tous les habitants angolais sont soumis au contrôle, par l'intermédiaire des certificats de résidence. Ces certificats sont obligatoires, aussi bien à Moxico qu'à Bié, aussi bien à Uije qu'à Malanje et les décrets et les arrêtés ministériels qui les rendront obligatoires à Huila ou à Moçamedes, à Cuanza-Sud ou à Huambo, ne tarderont pas. La lutte sera généralisée. Si d'un côté ils nous disent que les forces armées ont un moral élevé, d'un autre côté on discute publiquement pour savoir si les grands commerçants doivent donner leurs bagues ou s'ils doivent aussi faire le sacrifice de leurs doigts pour maintenir leurs biens, à l'intérieur du régime colonial. Les militaires s'opposent aux civils puisque, tandis qu'ils offrent leurs vies précieuses, les seigneurs du vol et de l'exploitation ne pensent qu'à accumuler des biens, à vivre dans le faste et dans l'insouciance, à s'intoxiquer dans la boue du plaisir bon marché (ou parfois cher), pour oublier la misère de la guerre coloniale. Le soldat portugais n'est qu'un mercenaire destiné à protéger la richesse des seigneurs qui l'exploitent.

Si d'un côté on dit qu'il ne se passe rien en Angola, que la paix existe, d'un autre côté on oblige les populations angolaises à vivre dans des hameaux auprès des casernes, de peur qu'elles n'adhèrent à la guérilla. Il n'y a aucune sorte de confiance entre les populations portugaise et angolaise.

Et pourtant, ce sont par centaines que les hommes abandonnent ces hameaux pour venir dans les forêts où, maintenant, on mène une vie libre sous la direction du MPLA.

Le désespoir des colonialistes sera plus grand bientôt, puisque les moyens techniques du MPLA deviennent plus volumineux et plus parfaits. L'organisation est de plus en plus large. Les hommes sont plus familiarisés avec les tactiques de la guérilla et ont davantage d'expérience politique. Mais le moral des troupes portugaises peut être illustré par les pleurs désespérés de ce pauvre soldat, peut-être fils de paysan ou d'un ouvrier, qui pendant l'attaque de nos forces contre la caserne de Kalipande abandonna, en pleurant, son abri, criant, rempli de crainte ou de remords, pour sa chère maman. Quel dommage ! Ainsi s'exprime presque toujours le courage et la conviction avec lesquels lutte le soldat portugais en Angola.

A eux tous, aux lâches et aux fanatiques, nous disons : il n'y a qu'un moyen pour en finir avec cette situation honteuse. Ce moyen est de reconnaître le droit de notre peuple à l'Indépendance, d'abandonner la répression et d'établir des rapports justes entre nos peuples — le peuple angolais et le peuple portugais.

La lutte au Cabinda...

Les colonialistes portugais et leurs alliés ont répandu aux quatre coins du monde le bruit que la lutte à Cabinda est paralysée parce que les dollars américains ont eu leur effet sur le MPLA. Nous voulons laisser bien clair que dans cette lutte, ce n'est pas le MPLA qui se vend, ni le peuple angolais ; ce sont les misérables gouvernants portugais qui se vendent, qui ont hypothèqué leurs colonies et leur pays lui-même. Ce sont les fascistes portugais qui concèdent de plus en plus de facilités aux investissements étrangers, au désavantage du peuple portugais qui (ce peuple portugais aux traditions glorieuses) ne gagne rien dans l'affaire. Qui exploite le fer en Angola ? Les Allemands. Qui exploite le pétrole ? Les Américains, les Belges. A qui appartient le Chemin de Fer de Benguela ? Aux Anglais. A qui appartient la Compagnie des Diamants ? Aux Américains, aux Français, aux Belges, aux Anglais. Qui exploite le pétrole dans le district de Cabinda ? Les Américains. Et dans la métropole elle-même, le peuple portugais, au-delà des formes camouflées d'exploitation, sait très bien qu'il y a des parties du territoire portugais qui ne sont pas sous son contrôle, qui sont hypothéquées ,où le peuple portugais ne commande pas, mais où il obéit au dollar ; c'est aux Azores, c'est à Beja, c'est dans une bonne partie de l'industrie touristique, etc. Qui est en train de se vendre aux étrangers pour continuer une politique honteuse ? Ce ne sont que les fascistes portugais. Le MPLA. ses dirigeants, le peuple angolais qui combat avec tout lhonneur les armes à la main, nous ne nous vendons pas. Nous n'acceptons rien en échange de l'indépendance. La Victoire ou la Mort ! La Victoire est certaine !

Si le rythme de la lutte s'est ralenti ces derniers temps, au Cabinda ceci n'est dû à aucune sorte de compromis engagé par le MPLA. Ceci est dû d'un côté au besoin de généraliser la lutte et par conséquent d'envoyer vers d'autres régions des dirigeants, des cadres politiques et militaires qui pendant une certaine période, n'ont travaillé qu'au Cabinda, d'un autre côté à l'action des contre-révolutionnaires. Le soi-disant « gouvernement révolutionnaire angolais en exil », de Kinshasa, a fourni un bon cadre à l'ennemi quand il lui envoya Alexandre Taty qui, en utilisant les arguments tribalistes, s'est mis au service des portugais.

De même, si ce n'était la contre-révolution au Nord, l'ennemi portugais aurait déjà ressenti les effets de la guérilla, non seulement à Calomboloca et à Caxito, mais dans les rues de Luanda. Mais maintenant, heureusement, la contre-révolution est agonisante. Les collaborateurs et leurs patrons colonialistes seront écrasés ensemble.

Il y a aujourd'hui des zones contrôlées par le MPLA à l'intérieur du pays. Dans une de ces zones est établie la Direction de notre Mouvement.

Revenir maintenant à l'intérieur du pays !

Je répète à cette occasion l'appel à tous les nationalistes angolais, réfugiés dans les pays voisins, tels que le Congo Kinshasa, le Congo Brazzaville, la Zambie, le Botswana, le Sud-Ouest Africain, pour qu'ils retournent aux régions contrôlées par le MPLA afin d'y apporter leur contribution à la lutte. Pour combattre l'ennemi. Pour repeupler le territoire.

Les Angolais doivent revenir en Angola, vers les aires contrôlées par le MPLA et y vivre la vie libre véritable, dans les dures conditions de la lutte.

Les étudiants, les hommes formés dans les Universités et Ecoles Techniques, doivent retourner au pays et y apporter leur contribution à la lutte. Chez les étudiants il faut combattre sérieusement les arguments opportunistes qu'utilisent quelques-uns pour cacher leur désir de ne pas participer

à la lutte, de se dérober aux dangers, au travail au sein du peuple, afin de mener la belle vie de boursier à l'étranger aux dépens du prestige conquis par les combattants dans notre pays.

Je répète l'appel à tous les hommes et à toutes les femmes qui se trouvent à l'intérieur de notre pays, pour qu'ils redoublent leur activité, soit dans la clandestinité, soit dans les zones libres.

Il est nécessaire qu'en aucun point d'Angola le colonialisme portugais ne cesse de sentir l'effet de la guerre.

Que les groupes et les comités d'action se constituent là où ils n'existent pas encore et qu'ils agissent d'une façon ordonnée, détruisant l'économie, détruisant les moyens que l'ennemi possède pour faire la guerre et maintenir l'exploitation.

Notre contribution doit être donnée non seulement en vue de la liquidation du système colonial, mais aussi en vue de liquider l'ignorance, la maladie, les formes primitives d'organisation sociale. C'est dans les écoles, pour une alphabétisation intensive, c'est dans les dispensaires médicaux, dans les centres d'Instruction Révolutionnaire, dans la production agricole et industrielle, aussi bien que dans le commerce, sous les bombes qui tombent parfois sur les forêts, que chaque angolais doit apporter sa contribution.

Tous les angolais sincèrement patriotes doivent **revenir maintenant** à l'intérieur du pays. Ils doivent être actifs.

Les organisations de masses, les syndicats, les organismes de jeunes, de femmes et autres, font déjà leur première expérience à l'intérieur du pays.

Les instructions d'assistance médicale, d'éducation, d'échanges commerciaux et de coopération dans le travail, font leur apparition dans les zones libres.

C'est par conséquent **maintenant** que tous les angolais doivent abandonner l'étranger pour retourner au pays et y oeuvrer pour la victoire de la Révolution.

Nous ne pleurerons pas les morts...

Je ne parlerai pas de ceux qui tombent nécessairement pendant la lutte. A ceux-là nous devons rendre notre **sincère** et **simple** hommage. La libération de la Patrie a besoin de sang. Et en premier lieu, du sang de ses meilleurs enfants.

Nous ne pleurerons donc pas les morts. Nous saisirons l'exemple de leur héroïsme, de leur valeur, afin d'avancer le plus possible, le plus rapidement possible, et rendre ainsi leur héroïsme utile à notre peuple. **Continuons l'action.**

Sachons utiliser tous les éléments à notre disposition pour jeter à la mer les colonialistes lusitaniens.

Camarades,

LA VICTOIRE EST CERTAINE !

Allocution prononcée par le Président du M.P.L.A. à la « Radio Tanzanie » dans le programme « La voix de l'Angola combattante », le 6 Janvier 1968.

frelimo 2ème congrès conclusions générales

Partout dans le monde où règne encore l'injustice sociale, où l'exploitation de l'homme par l'homme est encore une réalité, on assiste aujourd'hui à un mouvement de libération des peuples.

En effet, les peuples opprimés et exploités se sont déjà soulevés pour la conquête de leurs droits.

C'est ainsi qu'en Afrique aujourd'hui, des luttes de libération sont engagées, dans tous les territoires sous domination coloniale : au Mozambique, en Angola, en Guinée (Bissau), au Zimbabwé, en Afrique du Sud, etc... C'est dans les colonies portugaises en particulier que se déroule actuellement une lutte armée acharnée, tandis que dans les pays africains indépendants se poursuit la lutte pour la consolidation de l'indépendance.

En Amérique Latine, après la victoire de la lutte anti-impérialiste de Cuba, le mouvement de libération nationale a pris de nouvelles formes et les régimes latino-américains réactionnaires, satellites des Etats-Unis, sont ébranlés dans leurs assises.

Le peuple arabe continue la lutte contre l'expansionnisme du gouvernement d'Israël qui est appuyé par l'impérialisme mondial.

Nos frères du Vietnam, par une lutte héroïque qui les place à l'avant-garde de la lutte anti-impérialiste mondiale, anéantissent des bataillons entiers de troupes américaines, qui ont envahi leur pays pour permettre à l'impérialisme américain de poursuivre l'exploitation des colonialistes français dans le passé.

En Europe capitaliste, le mouvement ouvrier grandit, minant les bases du système capitaliste, construisant les bases d'un nouveau système sans exploitation ni oppression.

« Cette grande humanité a dit assez, et s'est mise en marche ! ».

La lutte du peuple mozambicain se situe dans ce contexte. Notre peuple est un des plus exploités et des plus opprimés du monde. Des Mozambicains sont livrés comme esclaves par le Portugal à l'Afrique du Sud, pour travailler dans les mines. Ils sont condamnés à la faim, à la misère, par le capitalisme portugais qui ne les laisse pas cultiver ce dont ils ont besoin pour survivre ; au contraire, les paysans sont contraints à cultiver les produits qui correspondent aux intérêts des capitalistes portugais et leur rapportent le plus de profit. Des Mozambicains sont emprisonnés, torturés, assassinés, seulement parce qu'ils ont osé protester contre l'injustice à laquelle ils sont soumis. Bref, les Mozambicains vivent écrasés sous l'oppression économique, politique, sociale et culturelle du colonialisme portugais. Notre peuple ne pouvait pas subir passivement cette situation et pour cela il a déclenché la lutte.

Donc, le 25 septembre 1964, le FRELIMO a proclamé l'insurrection générale armée et dans un élan révolutionnaire qu'aucune force ne pouvait arrêter, le peuple Mozambicain, à l'instar des autres peuples opprimés et exploités de par le monde, s'est soulevé les armes à la main décidé à lutter.

Notre ennemi, le colonialisme portugais, possède de grandes forces. Au Mozambique, ses effectifs militaires totalisent 60.000 soldats, équipés des armes les plus modernes. Ils possèdent des avions, des tanks, des vaisseaux de guerre. Ils ont des généraux entraînés dans les écoles de guerre. Ils sont soutenus par l'OTAN, organisation militaire qui groupe là presque totalité des pays impérialistes et qui dispose d'un puissant matériel de guerre. Par ailleurs, ces puissances impérialistes, en particulier, les Etats-Unis, l'Allemagne Occidentale, la France et l'Angleterre, fournissent directement au Portugal une aide financière et matérielle.

En dépit de cela, les forces militaires portugaises subissent des défaites constantes dans notre pays. Les guérilleros Mozambicains abattent des avions, détruisent des chars, anéantissent des troupes, forcent l'ennemi à se retirer de zones chaque jour plus étendues. Plus de 6.000 soldats portugais ont été tués ; 24 avions ont été abattus et au moins 450 voitures militaires portugaises ont été détruites Des dizaines de postes administratifs et des centres militaires ont été attaqués dont certains ont été libérés. Les zones contestées grandissent dans la Province de Tete où la lutte armée a repris. La Révolution Mozambicaine avance et le drapeau du FRELIMO flotte déjà sur une grande partie du Mozambique.

A la base de ce succès, on trouve la participation du peuple à la lutte. Notre peuple uni et en armes est une mer où les troupes colonialistes s'engloutissent. En particulier dans les régions où il y a la lutte armée,

chaque Mozambicain est un élément de la Révolution qui participe activement à la lutte armée et apporte sa contribution à la victoire - soit en prenant les armes, soit en travaillant dans les tâches de la production, de l'éducation, etc...

La grande importance des succès obtenus se trouve bien marquée par un événement unique : pour la première fois dans son histoire, le peuple Mozambicain tout entier, du Rovuma au Maputo, s'est réuni, six jours durant, dans un Congrès tenu en territoire national.

En ce moment historique d'importance fondamentale pour notre pays, le Congrès salue le peuple Mozambicain pour la lutte héroïque qu'il mène contre le colonialisme portugais et l'impérialisme, pour son courage et sa détermination de lutter jusqu'à la victoire finale, pour les sacrifices qu'il est en train de faire. Le Congrès rend hommage à tous nos camarades, militants de base ou membres du Comité Central, tels que Jaime Rivaz Siguake, Felipe Magaia, Mateus Sansao Muthemba qui sont morts à leur poste pour que la patrie Mozambicaine soit libre.

A présent, le développement et l'extension de la lutte armée à l'échelle du pays demeure la seule voie révolutionnaire qui permettra au peuple mozambicain de détruire à tout jamais le colonialisme portugais et l'impérialisme et de concrétiser ses aspirations à l'indépendance, au progrès social et culturel et à la liberté.

La lutte de libération nationale sera longue et dure.

Elle se développe sur tous les plans, aussi bien sur le plan strictement militaire que dans les domaines de l'éducation, culture, santé, etc...

La participation à la lutte armée est un devoir pour nous tous. Nous devons nous intégrer, soit dans les forces régulières de guérilla, soit dans les milices populaires, pour l'édification d'une immense armée populaire.

Dans les régions encore dominées par l'ennemi, nous devons poursuivre et intensifier la mobilisation et l'organisation clandestine du peuple afin de créer les conditions pour le déclenchement de la lutte armée.

Dans les régions libérées devront se constituer des arrières fortifiées, de grandes bases matérielles d'appui, capables d'assurer le développement victorieux de la lutte armée révolutionnaire de libération nationale.

Cela veut dire que notre lutte exige que nous créions nous-mêmes les conditions matérielles pour son développement, que nous intensifions le processus de satisfaction des besoins matériels des populations, spécialement en ce qui concerne l'alimentation et les vêtements, tout en donnant une attention particulière à la solution correcte des problèmes sociaux.

Il faut donc promouvoir le développement de l'agriculture, la création d'industries, la multiplication d'échanges commerciaux dans le cadre d'une économie de guerre et de subsistance.

Il faut ainsi intensifier le travail d'éducation et d'alphabétisation des masses populaires et développer nos services de santé en particulier par l'accroissement du nombre de postes médicaux.

Nous devons en même temps promouvoir le développement de la culture nationale et, partant des traditions historiques de chaque région, faire épanouir les valeurs positives enrichies dans la lutte commune de libération et de construction de la Nation Mozambicaine Libre et Indépendante.

La réalisation de toutes les tâches de la Révolution, aussi bien dans la lutte armée que dans la reconstruction nationale rend pressante la consolidation de l'administration dans les régions libérées.

Dans cette action un rôle fondamental revient aux organes du FRELIMO aux divers échelons.

Ce sont en particulier les Comités du FRELIMO au niveau de la province, du district et de la localité, qui auront pour tâche d'orienter la création et le développement des Comités Provinciaux de gestion.

En agissant ainsi nous consoliderons le pouvoir populaire et nous donnerons une impulsion radicale à la Révolution Mozambicaine.

Notre lutte de libération est une lutte intimement liée à la lutte que mènent d'autres peuples pour la liberté.

La Révolution Mozambicaine vise à construire un Mozambique indépendant et en même temps progressiste, développé et puissant, en enlevant au colonialisme la possibilité de revenir sous toute autre forme.

Pour qu'il en soit ainsi, le peuple mozambicain est conscient qu'il doit coopérer avec les nations progressistes engagées aussi dans la lutte contre l'exploitation et l'injustice sociale.

Ainsi le Congrès condamne avec véhémence l'alliance des forces colonialistes et racistes formée par les régimes du Portugal, de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie.

Le Congrès condamne aussi toutes les forces impérialistes groupées au sein de l'OTAN, spécialement les Etats-Unis d'Amérique, l'Allemagne Occidentale, la

France, l'Angleterre, l'Italie et la Belgique pour l'aide et l'appui militaire, financier, moral et diplomatique qu'ils accordent au Portugal.

Le Congrès réaffirme aussi la détermination du FRELIMO et de tout le peuple mozambicain d'œuvrer chaque jour davantage pour l'unité et pour la consolidation du mouvement général des peuples contre le colonialisme et l'impérialisme, pour l'émancipation économique, politique, sociale et culturelle des peuples, ainsi que pour la Paix.

Conscient de l'importance de la lutte que mènent les peuples du monde entier pour l'émancipation et le progrès général de l'humanité, le Congrès salue ces mêmes peuples et les félicite des victoires qu'ils remportent chaque jour.

Nous saluons nos frères de l'Angola, Guinée Bissau, Afrique du Sud, Zimbabwe, engagés comme nous dans la lutte contre la domination étrangère.

Nous saluons nos frères de l'Afrique indépendante qui luttent pour consolider son indépendance et en particulier nos frères de Tanzanie, d'Algérie, de RAU et de Zambie pour le rôle qu'ils ont joué dans le déclenchement de notre lutte armée.

Nous saluons les peuples d'Asie et d'Amérique latine qui luttent contre l'impérialisme et pour la libération nationale.

Nous adressons un salut particulier à l'héroïque peuple vietnamien qui mène une lutte victorieuse et glorieuse contre l'impérialisme des Etats-Unis, la plus grande et la plus barbare puissance impérialiste du monde.

Nous saluons les victoires anti-impérialistes remportées par le peuple et le gouvernement révolutionnaires de Cuba.

Nous saluons la lutte du peuple arabe et en particulier du peuple de Palestine, contre l'expansionnisme du gouvernement d'Israël.

Nous saluons la lutte des Noirs américains contre la ségrégation raciale, pour leur émancipation économique, politique et sociale.

Nous saluons le peuple portugais qui mène une âpre lutte contre le fascisme, pour la démocratie et la liberté.

Nous saluons les forces ouvrières et progressistes dans les pays impérialistes et la lutte qu'ils mènent contre le capitalisme, l'exploitation de l'homme par l'homme et pour le socialisme.

Nous saluons les peuples et les gouvernements des pays socialistes, remparts de la lutte contre le capitalisme et appuis fondamentaux des peuples opprimés en lutte pour leur indépendance économique, politique, sociale et culturelle.

Notre lutte avance ; les victoires que nous remportons sont chaque jour plus grandioses.

Le drapeau du FRELIMO flotte sur des régions chaque jour plus étendues de même que le pouvoir populaire va grandissant.

Unis, du Rovuma au Maputo, jouissant de l'appui des forces populaires du monde entier, le peuple mozambicain, sous la conduite du FRELIMO, continuera à développer la guerre populaire de libération nationale, pour l'éradication définitive du colonialisme portugais, de l'impérialisme et de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour la conquête de l'indépendance nationale et l'instauration d'un ordre social populaire au Mozambique.

m.p.l.a programme majeur

I. INDEPENDANCE IMMEDIATE ET COMPLETE :

— Liquidation en Angola, et PAR TOUS LES MOYENS, de la domination coloniale portugaise et de tous les vestiges des rapports colonialistes et impérialistes.

— Lutte en commun avec toutes les forces patriotiques angolaises, dans un vaste mouvement populaire, en vue de la prise du pouvoir par le peuple angolais et de l'instauration d'un régime républicain et démocratique, sur la base de l'indépendance totale.

— Abolition de tous les privilèges accordés par le régime colonial aux portugais et aux autres étrangers.

— La Souveraineté de l'Etat angolais appartiendra entièrement et uniquement au peuple angolais, sans distinction d'ethnie, de classe, de sexe, d'âge, de tendances politiques, de croyances religieuses ou de convictions philosophiques.

— La nation angolaise aura le droit sacré et inviolable de disposer d'elle-même, tant sur le plan politique, économique, diplomatique, militaire et culturel, que sur tout autre plan.

— Révision de la position de l'Angola dans tous les traités, accords et alliances dans lesquels le Portugal a engagé le pays sans le libre consentement du peuple angolais.

— Union populaire afin de liquider toute tentative d'agression impérialiste et tous les actes et manœuvres visant à léser l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de l'Angola.

— Etablissement de la paix en Angola, sur la base de l'instauration d'un régime de justice sociale, et sur la base de la reconnaissance par d'autres pays de l'indépendance, de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Angola.

II. UNITE DE LA NATION

— Garantir l'égalité de toutes les ethnies de l'Angola, renforcer l'union et l'aide fraternelle entre elles.

— S'opposer résolument à toute tentative de division du peuple angolais.

— Créer une situation permettant le retour au pays des centaines de milliers d'Angolais qui furent obligés de s'exiler à cause du régime colonial.

— Les régions où les minorités nationales vivent en groupements denses et ont un caractère individualisé peuvent être autonomes.

— Chaque minorité nationale ou ethnie aura le droit d'utiliser sa langue, de créer une écriture propre et de conserver ou rénover son patrimoine culturel.

— Dans l'intérêt de toute la nation angolaise, susciter et développer la solidarité économique et sociale, ainsi que des relations normales — sur les plans économique, social et culturel — entre toutes les régions autonomes et toutes les minorités nationales ou ethnies de l'Angola.

— Garantir la liberté de circulation de tous les citoyens angolais à travers le territoire national.

III. UNITE AFRICAINE

— Solidarité totale avec tous les peuples africains qui luttent pour leur indépendance complète et en particulier avec les peuples et mouvements politiques en lutte contre le colonialisme portugais.

— Contribution à l'unité de tous les peuples du continent africain sur la base du respect de la liberté, de la dignité et du droit au progrès politique, économique et social de ces peuples.

— Union des peuples africains sur la base de la volonté populaire librement exprimée et par des moyens démocratiques et pacifiques.

— Opposition à toute tentative d'annexion ou d'oppression d'un peuple.

— Dans le processus vers l'unité des peuples africains, défense des conquêtes politiques, économiques, sociales et culturelles des classes travailleuses et paysannes de chaque pays.

IV. REGIME DEMOCRATIQUE

— Régime républicain, démocratique et laïque pour l'Angola.

— Garantie de la liberté d'expression, de conscience, de culte ; de la liberté de presse, de réunion, d'association, de résidence, de correspondance, etc... pour tout le peuple angolais.

— Tout citoyen angolais — sans distinction de nationalité ou d'ethnie, de sexe, de catégorie sociale, de niveau culturel, de profession, de conditions de fortune, de croyances religieuses ou de convictions philosophiques — jouira du droit d'élection à partir de dix-huit ans et du droit d'éligibilité à partir de vingt et un ans.

— Régime électoral basé sur le suffrage universel, égal, direct et secret.

— L'Assemblée du peuple de l'Angola sera l'organe suprême du pouvoir législatif de l'Etat.



— L'Assemblée du peuple de l'Angola sera issue d'élections générales libres. Dans les élections générales libres, les partis politiques légaux pourront présenter leurs candidats sur une liste commune ou séparément.

— L'Assemblée du peuple de l'Angola élaborera la première constitution de la République de l'Angola.

— Tous les membres de l'Assemblée du peuple de l'Angola jouiront de l'immunité parlementaire.

— L'Assemblée du peuple de l'Angola désignera un gouvernement de coalition qui renforce effectivement l'union entre les minorités nationales ou ethnies, les différentes régions du pays, les différentes couches sociales et les différents partis politiques, et qui exprime réellement la volonté de la nation en faveur de la liberté et du progrès de l'Angola et contre l'aliénation politique, économique, territoriale ou culturelle du pays à des intérêts étrangers.

— Le Gouvernement de la République de l'Angola sera l'organe suprême du pouvoir exécutif de l'Etat.

— Le Gouvernement de la République de l'Angola tiendra son pouvoir de l'Assemblée du peuple de l'Angola et répondra de sa politique devant cette Assemblée.

— Chaque région autonome aura le droit d'adopter des dispositions régionales adaptées à ses particularités, mais qui ne soient pas en contradiction avec la législation générale de l'Angola.

— Africanisation des cadres de tout l'appareil administratif du pays.

— Garanties de protection, en accord avec la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, à la personne de tous les étrangers qui respectent les lois en vigueur dans le pays.

V. RECONSTRUCTION ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION

— Développement par étapes et planification de l'économie de l'Angola.

— Transformation de l'Angola en un pays économiquement indépendant, industriel, moderne, prospère et fort.

— Développement de l'agriculture, en vue surtout de la liquidation de la monoculture, de l'augmentation progressive de la productivité agricole et de la mécanisation progressive du travail à la campagne.

— Création et développement progressif des entreprises commerciales et industrielles de l'Etat, des coopératives d'achat et de vente, des coopératives de production Création progressive d'industries lourdes et d'industries légères pour la production d'articles de consommation courante du peuple.

— Exploitation par l'Etat des ressources énergétiques du pays.

— Restauration et développement des industries traditionnelles africaines.

— Abolition des privilèges attribués par le régime colonial aux entreprises économiques portugaises et aux autres entreprises étrangères.

— Développement des moyens de communication et de transport.

— Protection de l'industrie et du commerce privés.

— Encouragement de l'industrie et du commerce privés utiles à l'économie de l'Etat et à la vie du peuple.

— Les entreprises exploitées par des étrangers auront à se conformer aux nouvelles lois en vigueur en Angola.

— Protection des entreprises économiques exploitées par des étrangers et qui soient utiles à la vie, au progrès et au renforcement de l'indépendance réelle du peuple angolais.

— Développement intensif des relations économiques entre les villes et les campagnes, dans le sens d une amélioration progressive des conditions de vie à la campagne et de l'élévation du niveau de vie des populations paysannes.

— Application effective d'une politique qui tienne compte à la fois des intérêts des employés et des employeurs.

— Création d'une Banque d'Etat et d'une monnaie nationale. Eviter l'inflation et stabiliser la monnaie.

— Contrôle par l'Etat, dans l'intérêt de tout le peuple, du commerce extérieur de l'Angola.

— Révision de la soi-disant dette de l'Angola envers le Portugal. Combattre le déficit de la balance commerciale de l'Angola. Equilibrer les recettes et les dépenses du pays.

— Abolition du système fiscal institué par les colonialistes portugais et création d'un nouveau système fiscal juste, rationnel et simple.

— Ajustement et stabilisation des prix.

— Lutte contre la spéculation.

VI. REFORME AGRAIRE

— Application d'une réforme agraire, tendant à faire disparaître toutes les injustices, à liquider le monopole privé de la production des produits de consommation agricole, et réalisation du principe : la terre appartient à ceux qui la travaillent.

— Nationalisation des terres des adversaires du mouvement populaire pour l'indépendance immédiate et complète de l'Angola, des traîtres et des ennemis déclarés de l'Etat angolais indépendant et démocratique.

— Définition des limites de l'extension de la propriété privée rurale, en tenant compte de la situation agraire de chaque localité.

— Après la révision des titres de possession des terres, achat par l'Etat à juste prix, des terres dépassant les limites établies par la loi.

— Distribution des terres aux paysans sans terre et à ceux qui n'en possèdent pas suffisamment.

— Les bénéficiaires du partage des terres légalement réparties n'auront rien à payer, ni aux expropriés ni à l'Etat.

— Sauvegarde des droits conquis par les paysans au cours de la lutte populaire pour l'indépendance de l'Angola.

VII. POLITIQUE SOCIALE DE JUSTICE ET DE PROGRES

— Protection par l'Etat des droits des travailleurs, des paysans et de toutes les couches sociales qui défendent activement l'indépendance de l'Angola, la souveraineté et l'unité du peuple angolais et l'intégrité territoriale du pays.

— Abolition immédiate du régime de travail forcé.

— Respect de l'indépendance effective des syndicats et des organisations légales des travailleurs.

— Institution de la journée de travail de huit heures et application progressive de nouvelles lois sur la protection du travailleur.

— Fixation par l'Etat d'un salaire minimum des travailleurs et application rigoureuse du principe : "A travail égal, salaire égal". Abolition de toutes discriminations de sexe, d'âge et d'origine ethnique.

— Protection des églises, des lieux et des objets du culte, des institutions religieuses légalement reconnues.

— Egalité totale des droits sans distinction de sexe — sur tous les plans, politique, économique, social et culturel — les femmes auront rigoureusement les mêmes droits que les hommes.

— Assistance de l'Etat aux femmes en couches et à l'enfance.

— Application de l'assistance sociale. Assistance à tous les citoyens angolais dépourvus de ressources et victimes de maladies, ou de chômage involontaire, ou atteints par la vieillesse ou par l'invalidité.

— Liquidation progressive du chômage. Garantie du travail aux ouvriers, employés, fonctionnaires et aux jeunes qui achèvent leurs études.

— Assistance privilégiée à tous les citoyens invalides à la suite de leur participation active au combat pour l'indépendance de l'Angola. Assistance à la famille de ceux qui seraient tombés pour la patrie angolaise.

VIII. DEVELOPPEMENT DE L'INSTRUCTION, DE LA CULTURE ET DE L'EDUCATION.

— Liquidation de la culture et de l'éducation colonialistes et impérialistes. Réforme de l'enseignement en vigueur. Développement de l'instruction, de la culture et de l'éducation au service de la liberté et du progrès pacifique du peuple angolais.

— Combat vigoureux et rapide contre l'analphabétisme dans tout le pays.
— L'instruction publique sera de la compétence de l'Etat et se trouvera sous son orientation directe.
— Obligation et gratuité effective et progressive de l'instruction primaire.

— Développement de l'enseignement secondaire et de l'enseignement technique et professionnel. Création de l'enseignement supérieur.

— Etablissement de relations culturelles avec des pays étrangers. Formation et perfectionnement des cadres techniques nécessaires à la construction du pays.

— Impulsion et développement des sciences, des techniques, des lettres et des arts.

— Institution, à la campagne, des moyens efficaces et suffisants pour l'assistance médicale et sanitaire des populations paysannes. Développement équilibré, à l'échelle nationale, des services d'assistance médicale et sanitaire.

— Liquidation de la prostitution et de l'alcoolisme.

— Stimulation et appui aux activités progressives de la jeunesse.

— Encouragement et protection, dans tout le pays, de la culture physique.

IX DEFENSE NATIONALE.

— Création d'une armée de défense nationale, avec des effectifs suffisants, intimement liée au peuple, et commandée entièrement par des citoyens angolais.

— Armer, équiper et entrainer immédiatement et dûment l'armée. Instaurer une nouvelle instruction militaire et politique pour l'armée et unifier cette instruction. Etablir des relations démocratiques entre les officiers et les soldats. Consolider la discipline. Au sein de l'armée, développer et fortifier une conscience nationale, et combattre toutes les tendances au régionalisme.

— Interdiction de bases militaires étrangères sur le territoire national.

X POLITIQUE EXTERIEURE INDEPENDANTE ET PACIFIQUE.

— Etablissement et maintien des relations diplomatiques avec tous les pays du monde, sur la base des principes suivants : respect mutuel de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale, non-agression, non-ingérence dans les affaires intérieures, égalité et réciprocité d'avantages, cœxistence pacifique.

— Respect des principes de la Charte des Nations-Unies.

— Non-adhésion à un bloc militaire.

— Relations spéciales de bon voisinage et de collaboration avec les nations limitrophes de l'Angola.

— Protection des Angolais résidant à l'étranger.

L'équipe de SOUFFLES a réuni dans les pages qui suivent le minimum de renseignements nécessaires à la connaissance des données historiques, sociales, économiques et révolutionnaires des pays africains dont les peuples luttent aujourd'hui (et dans leur quasi-totalité les armes à la main) contre le colonialisme ou les régimes néo-coloniaux.
Nous avons tenu à les réunir dans une même rubrique pour souligner encore une fois l'unité du combat des peuples africains et surtout pour rendre justice à certaines luttes qui, pour diverses raisons, sont encore moins connues que d'autres.

afrique, un seul et même combat



sahara occidental

266 000 km2 de sable, 240 000 habitants et une petite ville de moins de 10 000 habitants ; trois quart de siècle de présence espagnole, une action concertée et de plus en plus accélérée de mainmise impérialiste patronnée par les U.S.A. ; timides revendications d'intégration puis action diplomatique en commun émanant du Maroc, de la Mauritanie et de l'Algérie et visant à décoloniser : telles sont les données principales du problème du Sahara Occidental dit Espagnol.

Au niveau de l'actualité ceci s'est traduit, pour l'année dernière, par, d'une part une consolidation des liens colonialo-impérialistes sur les plans économique et militaire, d'autre part par une série de rencontres au sommet entre les trois chefs des états limitrophes.

L'événement à la fois nouveau et de signification profonde étant les violentes manifestations de Al Aioun en juin dernier.

L'envergure et les formes nouvelles que prend la politique du colonisateur, l'inefficacité de l'action de décolonisation menée jusqu'ici par des états ou par des partis politiques, la réaction violente des masses d'Al Aioun, constituent autant de facteurs dont l'analyse révélera que ce problème obéit à une dynamique dépassant la zone.

Le Sahara Occidental, fait colonial, est en train de devenir fait impérialiste. Cette dynamique une fois saisie permettra de jeter un éclairage nouveau sur les différentes solutions jusqu'ici proposées et peut-être d'esquisser la seule solution véritable.

Le Sahara Occidental du fait colonial au fait impérialiste

C'est au terme d'un certain nombre de traités de partage entre la France et l'Espagne que le Rio de Oro est devenu à partir de 1904 une « province espagnole », sa voie d'accès étant jusqu'en 1960 la ville de Tarfaya actuellement ville marocaine. Les indépendances, libéralement négociées et libéralement accordées ou octroyées selon le cas, du Maroc puis de la Mauritanie, ont semblé constituer, pour un court moment, une première étape qui serait suivie par d'autres. Puis très vite, on assista à une volte-face du gouvernement espagnol. L'attitude bienveillante vis-à-vis de Rabat, libérale vis-à-vis de maintes sessions de l'O.N.U. cède la place aux manœuvres. Le gouvernement de Madrid entend désormais organiser lui-même la décolonisation, et dans des conditions tracées par lui : un référendum « sérieusement préparé » est annoncé. Le but : créer un état fantoche pour éterniser une présence de plus en plus menacée, quitte à la couler dans un moule nouveau : la présence impérialiste capable de s'accomoder des formes de domination politique les plus souples.

Les derniers accords entre le gouvernement fasciste et Washington sur le plan stratégique et les arrangements entre le capitalisme espagnol et les banques d'affaires basées en France mais dépendant du grand capital yankee, montrent que le Sahara Occidental est devenu un enjeu présentant un intérêt impérialiste multi-national double, à la fois militaire et économique.

L'intérêt économique se justifie par la découverte de grandes réserves de pétrole dans la partie sud du territoire et par l'importance du gisement phosphatier de Bou Craa.

Sur le plan stratégique, la chute de la monarchie libyenne et la perte des bases américaines dans cette région ont imposé à l'impérialisme la nécessité de trouver une autre tête-de-pont dans la partie occidentale du monde arabe, Israël ne suffisant plus pour contrôler la poussée anti-impérialiste et révolutionnaire qui, depuis 1965, secoue de plus en plus vigoureusement toute la Nation Arabe. Un territoire de 260 000 km2, pour une population arabe ne dépassant pas 240 000 habitants, offre les conditions idéales pour greffer un autre Israël sur ce flanc de la Patrie Arabe.

Les Pseudo-solutions

Il est évident que le manque d'une indépendance truquée visant la création d'un Etat fantoche n'est qu'un voile transparent qui ne peut cacher les desseins impérialistes.

Il semble par contre que les différentes solutions proposées par les uns et les autres jusqu'ici soient de nature à réaliser l'essentiel : liquider la présence coloniale. En effet, aussi bien les partisans d'une intégration pure et simple que les partisans d'une solution de partage, et l'O.N.U. avec eux, tous semblent d'accord sur ce point. Le principe de la décolonisation pris dans l'absolu est inscrit depuis des décades sur la table des valeurs internationales ; et les pires ennemis des peuples l'ont maintes fois défendu avec ferveur. Il suffit pour les états limitrophes de se mettre d'accord, de régler certaines chicanes de procédure avec l'Espagne et tout est parti pour un référendum de décolonisation. Tout paraît très simple et l'essentiel pourrait être réalisé le plus libéralement possible et à travers les méthodes les plus pacifiques. Tout paraît très simple si l'on continue encore de nos jours, et après bien des expériences édifiantes, d'ignorer cette dynamique qui transforme tout fait colonial en fait impérialiste. Toute décolonisation qui ne tient pas compte de cette vérité est vouée à l'échec. Concernant le Sahara Occidental, on ne saurait concevoir une solution radicale en dehors du processus global de la Révolution Arabe. A la lumière de cette vérité, attardons-nous un moment à examiner les solutions proposées pour déceler leur inconséquence.

Du côté marocain, tout le monde est unanime à dire que le Sahara Occidental est une partie indissociable de « la mere patrie ». Des arguments historiques, géographiques et économiques sont invoqués.

Il est vrai que les frontières actuelles ne sont dues qu'à l'arbitraire de la colonisation. Les habitants du Sahara ont toujours ignoré les frontières et continuent à les ignorer, mais il s'agit de tous les bedouins, de tout le Sahara qu'il soit aujourd'hui algérien, marocain, ou mauritanien. Cet arbitraire dépasse, d'ailleurs, largement la partie occidentale de la patrie arabe. La partie orientale de notre patrie a connu le meme phénomene de balkanisation, ne tenant compte ni de l'histoire, ni des réalités ethnico-culturelles, mais répondant exclusivement au jeu d'intérêts et de concurrence colonialo-impérialiste. Toute remise en question aujourd'hui n'aboutirait qu'à une seule vérité : la patrie arabe est une et indivisible.

On ne peut non plus s'appuyer sur des critères ethniques pour défendre l'intégration du Sahara Occidental à l'un ou l'autre des Etats limitrophes. La similitude entre l'arabe du Sahara Occidental et l'arabe du Draa est la même entre ce dernier et un habitant du Sahara algérien ou mauritanien. Toute spéculation ethnique n'aboutit en définitive qu'à démontrer que tous les arabes sont des arabes. Et ceci est bien connu des masses, et profondément ressenti par elles. Ce qu'on s'est efforcé par contre de leur apprendre après les indépendances, c'est qu'elles étaient d'abord algériennes, d'abord marocaines ; autrement dit, les élites arabes se sont évertuées parfois à balkaniser la conscience arabe après la balkanisation de la terre arabe par le colonialisme.

Certes, les péripéties de l'histoire coloniale, la variabilité régionale du colonialisme ont imposé des solidarités différenciées entre des hommes qui avaient à liquider chacun son ennemi respectif. Ceci s'est traduit par la naissance et le développement de plusieurs nationalismes arabes (marocain, algérien, syrien etc...), efficaces tactiquement, mais voués à l'échec stratégiquement. La pratique colonialiste fut différente au Maroc de ce qu'elle fut en Algérie. Une réplique marocaine ou algérienne spécifique fut juste tactiquement. Mais l'incapacité, pour des raisons relatives aux classes sociales qui ont organisé

et dirigé ces répliques, de les dépasser dans une stratégie arabe a tot fait de faire éclater des contradictions. Ce qui montre fort bien que la dynamique du colonialisme et ses mutations néo-colonialo-impérialistes ne peuvent se combattre radicalement que par la dynamique d'une révolution arabe.

L'histoire post-coloniale du monde arabe nous enseigne que les Etats nés de la décolonisation se débattent dans une contradiction. Leur position de classe se traduit par une politique anti-coloniale inconséquente et ne leur permet pas de s'intégrer au processus révolutionnaire. Le développement de la résistance palestinienne a rarement précipité plusieurs « champions » de la lutte anti-colonialiste et anti-impérialiste dans le camp de la contre-révolution. Le plan Rogers a fait couler beaucoup de sang, mais ce fut aussi la première opération chirurgicale. L'artillerie de Hussein défendait un état avec une ardeur jamais vue chaque fois qu'il s'agissait de défendre la terre contre l'envahisseur sioniste. Elle tirait sur tout et sur tous, enseignant que chaque homme du peuple est, en fait ou en puissance, un ennemi de l'état. Une nouvelle solidarité arabe à la base est née comme réplique à la solidarité, teintée de contradictions secondaires, des sommets.

Si les partis marocains d'opposition, et dont certains sont dits pompeusement progressistes, rejettent violemment en parole — les solutions de partage auxquelles la raison d'état et leur destin compradore ont fini par acculer les états revendiquant le Sahara occidental, il n'en reste pas moins vrai que tous ces partis sont prisonniers de la même logique figée du national-chauvinisme bourgeois ou petit-bourgeois. La nature de classe de ces partis en fait et fera toujours les clairons intermittents du lyrisme nationaliste inconséquent. Leur incapacité d'organiser ou de diriger un quelconque mouvement de masse rangera bientôt leur violence verbale à propos du Sahara Occidental dans le même musée que leurs envolées passionnées d'hier à propos de la Mauritanie. L'histoire récente apprend que le flot du nationalisme bourgeois finit toujours par se jeter dans le marécage de n'importe quel plan Rogers.

Le Sahara Occidental Terre Arabe

Palestine ou Sahara Occidental ne peuvent attendre le salut commun que des millions de fidayins que seront tous les arabes, du Golfe à l'Atlantique : une même solution pour détruire tous les Israëls.

La Révolution Arabe

Cette voie seule assurera à notre cause l'appui autrement plus précieux que tous les votes de l'O.N.U., l'appui et la solidarité agissante de tous les peuples en marche. Le peuple révolutionnaire espagnol et les patriotes dans les Canaries reconnaitront nécessairement en lui, en ces millions de fidayins leur compagnon de lutte. Car la révolution arabe n'est qu'un berceau parmi tant d'autres de la grande révolution mondiale.

Nous savons pertinemment que certains bourgeois félons armés de pseudo-concepts marxistes rétorqueront que nous manquons de réalisme. Sans s'attarder à leur démontrer que nous sommes heureux de manquer de cet opium des lapins peureux rongeant leur carotte de coexistence pacifique en aspirant au nirvana, attelons-nous à la tâche de ceux qui osent vaincre et lançons en peu de mots l'appel qui libérera chaque pouce de notre grande patrie en libérant tous les travailleurs arabes : un front commun arabe de Palestine au Sahara Occidental.

Pour les progressistes ou révolutionnaires en parole rappelons ce mot du peuple : la langue ne contient pas d'os.

SOUFFLES

Nous présentons ci-dessous des fiches sur les luttes de libération nationale de deux pays africains, le Tchad et l'Erythrée.

Ces luttes sont riches d'enseignement à plus d'un titre. Nous voulons ici souligner leur caractère à la fois arabe et africain.

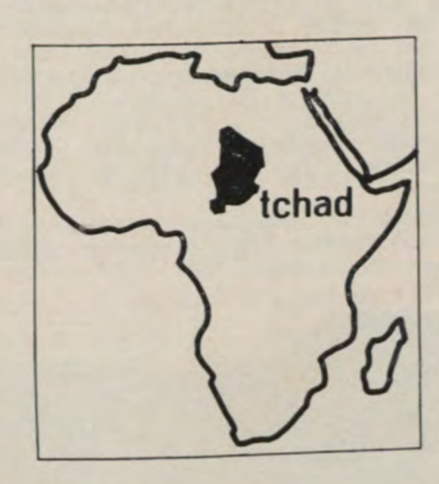
De longue date, l'impérialisme a voulu séparer l'Afrique en deux, celle au nord, celle au sud du Sahara. Entre les deux, le vide réservé aux Européens dépourvus de sensations fortes et aux exploiteurs avides de pétrole et de minerais. Au nord, les Arabes, blancs ; au sud, les Noirs, ni Africains, ni rien, les Noirs. Aujourd'hui, il tente encore d'opposer l'une à l'autre ces deux parties de l'Afrique ; certains de nos nationalistes bourgeois aux dents longues participent, ici, de temps à autre, à ce chœur.

Et voilà non seulement l'Afrique arabe, l'Afrique méditerranéenne « blanche » et admise à l'histoire qui se lève, mais aussi ces Noirs, ceux que l'on voulait dépouiller d'histoire et d'humanité. Dans un même combat, contre le même ennemi des peuples.

Et voilà que le vide n'est plus vide, mais combats communs. Le Tchad est-il au nord ou au sud du Sahara ? Arabe blanc ou Africain noir ? L'Erythrée est-elle d'Afrique Noire ou Arabe ?

Les peuples se lèvent, contre tous les racismes et les sous-racismes. Partie à la fois de la révolution arabe et de la révolution africaine. Construisant le monde nouveau.

l'exemple de l'érythrée et du tchad



tchad

révolution au Tchad :
l'impérialisme français à découvert

La néo-colonie française

Le Tchad est un modèle du néo-colonialisme français :

— 1.284.000 km2, soit deux fois la superficie du Maroc

— 3.360.000 habitants plus 1,5 millions de Tchadiens forcés par la misère à s'expatrier dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie. Population urbaine 7 % Religions : 50 % de musulmans ; 45 % d'animistes ; 5 % de chrétiens.

— Indépendant depuis août 1960, en réalité :

. langue officielle, le français ;

pouvoir répressif basé sur l'armé française : celle-ci contribue le 16 septembre 1963 au massacre de centaines de jeunes manifestants à Fort-Lamy ; l'administration militaire française directe a été maintenue sur les provinces du Nord jusqu'en 1965.

— La culture du coton et l'élevage, principales ressources agricoles du pays, autres que les cultures de subsistance, sont soumises au monopole de traite de sociétés théoriquement mixtes, mais contrôlées par des groupes français et israéliens : la Cotonfran, la Sonacot, la Sivit, et la SCKN. Dans le nord, les ressources d'uranium sont contrôlées par l'Etat français.

— Le pouvoir néo-colonial pratique une politique raciale tendant à remettre en question la civilisation arabo-islamique du nord, à isoler le nord du pays pour mieux le soumettre à la politique de pillage des monopoles français.

— Taux de scolarisation moyen 23 % dont 75 % au sud et 5 % au nord.

— Président : François Tombalbaye.

Le Front de Libération Nationale du Tchad

Bases militaires

A partir de premiers noyaux qui s'étaient entraînés en Corée du Nord, le FROLINAT a déclenché la lutte armée le 22 Juin 1966, avec quelques pistolets, par des attaques-surprises et des embuscades qui ont permis d'arracher l'armement à l'ennemi.

L'organisation des milices populaires dans les villages a permis l'enracinement dans la population et l'isolement des troupes françaises et gouvernementales.

Aujourd'hui, sans aide extérieure, l'Armée de Libération Nationale compte 4.000 hommes armés, auxquels s'ajoutent 10.000 miliciens non armés. Elle compte deux armées de marche, celle du Centre-Est et celle, organisée depuis le début 1969, du Nord.

Sur 14 préfectures, 9 sont libérées. Le Frolinat dispose de bases d'entraînement à quelques dizaines de kilomètres de la capitale, Fort-Lamy, et développe des cellules clandestines dans les villes.

Bases politiques

« Reconstruire une unité nationale vraiment indépendante, rejetant l'emprise néo-coloniale qui a empêché l'émergence des valeurs autochtones du pays : abattre pour cela le régime de Tombalbaye et ses fondements, libérant notre pays de toutes les bases et troupes étrangères qui se sont installées avec sa connivence. Ces bases constituent un danger permanent non seulement pour notre peuple, mais une menace et un instrument de pression permanent sur les autres pays africains frères. Nous voulons construire un gouvernement de coalition démocratique et populaire vraiment représentatif de la réalité du pays et élaborer une politique conforme aux intérêts du peuple et du peuple seulement. En premier lieu dans la campagne réalisant une réforme agraire radicale et distribuant gratuitement la terre à nos compatriotes. Nous voulons supprimer les monopoles économiques des pays capitalistes et nationaliser les secteurs-clés de l'économie nationale. Pour y parvenir, nous combattons par tous les moyens contre un seul ennemi : l'oppression et le dépouillement organisé des masses fondé sur une seule racine vénéneuse, celle de l'impérialisme » (déclaration à Mondi Nuovo, du 28.6.70).

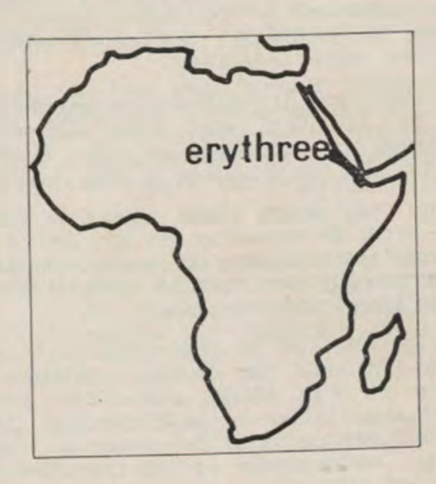
L'échec des forces coloniales

Les forces d'intervention françaises sont passées de 1.600 à 3.700 hommes appuyés par 32 avions et hélicoptères. A celles-ci s'ajoutent 3.800 hommes des troupes gouvernementales, composées de gendarmes, de parachutistes entraînés au Congo-Kinshasa par des instructeurs américains et israéliens, et des compagnies tchadiennes de sécurité (CTS) formées par les services de sécurité israéliens. En outre, Israël construit un centre d'entraînement para-militaire à Kundul et fournit l'appui technique pour la couverture aérienne de la frontière du Soudan.

Mais l'intervention de plus en plus sauvage de ces forces ne fait qu'accroître l'enracinement du Frolinat dans la population. Cette année, désespérant de réduire la révolution dans le Centre-Sud et Est, les troupes coloniales ont essayé d'isoler et réduire le Nord. Malgré les destructions de villages, de puits et de palmiers-dattiers par les bombes au napalm et à éclatement, le Frolinat a pu en mars s'opposer à l'offensive à Oumianga-Kebir, Gouro et Teli et infliger de lourdes pertes à l'ennemi.

La spirale de l'engagement colonial et de l'organisation populaire dans le combat libérateur se développe, inexorable.





érythrée

Le pays et les hommes

A l'ouest le Soudan, à l'est la mer rouge, au sud-ouest l'Ethiopie, au sud le territoire des Afars et des Issas sous domination française. Surface : 80.000 km2

Population : 3.000.000 d'habitants.

Peuplement : des tribus venues d'Arabie, du Soudan ou des hauts plateaux éthiopiens et qui ont mêlé leurs cultures et traditions spécifiques.
80 % des Erythréens sont musulmans.

Langues parlées : le tigrina et l'arabe
Ce pays mène depuis 1961 une lutte de libération armée contre l'Ethiopie.

L'Erythrée n'a jamais fait partie de l'Ethiopie

Bien avant le mandat anglais, le fascisme italien, l'hégémonie turque et lorsque l'Ethiopie n'était encore qu'un ensemble de royaumes, l'Erythrée avait déjà des structures politiques basées sur le sultanat. C'est son importance stratégique que lui conférait en particulier le port de Massawa qui lui valut souvent de porter le joug des uns ou des autres.

Les Turcs

Leur présence se limitait à l'entretien de quelques garnisons le long des côtes et sur les îles qui font face à Massawa, essentiellement pour protéger leurs communications sur la mer Rouge menacées par les puissances européennes. Ils n'installèrent aucun centre administratif dans le pays. Plus tard, ils furent remplacés par les Khédives égyptiens, leurs vassaux.

Les Italiens

Ils se sont installés en 1890 après avoir obtenu une concession sur les salines du Sultanat d'Asad. En fait, ils imposèrent leur protectorat sur le sultanat et y envoyèrent des soldats. Puis ils occupèrent tout le pays quand les troupes du Khédive furent battues au Soudan par les Mahdistes.

Après la première guerre mondiale, les Italiens se préparèrent à la colonisation de l'Erythrée ; les colons s'installèrent en grand nombre, les entreprises industrielles se multiplient offrant ainsi des possibilités de travail aux Erythréens et, par voie de conséquence, aident à la création d'une classe ouvrière. Au même moment, on verra apparaître les premiers noyaux de la bourgeoisie locale : des hommes d'affaires et des commerçants qui ignorent leur fonction historico-politique.

Cette classe va prospérer après la défaite du fascisme et acquérir sous le mandat britannique une conscience politique. Elle se posera en tant que pouvoir national sur la scène politique. Mais c'est surtout avec Mussolini que la colonisation s'intensifia. L'Erythrée devait devenir, selon ses vœux : « le noyau du nouvel empire romain en Afrique ».

Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, les Italiens ne se préoccupent pas de la population, composée pour 95 % de nomades. Les choses changeront lorsque, à l'occasion de la conquête de l'Ethiopie, de nombreux paysans érythréens seront incorporés dans l'armée italienne.

En 1936, l'Erythrée est rattachée par les Italiens à l'Ethiopie pour former l'Afrique Orientale Italienne. Chassés d'Erythrée par les Anglais en 1941, les Italiens ont renoncé à tous leurs droits sur ce pays par le traité de Paris (1947).

Les Britanniques et les Ethiopiens

C'est de la période 1942-1952 que date la résistance érythréenne. Jalouse de ses intérêts, la bourgeoisie locale a donné l'impulsion à un mouvement nationaliste qui jouissait d'une grande influence au sein des forces nationalistes sincères qui existaient alors. Cela a marqué le début même de la lutte entre ces forces et le féodalisme éthiopien. Ce dernier utilisait des organisations et des agents, et cela a provoqué nombre de rencontres armées.

Mais l'Erythrée administrée par les Britanniques faisait déjà l'objet de débats aux Nations Unies, sur une initiative des « quatre grands » Les Britanniques avaient certes introduit dans le pays quelques réformes démocratiques, mais ils se préoccupaient davantage de leurs intérêts

et de ceux de leur allié dans la région, l'Ethiopie, que des Erythréens qui revendiquaient l'autodétermination et l'indépendance.

L'Erythrée dans le jeu des nations

Désireuse d'accéder au port de Massawa, l'Ethiopie chercha l'appui des puissances occidentales. Une résolution demandant l'incorporation de l'Erythrée à l'Ethiopie est cependant rejetée par l'Assemblée Générale des Nations-Unies. Par contre, une commission d'enquête composée de cinq membres est envoyée sur les lieux.

Des solutions proposées et qui allaient de l'indépendance (Guatemala, Pakistan) à la fédération (Afrique du Sud, Birmanie) en passant par l'annexion pure et simple (Norvège), l'ONU a retenu celle de la fédération « sur une base compatible avec le respect de l'autonomie interne des deux pays ».

La Fédération

Le 20 novembre 1950, c'est cette résolution, présentée par les Etats-Unis et treize autres pays qui est adoptée par l'ONU. L'Erythrée aurait un gouvernement autonome et jouirait de tous les pouvoirs législatifs ou juridiques dans les affaires intérieures.

Le 15 septembre 1952, date à laquelle ce projet devait entrer en vigueur, les troupes de l'Empereur occupent militairement Asmara, la capitale. Au cours de cette même année, l'Erythrée est soumise par décret à appliquer la constitution éthiopienne. Mais la politique du pouvoir central n'a pas supprimé que les libertés publiques fondamentales en interdisant les partis politiques et le seul syndicat existant dans le pays, montrant ainsi, à qui voulait bien le voir, son ambition colonialiste, et en réprimant dans le sang les manifestations ouvrières de décembre 1952, elle a également détruit la liberté économique du pays, comme le prouve le fait que, sous la fédération, une soixantaine d'usines et d'entreprises furent fermées, provoquant un chômage massif et l'émigration de milliers d'ouvriers.

L'annexion

Haïlé Sélassié avait pourtant ratifié la constitution érythréenne. L'inconvénient, c'est que cette constitution se basait sur la démocratie parlementaire alors que l'empire éthiopien était sous le pouvoir absolu de la féodalité la plus vieille et la plus corrompue du monde et est construit sur l'oppression d'un grand nombre de minorités. Le décret en question intervint donc pour remédier aux choses ; il précise pour la première fois et d'une manière officielle « Incorporation fédérale et inclusion du territoire de l'Erythrée dans l'empire éthiopien ». Un autre décret étend à l'Erythrée la juridiction des cours éthiopiennes, rebaptisées cours fédérales.

Du reste, les arrestations se succèdent, des camps de détention sont créés. La délégation érythréenne qui va plaider sa cause à l'ONU est éconduite, puis emprisonnée à son retour.

En mai 1953, Addis Ababa reconnaît aux Etats Unis le droit de construire en Erythrée l'une des plus importantes bases dans le monde, Kagnew · base de transmission spatiale près d'Asmara où sont cantonnés 3500 hommes.

Jusqu'en 1962, où la fédération sera transformée par l'Ethiopie par décision unilatérale arbitraire en un état unifié, c'est-à-dire jusqu'à la consommation intégrale de l'annexion de l'Erythrée, une sérieuse lutte de classes se livre entre les forces nationalistes et les travailleurs d'une part, et les féodalistes éthiopiens de l'autre.

Après l'annexion, des milliers d'Ethiopiens sont envoyés en Erythrée. Les postes administratifs, des terres leur sont donnés. Les ressources économiques, minières ou agricoles, les industries de transformation sont organisées suivant les besoins de l'Ethiopie.

Cette situation nouvelle a créé les conditions politiques et psychologiques nécessaires au déclenchement de la lutte armée qui devint inévitable.

Lutte de libération

En 1961, le FLE, secrètement organisé, confie à Hamid Idriss Awate, l'un de ses chefs, le soin d'organiser la lutte armée dans les montagnes. Déclenchée par 13 hommes, la lutte de libération est aujourd'hui assumée par 10.000 hommes regroupés au sein du FLE.

Le combat politique et militaire du peuple érythréen s'étend et se renforce. La lutte armée, commencée à l'Ouest, s'est étendue depuis 1965 à toute l'Erythrée, s'organisant dans les provinces militaires auxquelles s'est ajoutée depuis 1967 une nouvelle province militaire à Asmara. L'ensemble est coordonné par un Conseil Politique Suprême organisé en directions politique et militaire.

Actuellement, plus de la moitié du pays est sous le contrôle du FLE.

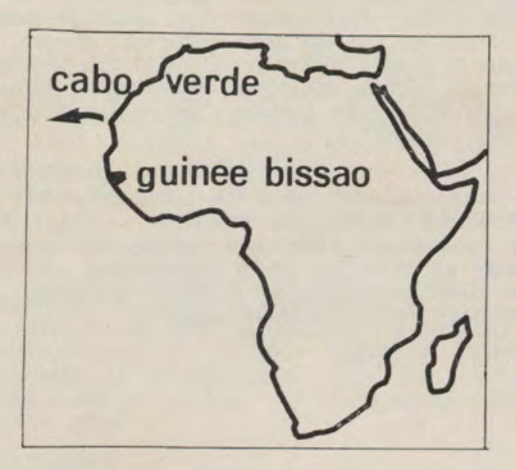
L'OUA qui, pendant longtemps, a ignoré le MPLA (Angola) hésite là aussi à poser le problème érythréen, pendant que l'Ethiopie, passant de l'annexion à l'agression, embauche des sionistes (il y en a 400 dans l'armée impériale), utilise

le napalm, brûle les villages et tente de regrouper la population dans des centres de contrôle.

Mais on ne peut pas ignorer impunément la base de Kagnew et la menace qu'elle fait peser sur cette partie du monde, ni le rôle des Ethiopiens, ni l'assistance militaire sioniste qui s'inscrivent l'un et l'autre dans un contexte impérialiste.

Cependant, comme le déclarait au journal Africasia un délégué du Front de Libération de l'Erythrée : « tous les patriotes africains devraient se sentir concernés. La libération de l'Erythrée serait déjà, par elle-même une perte grave pour l'impérialisme, étant donné sa position stratégique. Mais, ce qui est plus important encore, cette victoire a toutes les chances de déboucher sur la chute du régime éthiopien, avec lequel tomberait un pan entier du système de domination établi sur le continent ».

Ce que reconnait la revue américaine US News and World Report, en écrivant : « Les Etats-Unis considèrent l'Ethiopie comme une force nécessaire au maintien de la tranquillité, non seulement dans la région de la corne d'Afrique, mais aussi dans toute l'Afrique noire ».



guinée et cap vert

DONNEES GENERALES



Située entre le Sénégal et la Guinée (Conakry) et formée d'une partie continentale, d'un cordon d'îles côtières et de l'archipel des Bissagos, la Guinée dite « portugaise » a une superficie de 36.125 km2. Population : 800.000 h. Capitale : Bissao.

L'archipel du Cap Vert est situé en plein Océan Atlantique, en face du Cap Vert (Sénégal) d'où il tire son nom. Superficie : 4 032 km2. Population : 200.000 h. environ. Capitale : Praia.

Agriculture : riz, noix de coco, bananes, café et surtout arachides (destinées essentiellement au commerce de traite).

Industrie : quelques petites industries de transformation et alimentaires.

Enseignement : à titre indicatif, en 1961, 14 Guinéens seulement avaient pu achever au Portugal leurs études universitaires.

Santé : infrastructure sanitaire dérisoire. Nombreuses maladies. Mortalité élevée, surtout infantile. Famine (120.000 morts depuis le début du siècle au Cap Vert).

Emigration : travail forcé, famine ont poussé plus de 150.000 cap-verdiens à émigrer au cours des 75 dernières années.

Travail : il n'existe pas de code du travail. Salaire minimum pour les manœuvres africains par jour : 1/6 de dollar.

LA LUTTE DE LIBERATION

En 1956, Amilcar Cabral et cinq autres nationalistes de la Guinée et des îles du Cap Vert créent à Bissao le **Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert** (PAIGC).

1959 : massacre des dockers de Pijiguiti. La répression s'étend et dure.

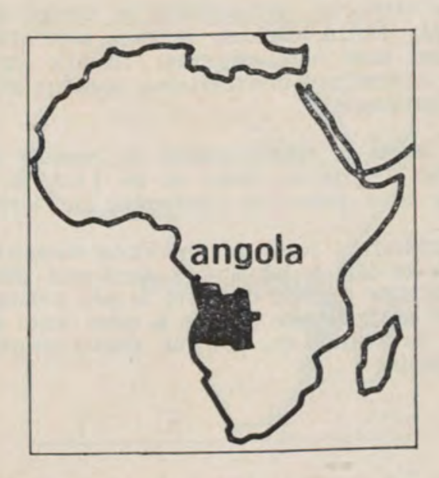
Janvier 1963 : déclenchement de la lutte armée en Guinée.

Aujourd'hui, plus des 2/3 du territoire guinéen est libéré et 50 % de la population y vit. Dans le reste du pays, l'administration militaire portugaise se voit son champ d'action diminuer. Elle ne contrôle plus que les villes. Dans les régions libérées s'édifie un véritable Etat en développement. Le peuple a pris le pouvoir, s'est organisé, et, à travers le Parti, exerce effectivement le pouvoir qui se consolide. Ce sont les unités du Parti qui administrent les populations et les territoires, assurent les responsabilités touchant à l'éducation, à la santé et défendent la sécurité et la liberté conquises par le peuple.

En jetant les bases du mouvement de libération nationale, le PAIGC rétablit d'emblée l'identité historique de deux peuples africains, pour les engager dans la voie de la reconquête de leur personnalité. Mais c'est avec le déclenchement de la lutte armée que s'accélère le processus de formation des nations guinéenne et capverdienne. La lutte armée se fait révolution et sa portée atteint les peuples combattants des trois continents.

---

* Les éléments de cette fiche ont été tirés de la brochure « Guinée et Cap Vert » éditée par la CONCP (18, rue Dirah, Hydra, Alger). Juin 1970.



angola

DONNEES GENERALES

Superficie : 1.247.700 km2. Population : 5.100.000 h. Capitale : Luanda (400.000 h.).

Angolais : 4.750.000, dont 10 % résident en ville.

Européens : 350.000 (dont 70.000 militaires et 20.000 des forces de police et de sécurité).

SANTE

Espérance de vie : 30 ans.

0,67 médecin pour 10.000 habitants en 1961 (statistiques de l'ONU), 4.645 lits d'hôpital en 1965.

Les médecins et les centres médicaux sont essentiellement concentrés dans les villes peuplées en majorité par les étrangers.

ENSEIGNEMENT

99 % d'analphabètes

Les chiffres officiels indiquent que le nombre d'élèves a atteint en 1966 le nombre de 225.000. Il faut souligner que :

— cet enseignement profite d'abord aux portugais
— presque tous les étudiants sont portugais.

AGRICULTURE

Dans le secteur traditionnel : 1.850.000 de petits paysans en état de paupérisation croissante. Dans le secteur colonial et autres, 61.000 salariés européens et 449.000 angolais, soit un européen pour 7 angolais.

57 % des salariés angolais sont des travailleurs forcés (salaire mensuel moyen : 50 DH environ). Ils constituent 80 % du total des salariés du secteur primaire.

Principales ressources agricoles : café (monoculture typiquement coloniale), sisal, coton, tabac, riz, manioc, canne à sucre, etc...

INDUSTRIE

Elle occupe 5,8 % de la population et constitue 34 % des exportations globales.

L'industrie extractive en est la principale : diamants, fer, pétrole. La compagnie des diamants de l'Angola, DIAMANG, contrôlée par le monopole géant sud-africain De Beers, compte sur la participation d'autres groupes, notamment américain et belge. Les vastes territoires qu'elle contrôle apparaissent comme un état dans l'état. Elle possède, comme d'ailleurs toutes les compagnies minières, son propre corps de mercenaires.

Principaux intérêts économiques étrangers, en dehors de ceux déjà cités : allemands, anglais, français, italiens et japonais.

Le commerce de l'Angola s'effectue presque exclusivement avec une poignée de pays impérialistes. Le café est dirigé vers les Etats-Unis et les Pays-Bas. Les diamants vers le Portugal d'où ils sont réexportés vers l'Angleterre. Les minerais de fer, vers l'Allemagne Fédérale et le Japon.

Ainsi, le Portugal n'est souvent qu'un intermédiaire dans l'exploitation des ressources angolaises.

LUTTE DE LIBERATION NATIONALE

Elle plonge ses racines dans une longue tradition de résistance (qui a duré quatre siècles) à la pénétration étrangère.

Le mouvement nationaliste se structure dès la fin du 19e siècle.

1929 : création de la Ligue Nationale Africaine.

1953 : formation des premiers partis clandestins.

1956 : création du MPLA qui regroupe en 1958 d'autres partis nationaux.

1957-60 : vague de répression :

— Massacres (Icolo-e-Bengo)

— Exécutions de nationalistes (à Labinda et Luanda)

— Emprisonnements (notamment Agostinho Neto, président du MPLA, en 1960).

A l'action de la PIDE (police fasciste) s'allie celle des troupes portugaises : ratissages, incendies des maisons, tortures.

4 février 1961 : déclenchement de la lutte armée. Nouveaux massacres (8.000 angolais sont tués à Luanda et à Baixa de Cassange).

1963 : machination de l'impérialisme américain.

Tandis que la lutte armée se développe, un nouvel ennemi surgit : l'UPA, parti de Roberto Holden, agent de l'impérialisme américain qui proclame la constitution d'un « gouvernement provisoire angolais en exil ». Soutenu par des gouvernements africains (notamment le Congo K), reconnu par l'OUA, Holden et son parti fantoche ont réussi tant bien que mal, jusqu'à une date récente, à tromper une certaine opinion africaine et internationale.

1967 : après le renforcement du maquis de Cabinda, des fronts du Nord et de l'Est, le MPLA étend la lutte armée à l'ensemble du territoire.

Aujourd'hui, la lutte de libération nationale, dirigée par le MPLA, est entrée dans une phase irréversible. Les régions de lutte armée s'élargissent, le peuple enthousiaste adhère à cette lutte et participe à la réalité du pouvoir révolutionnaire et démocratique.



mozambique

Situé sur la côte orientale du continent africain, le Mozambique est limité au Nord par la Tanzanie, à l'Est par le Canal du Mozambique, à l'Ouest par le Malawi, la Zambie, la Rhodésie du Sud, la République d'Afrique du Sud (Province du Transvaal) et le Swasiland.

SUPERFICIE :

778.000 km2 (8 fois supérieure à celle du Portugal, 4 fois plus étendue que les territoires réunis du Portugal, de la Belgique, de la Hollande et de la Suisse) .

VILLES PRINCIPALES :

Lourenço Marquès, Beira.

POPULATION :

Bien que les statistiques officielles ne méritent qu'une confiance relative étant donné la mauvaise foi des autorités coloniales portugaises, le dernier recensement évaluait la population à 6.592.984 habitants dont 97 % sont africains, le reste étant composé d'émigrés blancs, jaunes, indiens, métis et noirs « assimilés ». Le taux de mortalité infantile dépasse 40 %.

PRINCIPALES RESSOURCES ECONOMIQUES :

Le Mozambique est un pays dont l'économie est surtout agricole à base d'oléagineux (qui constituent le principal produit d'exportation du Mozambique), de coprah (on trouve dans le Bas-Zambèze les plus grandes plantations de cocotiers du monde), d'anacardier, d'arachide, de « mafurra » dont on tire du savon d'excellente qualité, de coton, de riz, de tabac, thé, etc... et de bovins.

RESSOURCES MINIERES :

Coluba-tantalite, beryllium, charbon, microlite, bismutite, bauxite, or, mica, pétrole, argent, cuivre, etc...

INDUSTRIE :

Sur le plan industriel, on ne peut pas parler d'une véritable économie industrielle au Mozambique. Notons cependant que les principales industries du Mozambique sont : les textiles, le ciment, le fibro-ciment, électricité, construction civile, petites industries, extraction minière et pêche. Ces industries ne sont véritablement développées dans aucun secteur. L'industrie textile est aux mains des capitalistes portugais qui contrôlent toutes les usines du Mozambique.

ENSEIGNEMENT :

L'instruction donnée aux indigènes est confiée aux missions catholiques en application d'un accord signé avec le Saint-Siège le 7 mai 1940 ; elle est essentiellement primaire. On a dénombré en 1963 trois cent onze écoles primaires, soit une école pour plus de 6.000 enfants scolarisés. En ce qui concerne l'enseignement secondaire, il est pratiquement interdit aux africains. Le gouvernement portugais a créé de toutes pièces une barrière pour le mozambicain en instituant l'enseignement dit rudimentaire et l'enseignement dit d'adaptation qui doivent mener graduellement l'africain de la vie « sauvage » à la vie « civilisée ». Le Mozambique ne compte en tout et pour tout que 3 lycées et 3 collèges privés.

LUTTE DE LIBERATION NATIONALE :

A vrai dire la lutte contre l'occupant remonte à plusieurs siècles. Mais ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale que des groupes clandestins commencèrent à organiser des grèves de travailleurs dans les ports et les plantations, ainsi que des soulèvements populaires.

1948 : un soulèvement se produit à Lourenço Marquès et aboutit à l'emprisonnement et à la déportation vers San Thomé de plusieurs centaines d'africains. En 1956, une grève de dockers dans la même ville se solda par la mort de 49 travailleurs. Le 16 juin 1960, soulèvement de Mueda qui se solda par le massacre de cinq cents africains et l'arrestation de plusieurs autres dont Kibiriti Diwani. En août 1963, les dockers de Lourenço Marquès menèrent une nouvelle grève qui se solda par des dizaines de victimes et plusieurs arrestations. Ces actions, œuvre de patriotes clandestins, ont contribué au développement du mou-

vement nationaliste mozambicain. Date de déclenchement de la lutte armée : le 25 septembre 1964. Aujourd'hui, sous la conduite du FRELIMO (*) (organisation à l'échelle nationale fondée le 25 juin 1962 à Dar-Es-Salam) le peuple mozambicain mène une lutte acharnée contre les colonialistes portugais. Le FRELIMO, qui contrôle actuellement 25 % du territoire mozambicain, a été présidé par le regretté Dr Eduardo Mondlane jusqu'en février 1969, date de son assassinat. Eduardo Mondlane est considéré comme le fondateur du nationalisme moderne au Mozambique.

Le FRELIMO est actuellement présidé par Samora Machel, organisateur de talent, qui se montra rapidement l'homme de valeur qui dirige l'effort de la guerre.

---

* FRELIMO (Front de Libération du Mozambique).

les iles de sao tomé et principe

L'archipel de Sao Tomé et Principe fait partie d'un ensemble volcanique qui, prolongeant le continent, culmine aux Monts Cameroun. Il est situé dans le Golfe de Guinée. La superficie de l'ensemble est de 996 Km2.

POPULATION :

70.000 habitants. Elle est composée de :

1. Affranchis : descendants des anciens esclaves libérés ;
2. Angolares : descendants des Angolais venus sans doute de quelques régions du littoral, au XVIème siècle ;
3. Tongas : fils des esclaves nés dans les plantations ;
4. Travailleurs esclaves en provenance de l'Angola, du Mozambique et du Cap-Vert.

Il y a environ 1.152 Portugais et 4.300 métis.

ECONOMIE :

1. Production : cacao, café, oléagineux.
2. Agriculture : les grandes plantations représentent le noyau central de la vie agraire de l'île liée à l'exploitation de cultures rentables. Elles occupent 93 % de la surface cultivable.

Douze compagnies agricoles exploitent l'agriculture à Sao Tomé et Principe ayant leur siège à Lisbonne. Les petites propriétés des autochtones sont cantonnées au nord-est de l'île. Elles occupent à peine 7 % de la superficie cultivable et abritent 52 % de la population autochtone.

3. Industrie : Dans le champ d'action des entreprises agricoles, elles se destinent à préparer les produits pour l'exportation (cacao, café et oléagineux). Les autres petites industries existantes se situent, pratiquement, au niveau artisanal et se destinent à satisfaire la consommation du marché local.

SANTE :

Assistance médicale à Principe : il y a un hôpital régional, un dispensaire, un médecin et six infirmiers.

Assistance médicale à Sao Tomé : un hôpital central, installé dans un vieil établissement qui ne possède pas le minimum de conditions indispensables pour des soins efficaces. Le service de psychiatrie rappelle les anciennes prisons, et la léproserie est une espèce de sanatorium où les malades, patiemment, attendent la mort.

EDUCATION ET INSTRUCTION :

Enseignement primaire : 26 écoles ; élèves inscrits : 4.540.

Enseignement secondaire : 1 lycée ; élèves inscrits : 350.

HISTORIQUE :

L'arrivée des Portugais dans l'île de Sao Tomé date de 1470. Quinze ans plus tard, Joao de Paiva, à qui le monarque portugais avait fait don de l'île, part avec le premier noyau de colons, munis de privilèges qui comprennent celui de « pouvoir faire du commerce, **sur la terre ferme**, sur les cinq rives qui sont au-delà de la forteresse de Sao Jorge da Mina ». Grâce à sa situation privilégiée « **au milieu de l'Atlantique**, aussi libre que possible du voisinage difficile de la côte », une base ou port de passage pour le commerce des esclaves se constitue.

Le premier cycle économique de l'archipel sera dominé par le commerce des esclaves et la culture de la canne à sucre, introduite en 1501. La culture de la canne à sucre baisse dans la seconde moitié du XVIIème siècle. En 1601, commence l'exode des planteurs vers le Brésil. Le développement de la culture de la canne à sucre dans cette partie du continent américain, les invasions des corsaires étrangers et le climat social créé par les révoltes successives des esclaves, conduisent l'économie de l'île à la décadence.

L'agriculture connait une longue période de stagnation ; elle se limite aux cultures vivrières (maïs, manioc, légumes et fruits). Le commerce vit de l'esclavage et l'archipel fonctionne comme port de ravitaillement des navires qui se dirigent vers l'Amérique et l'Inde.

Au début de XIXème siècle, nous trouvons l'île avec une population réduite dans laquelle l'élément prépondérant est fourni par les descendants des Portugais.

La renaissance économique de l'île va être provoquée à partir de 1800 par l'introduction du café et du cacao en 1822. Un nouveau cycle commence, phase aiguë de la lutte pour la possession de la terre et l'acquisition de grands profits.

LA RESISTANCE NATIONALE :

La résistance populaire à la présence portugaise date du temps de l'esclavage. Soumis aux durs travaux dans les plantations de canne à sucre, privés de toute liberté, les esclaves n'ont pas accepté le rôle passif que la colonisation leur imposait.

En 1530 surgit le premier soulèvement dirigé par Yon Gato, vieux et aveugle. Mais le plus connu est celui qui a été dirigé par l'esclave noir Amador. Profitant des conflits qui existaient entre l'évêque et le gouverneur, Amador déclenche une révolte, libère les deux-tiers de l'île, s'en proclame le roi et la maintient sous son contrôle pendant près d'un an. L'émancipation des esclaves n'est qu'éphémère : mais leur défaite, qui les force à se réfugier dans la forêt, ne donne pas aux Portugais le droit à la tranquillité, ni ne marque la chute de l'enthousiasme pour l'action libératrice. Réunis en « quilombos » ils se lancent fréquemment dans de nouvelles tentatives. Ce n'est que plus tard, au bout de trois cents ans, qu'ils sont vaincus.

C'est à partir de 1947 que se révèle une prise de conscience politique. Les problèmes locaux commencent à être situés dans leur véritable contexte.

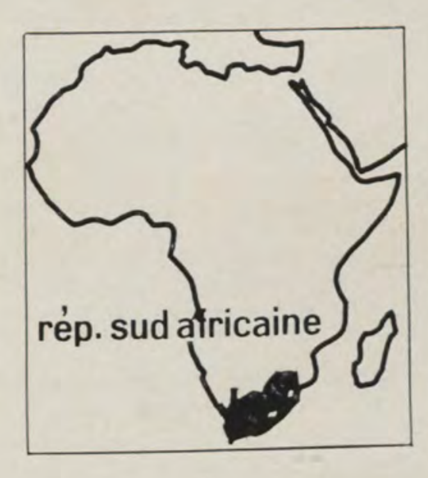
Le contexte historique et géographique de cette période a permis un long mûrissement.

Le gouverneur réagit avec violence. Il crée un état d'exception, complètement arbitraire, pour attaquer les éléments les plus connus parmi **l'élite** du pays.

Le massacre de **Batepa** perpétré le 3 février 1953 et qui a fait plus de 1.000 victimes, a fourni les éléments d'une première prise de conscience collective et a établi la nécessité d'une action coordonnée entre les autochtones de l'archipel et les travailleurs esclaves.

Dans le contexte actuel de la lutte armée qui se déroule sur les trois fronts d'Angola, de Guinée et du Mozambique, ces îles n'ont pas échappé à la vigilance répressive du colonialisme portugais. Non seulement l'effectif des forces armées installées sur le territoire s'accroît, mais encore la PIDE a jeté en prison un grand nombre de nationalistes.

C'est pour traduire les aspirations du peuple de cet archipel à déterminer librement son destin que s'est constitué en **septembre 1960** le **Comité de libération de Sao Tomé et Principe** (CLSTP).



république sud-africaine

SITUATION

Située à la pointe sud de l'Afrique, la République Sud-Africaine est à un des carrefours de la navigation maritime mondiale.

Tous les pays qui la jouxtent sont sous la coupe, plus ou moins, de l'impérialisme : la Namibie (« Sud-Ouest Africain »), le Botswana, indépendant depuis 1966 (notons que cet Etat est en passe de changer d'orientation), le Zimbabwé (« Rhodésie du Sud ») et le Mozambique.

POPULATION ET ECONOMIE - APARTHEID ET MONOPOLES

Sur une superficie de 1.223.400 km2, vivent plus de 17.374.000 personnes. Mais ce chiffre ne se trouve probablement pas dans les statistiques officielles de la République. Les 19,4 % de « blancs », 3 % d' « asiatiques », 68,2 % de « bantous » et 9,4 % de « coloured » (métis) sont comptés séparément. Autre observation brute, 80 % des « blancs », 78 % des indiens et 69 % des métis, résident dans les villes (la capitale est Prétoria), mais seulement 27 % des africains.

Ces faits sont liés au très tristement célèbre apartheid. Donnons-en les manifestations les plus criantes : non seulement les catégories d'emplois réservées aux blancs sont définies par une loi, mais encore la politique de la « main-d'œuvre civilisée » donne une définition de l'emploi qui en exclut les travailleurs africains.

Les lois sur l'affluence des noirs les parquen dans des réserves où ils ne peuvent cultiver la terre et réglementent leur accès dans les ville (le fameux « pass » (laissez-passer) qui « permet » aux africains de se déplacer de leur lieu précis de résidence à n'importe quel autre lieu comporte plus de 100 pages de renseignement sur les activités quotidiennes de son détenteur).

Des lois interdisent les mariages mixtes et fon un délit pénal des relations sexuelles inter-raciales.

Seuls les blancs sont éligibles au Parlement. Des listes électorales séparées font que les Africains ne sont représentés au Sénat que par 4 personnes... blanches.

Les magasins ont une entrée pour les blancs et une pour les noirs ; les bureaux de poste ont des guichets séparés, les noirs doivent y attendre que tous les blancs soient servis.

Entrées des immeubles, ascenseurs, salles d'attente et toilettes des gares, barre des témoins au tribunaux, hôpitaux ne peuvent être communs. Les médecins africains ne doivent soigner que des africains. Des autobus, des tramways, des wagons de train, des prisons sont réservés aux africains, mais le personnel en est blanc.

Les agents de police noirs n'ont aucune autorité sur les délinquants blancs. Les plages sont séparées par des barrières. Les bibliothèques « publiques » sont interdites aux noirs.

Pour ce qui est de l'enseignement, seuls 4 % de bantous dépassent le niveau de l'école primaire. Ils ne reçoivent que 3 heures de cours par jour, certaines disciplines telles la philosophie, la psychologie, sont exclues de leurs programmes (au nom de la sauvegarde des traditions africaines).

Résumons la situation par ce tableau :

	Blancs	Africains
Population (en %)	19 %	68.2 %
Terres occupées (en %)	87 %	13 %
Ouvriers syndiqués	340.000	0
Personnes condamnées en application de la loi sur les laissez-passer	0	384.000
Mortalité infantile pour 1.000 naissances	27 p. mille	200 p. m.
Population urbaine en % de chaque groupe	80 %	27 %

Population rurale, en milliers	20 %	73 %
Revenu par tête, par an en $ (1959)	1.819	109
Salaire annuel moyen d'un mineur en $ (1962)	3.587	216
Age des personnes sujettes à l'impôt	21-60 ans	18-65 ans
Part du revenu soustraite à l'impôt en $	840	0
Crédit de l'éducation nationale par an en 1962 en $	182	18

POURQUOI L'APARTHEID ?

Avec une production intérieure brute de 7.680 millions $ (1961), la République Sud-Africaine est le pays le plus riche de l'Afrique (P.I.B. du Maroc en 1961, 1.800 millions $). Elle en est le seul grand producteur d'acier avec plus de 3.000.000 de tonnes par an.

Cette richesse repose sur des ressources en minerais stratégiques très importantes. Enumérons : l'or (665.000 tonnes environ par an), le diamant, **l'uranium, le cuivre,** l'étain, le chrome, le manganèse, l'antimoine, le sel gemme, le vanadium, etc. Insistons particulièrement sur ses réserves en fer de bonne qualité et en houille.

L'Afrique du Sud est ainsi un des principaux pourvoyeurs de matériel de guerre des impérialistes. Et, déjà, elle ne se borne pas à lui fournir des produits de base, mais elle fabrique, avec l'aide de la France, ses avions à réaction, ses sous-marins ; on parle même de bombe atomique.

Mais elle est aussi une source et une réserve de ravitaillement en produits agricoles. Elle exporte en particulier, une grande partie de son maïs, de son blé, de son sucre, de ses fruits et de son vin Elle a un élevage très important, destiné surtout à la production de laine. Les africains dépossédés de leurs terres travaillent sur les fermes des colons (en montrant leur « pass » à l'entrée).

Toutes ces ressources sont entre les mains de quelques sociétés américaines, anglaises et européennes (groupes De Beers, Oppenheimer, Hochschild, Gillet) qui se contrôlent mutuellement et s'entraident, et qui ont des intérêts partout en Afrique, en particulier en Rhodésie, au Congo, en Angola, au Mozambique, etc... Ces groupes sont intimement liés à des banques telles que la Banque Morgan, la Chase Manhattan Bank, la First National City Bank of New York.

Un exemple illustre la liberté que s'octroient les capitalistes en Afrique et partout dans le monde, c'est celui du diamant, produit en Afrique du Sud, taillé en Israël et utilisé aux Etats-Unis, sans sortir du circuit des groupes cités.

L'Afrique du Sud occupe donc une place stratégique dans l'économie des impérialistes.

Dès 1652, les Hollandais installaient une colonie au Cap. Ils furent remplacés en 1806 par les Anglais. C'est alors que ces colons hollandais, les Boers, montèrent vers le Nord et l'Est (c'est le « Grand Trek »), bientôt suivis par les Anglais avec qui ils entrèrent en guerre. Guerre dont firent en définitive les frais les Africains spoliés de leurs terres et massacrés par les deux camps.

Mais la stratégie impérialiste a aussi et surtout instauré en Afrique du Sud une base militaire qui couvre l'exploitation coloniale ou néo-coloniale des pays voisins : Namibie, Zimbabwe, Botswana, Mozambique, Zambie, Malawi, Angola, jusqu'au Congo Kinshasa.

Elle accorde en particulier une aide importante au Portugal. De plus, son soutien au sionisme va jusqu'à l'acceptation que les citoyens sud-africains de religion juive bénéficient de la double nationalité, sud-africaine et israélienne. Et ce rôle de tremplin est renforcé dans toute l'Afrique par le fait que les clients des trusts capitalistes sont obligés de se ravitailler auprès des succursales en Afrique du Sud de ces trusts.

Tout en dénonçant fallacieusement le martyre du peuple d'Afrique du Sud, les Etats européens ne font rien pour rompre leurs relations avec le pouvoir raciste de Vorster ; on l'a encore vu tout récemment lors de la demande qui leur a été faite par les pays africains à l'ONU de cesser l'envoi d'armes et le commerce entre l'Europe et l'Afrique du Sud. Et les Etats africains, du fait de leurs accords commerciaux avec la CEE, assurent le transit de ce matériel de guerre par des ports francs et par Dakar, Mombasa et le Congo Kinshasa.

LA LUTTE DU PEUPLE D'AFRIQUE DU SUD

35 % des africains résident autour des fermes des colons où ils travaillent, 38 % dans les réserves, ils travaillent dans les mines et sont fouillés à la sortie des chantiers d'or et de diamants, 27% dans des quartiers spéciaux autour des villes. Leurs déplacements sont étroitement contrôlés par la pratique du laissez-passer. Ils sont maintenus dans l'analphabétisme. Et pourtant, leur lutte, engagée depuis 1912 même, a de plus en plus de force et de plus en plus d'échos dans le monde.

1912 : fondation de l'African National Congress, ayant comme doctrine la non-violence et comme arme la pétition.


.S9.FZ.
980
000
000

1950, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960 : manifestations et grèves à caractère économique et politique (contre le laissez-passer en particulier).

Depuis 1960 : résistance du peuple Pondo contre la création de réserves.

Depuis 1962 : lutte contre la création artificielle de l'Etat Bantou du Transkei, autre réserve à plus grande échelle.

Actuellement, depuis 1967, le combat est mené dans le cadre d'une alliance avec la résistance pour la libération du Zimbabwé.



zimbabwé

Superficie : 389.400 km2

Population : 4.410.000 Africains, 237.000 Blancs

Après l'instauration du régime fasciste de Ian Smith, l'immigration des blancs a été intensifiée dans le but d'affaiblir la résistance africaine.

Un enfant sur 5.500 scolarisés arrive à la fin du secondaire.

ECONOMIE

On a déjà montré que les capitalistes considèrent tout le sud de l'Afrique comme un bloc et que les mêmes groupes contrôlent l'économie de cette partie du monde, de l'Océan au Congo et même plus au nord.

Le Zimbabwé produit en particulier du fer, de la houille, de l'or, du nickel, du cuivre, du chrome. Il fournit la moitié de la production de tabac de toute l'Afrique. Les colons disposent par tête de 18 fois plus de terre que les africains ; et ces terres sont gardées en réserve pour encourager une nouvelle colonisation.

Après la désintégration de la Fédération de Rhodésie-Nyassaland, qui était destinée à consolider la domination européenne, c'est tout naturellement vers l'Afrique du Sud que s'est tourné le régime raciste des colons. Mais leur « Déclaration Unilatérale d'Indépendance » n'a rien changé à la nature de l'exploitation par les monopoles.

Le peuple du Zimbabwé n'a pas attendu ce renforcement des caractères racistes du pouvoir colonial pour entreprendre la lutte de libération nationale.

Dès 1955-56 s'est formé le Congrès National Africain du Zimbabwé.

Réprimé et interdit, il a été remplacé en 1960 par le Parti Démocratique National.

Moins de deux ans après et pour les mêmes raisons, lui a succédé l'Union Populaire Africaine du Zimbabwé (ZAPU), illégale depuis septembre 1962.

Le combat commun de la ZAPU et du CNA d'Afrique du Sud a pris la forme d'une lutte armée basée pour le moment au Zimbabwé, vu l'isolement géographique de la République Sud-Africaine.



namibie

Située entre l'Angola et la République Sud-Africaine, la Namibie (connue dans la terminologie coloniale sous le nom de Sud-Oues Africain) a une superficie de 824.292 km2 et une population de 1 million d'habitants environ. Sa capitale est Windhœk.

La Namibie tire son nom du désert de Namib, véritable bouclier naturel le long de presque toute la côte atlantique et qui a longtemps soustrait le pays aux convoitises étrangères.

La Namibie fut en effet un des derniers pays africains à être colonisé.

C'est au cours de la décennie de 1870 que les allemands et les portugais entreprirent l'occupation du pays. A la Conférence de Berlin (1884-85) au cours de laquelle les puissances impérialistes se partagèrent l'Afrique, la Namibie échut à l'Allemagne qui livra une véritable guerre d'extermination aux populations autochtones. Mais la résistance populaire ne cessa momentanément qu'en 1907.

Au cours de la première guerre mondiale, les troupes de l'Afrique du Sud conquirent la Namibie, après avoir brisé un deuxième soulèvement populaire armé. La Société des Nations confia alors à la République Sud-Africaine le mandat d'administrer provisoirement le territoire.

Depuis la seconde guerre mondiale, l'Afrique du Sud a refusé de placer le pays sous la tutelle de l'O.N.U.

L'assemblée générale de l'O.N.U. a déclaré l'Afrique du Sud déchue de son mandat et a nommé en 1967 un comité chargé d'administrer le territoire. Le gouvernement sud-africain a refusé de se soumettre à cette décision.

La Namibie est totalement intégrée économiquement parlant, à l'Afrique du Sud.

L'épine dorsale de l'économie namibienne est constituée par ses ressources minérales, en particulier par la production des diamants. Mais on trouve dans le pays d'autres minerais comme le cuivre, le plomb, le zinc, le manganèse, etc... La Namibie est à ce titre la plus grande source de métaux de base du monde.

Toutes les industries minières comme le reste des industries (pêche, élevage de moutons caraculs) sont dominées par les monopoles étrangers, notamment américains (Consolidated Diamond Mines, American Climax), mais aussi anglais, belges, allemands, japonais, etc...

Le pillage de ces ressources minières se fait à un tel rythme que, d'après les estimations de l'O.N.U., la Namibie se verra dépourvue de cuivre et de diamants dans les 20 années à venir.

Pendant ce temps, les africains n'ont pas la moindre participation aux vastes ressources de leur pays. Ils sont recrutés pour travailler dans les mines sur la base d'un contrat de travail, véritable système de travail forcé esclavagiste. Partis politiques et syndicats sont d'ailleurs interdits.

Par ailleurs, 48 % des terres appartiennent à des fermiers européens.

LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE

Le mouvement national se structure depuis 1957 pour aboutir, en 1960, à la formation de l'Organisation du peule du Sud-Ouest Africain (SWAPO).

En 1962, commence, sous la direction du Parti, la préparation militaire du peuple en même temps que son instruction politique.

Le 26 août 1966, la lutte armée éclate, entraînant, comme partout ailleurs, une sauvage répression.

L'armée de libération de Namibie (bras armé de la SWAPO) a amplifié de façon ininterrompue les zones d'opération qui couvrent aujourd'hui quatre régions du pays.

Cette lutte se fait de plus en plus en corrélation avec celle des autres peuples de Zimbabwe, d'Azanie et des colonies portugaises contre le même ennemi colonialiste et impérialiste.

---

* Les éléments de cette fiche ont été tirés d'un travail présenté par la délégation du SWAPO à la Conférence internationale de soutien aux peuples des colonies portugaises et du Sud de l'Afrique.



document

israël : mission impérialiste en afrique

L'Africa Research Group (ARG), auteur de cette étude, est une organisation qui se consacre aux recherches économiques sur le continent africain. De nombreux travaux de ce groupe ont été publiés aux Etats-Unis et ailleurs.

Ce document, dont nous reproduisons ici l'essentiel (et qui a été publié en décembre 1969 dans une grande revue du Tiers-Monde) trouve naturellement sa place dans ce numéro consacré à la lutte anti-colonialiste et anti-impérialiste en Afrique.

A travers la révélation du rôle qu'Israël joue dans le cadre de la stratégie impérialiste en Afrique, c'est la complémentarité indissoluble de la révolution arabe et de la révolution africaine qui se trouve encore une fois soulignée et renforcée.

Les services qu'Israël rend à l'impérialisme ne se limitent pas au Moyen-Orient. Pendant plus de dix ans, Israël a joué en Afrique un rôle relativement invisible, mais stratégiquement important, au service de l'Empire du « Monde Libre », organisé par les Etats-Unis.

L'impérialisme américain utilise les institutions israéliennes diplomatiques, militaires et de «développement» pour l'impulsion de ses propres objectifs de lier l'Afrique de la post-indépendance à l'Occident et de miner les mouvements révolutionnaires qui menacent l'hégémonie occidentale. Les buts politiques et économiques mêmes d'Israël, à longue échéance, se sont aussi renforcés grâce aux programmes « d'aide extérieure », dans au moins quinze pays africains.

En termes globaux, l'aide d'Israël à l'Afrique est insignifiante du point de vue des statistiques : son aide technique ne constitue que 0,05 % de l'aide extérieure reçue en Afrique au sud du Sahara. Cette aide a été distribuée entre l'Ethiopie, la Tanzanie, le Nigeria, le Mali, la République Centrafricaine, le Congo (K), le Kenya, le Niger, le Ghana, l'Ouganda, le Sénégal et le Togo et en quantité moindre, à divers autres Etats. Pourtant, le caractère de ces programmes et leur **portée stratégi-**

que exigent une sérieuse attention de la part des forces politiques anti-impérialistes.

La pénétration initiale d'Israël en Afrique a commencé sur une petite échelle en 1957, quand son propre intérêt national l'a poussé à rechercher des alliés politiques dans le Tiers-Monde. Israël se sentait mécontent en 1956 parce que l'affaire de Suez l'avait par trop identifié aux intérêts de la Grande-Bretagne, de la France et des Etats-Unis. Les efforts des Arabes pour qualifier Israël « d'instrument de l'impérialisme » avaient redoublé et ils en avaient apporté des preuves suffisantes pour se sentir politiquement tranquilles. La force croissante des communautés musulmanes et l'apparition du mouvement de solidarité afro-asiatique, né à la Conférence de Bandoeng en 1955, menaçaient d'isoler Israël politiquement et économiquement. Israël essaya donc d'améliorer sa position internationale en recherchant des mécanismes susceptibles de miner l'alliance naissante entre les nationalismes asiatique, arabe et africain. Dès leur création, ces mécanismes ont reflété les besoins et les intérêts du néo-colonialisme, même lorsqu'ils prétendaient être complètement subordonnés aux aspirations africaines ou se voiler dans la rhétorique d'une mission idéaliste.

Il est prouvé que : 1) le gouvernement des Etats-Unis a aidé à établir les modèles du genre et du contenu des programmes israéliens d'aide à l'Afrique ; 2) les Etats-Unis et leurs alliés ont aidé à financer ces programmes à travers la demi-couverture du « tiers pays » ; 3) les programmes israéliens d'aide se sont concentrés dans des domaines stratégiquement importants, en particulier l'entraînement militaire spécialisé, avec applications directes à la « contre-insurrection » (autrement dit, contre-révolutionnaires) ; 4) ces programmes israéliens répondent aux intérêts d'un impérialisme israélien, à une **relativement** petite échelle, et s'intègrent très bien dans une stratégie impérialiste multinationale nord-américaine. Nous considérons que cette révélation fait partie d'un vaste ensemble des techniques au moyen desquelles les intérêts occidentaux essayent de préserver leur hégémonie politique et leur contrôle économique sur les peuples d'Afrique.

Portée du programme d'aide israélien

Le programme israélien d'aide à l'Afrique prend plusieurs formes essentielles : 1) des «experts» israéliens ayant une formation d'un haut niveau sont mis à la disposition des Etats africains et souvent placés dans des positions stratégiquement importantes ; 2) plusieurs catégories d'Africains, parmi lesquels des étudiants, des employés d'administration, des leaders syndicaux et des cadres militaires reçoivent une formation spécialisée en Israël même, cette formation est en général rapide et efficiente ; 3) les hommes d'affaires israéliens et le gouvernement ont établi des entreprises économiques communes avec les Etats africains ainsi que des entreprises privées.

Dans la première catégorie, la plus grande partie de l'aide spécialisée importante est de nature militaire et paramilitaire ; nous reviendrons en détail sur ce point. Les programmes d'aide non militaire utilisent le « système de la formation parallèle », c'est-à-dire que, tandis que les experts israëliens sont en service à l'étranger, les Africains reçoivent une aide spécialisée en Israël. Cette aide a été hautement diversifiée, elle touche à tous les domaines, depuis la formation avicole en Guinée jusqu'à l'établissement de loteries nationales au Dahomey ; de l'organisation du mouvement de jeunesse au Gabon à la pédiatrie en Haute Volta.

Les programmes agricoles d'Israël sont organisés selon des lignes militaires et sont mis en pratique soit directement par les militaires, soit par des organismes qui ont des liens avec eux. Avant de devenir ministre de la défense, Moshé Dayan s'est activement intéressé à la préparation des programmes agricoles d'Israël en Afrique. Cela reflète la militarisation de l'agriculture en Israël même. Etant donné que le système des kibboutz et de la plupart des fermes collectives israéliennes est étroitement lié à l'effort de défense nationale, ce programme agricole a été organisé en termes paramilitaires. C'est ce modèle d'organisation hautement politique qu'Israël « exporte » en Afrique.

Les efforts israéliens vont dans le sens de l'aide aux Etats néo-coloniaux pour la mobilisation de leurs populations pour le « développement ». Dans le domaine de la mobilisation de la jeunesse, Israël développe les **Gadna** (Bataillons de Jeunesse) et les **Nahal** (groupes de jeunes pionniers combattants) ; ces modèles ont été utilisés pour des programmes du même genre dans les Etats africains. Théoriquement, ces programmes ne sont pas politiques ; dans la pratique, ils tendent à créer des organismes politiquement puissants et militairement utiles. Laufer (1) explique ce qu'ils font :

« Les Gadna » (bataillons de jeunesse pour jeunes gens et jeunes filles de 14 à 18 ans) offrent des sports, des marches, des excursions, de l'artisanat, des dis-

---

(1) Leopold Laufer, **Israël and the Developing Countries : New Approaches to Co-operation,** Twentieth Century Fund, New York, 1968.

cussions en groupe et des activités culturelles, de même que du travail physique et un peu d'entraînement paramilitaire. Les Nahal, qui continuent le travail commencé par les Gadna, sont réservés aux jeunes gens et aux jeunes femmes d'âge militaire et comprennent une formation militaire régulière de parachutistes, suivie par l'établissement de communautés agricoles dans des endroits difficiles et dangereux ».

En 1966, les experts israéliens avaient déjà organisé ces programmes de « construction de la nation » dans treize pays africains : le Cameroun, la République Centrafricaine, le Tchad, le Dahomey, la Côte d'Ivoire, le Liberia, le Malawi, le Niger, le Sénégal, la Tanzanie, le Togo, l'Ouganda et la Zambie. D'autres assesseurs israéliens ont eu des activités similaires en Bolivie, en Equateur, à Costa Rica et à Singapour.

Dans ces pays ayant tous une économie primordialement agricole, les experts israéliens essayent fréquemment dimposer la ferme pseudo-socialiste **moshav**, comme une alternative des formes collectives plus radicales d'organisation.

« Les paysans africains indépendants qui travaillent leurs propres lopins de terre dans le contexte de la culture communale traditionnelle (affirme Peter Worsley) (2) trouvent que le **moshav** est un des modèles qui leur convient mieux que les formes plus strictement collectivistes du kolkhoze soviétique ou des fermes d'Etat cubaines ».

Ou du moins, telle était la théorie. Dans la pratique, cette organisation de **moshav** n'a pas radicalement contribué à un développement significatif, dans le secteur agricole.

(2) Peter Worsley, **The Third World** (Le Tiers-Monde).

La formation de spécialistes en Israël est offerte à différents niveaux. Des cours sont offerts par les ministères du gouvernement ainsi que par des organismes quasi-gouvernementaux comme par exemple l'organisme du travail Histadrout. Histadrout, syndicat nominalement « socialiste », mais pas anti-impérialiste, patronne son propre Institut Afro-Asiatique pour les Etudes du Travail et la Coopération, à Tel-Aviv, il est dirigé par Ellahu Elath, qui a été le premier ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis. Trente à cinquante « dirigeants formés » en sortent diplômés tous les trois ou quatre mois. Le fait que cet institut ait commencé à fonctionner avec une contribution de 60.000 dollars de l'AFL-CIO (Americain Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations) en 1960 est significatif ; entre 1960 et 1962, il a reçu plus de 300.000 dollars en bourses et contributions de l'AFL-CIO et des syndicats nationaux et internationaux qui y sont affiliés, comme le Trade Union Congress (TUC) britannique. Les révélations de journalistes de renom des Etats-Unis ont fait savoir, depuis lors, que les programmes internationaux de l'AFL-CIO font virtuellement partie de la stratégie ouvrière de la CIA. Les syndicats africains sont des instruments hautement politiques et la formation qui est donnée en Israël essaye de les dépolitiser. Elle met en avant une orientation « coopérative », plus qu'une orientation révolutionnaire de la classe laborieuse.

Arnold Zack, agent de l'ICFTU (International Confederation of Free Trade Unions), formé à Harvard, admet que « l'accent est mis sur la coopération avec d'autres secteurs de la société ; on consacre comparativement peu de temps à constituer des syndicats en tant que force puissante dans le pays » (3).

La plupart des programmes de formation israéliens sont de courte durée et très intensifs. Plus de 9.000 « élèves » du Tiers-Monde sont passés par des séminaires, des conférences et des cours de formation israéliens. Seuls quelques centaines d'étudiants ont passé plus d'un an dans le pays. La majorité de ces cours sont prévus pour un personnel d'un niveau moyen et s'attachent, selon Laufer, à « transmettre des idées et des attitudes nouvelles ».

« Les Israéliens ont appris, dit-il, que les personnes qui viennent recevoir une formation en Israël pour de brèves périodes, avec des cours intensifs et hautement concentrés, emportent généralement une image plus favorable du pays que ceux qui y restent plus longtemps... Comme le contact avec Israël est sélectif, les stagiaires ne connaissent que les aspects les plus séduisants de la vie et de la société israéliennes ».

Ces cours ont accru la renommée politique d'Israël sur le continent africain en même temps qu'ils ont joué un rôle idéologique important et un rôle de formation en faveur de l'impérialisme.

L'intérêt d'Israël pour l'Afrique a aussi pour origine des considérations économiques. En tant que source géographiquement commode de matières et de marché pour les produits israéliens, l'Afrique exerce une attraction naturelle sur les hommes d'affaires. Le commerce d'Israël avec les nations africaines est actif et augmente en volume. Le volume des exportations israéliennes vers l'Afrique s'est élevé à 11.6 millions de dollars en 1963 ; en 1965 il était de 21.5 millions de dol-

(3) Arnold Zack, **Labor Training in Developing Countries (Formation syndicale dans les pays en voie de développement)**, Praeger, 1967. (Une analyse de l'expérience du travail impérialiste).

lars. Laufer déclare : « Le fait que les plus grandes augmentations se soient produites dans les exportations vers ces pays africains (par exemple l'Ethiopie, le Ghana, le Kenya, le Nigeria et l'Ouganda) qui ont également un programme de coopération technique avec Israël, est plus qu'un hasard ». En tant que source de matières premières, l'Afrique est aussi vitale ; l'échelle des importations israéliennes d'Afrique est encore plus significative que celle de ses exportations et elle augmente. Samuel Decalo, un autre expert nord-américain, fait une remarque intéressante à propos de la nature de ces rapports économiques :

« .. les importations africaines d'une série de produits israéliens (par exemple, meubles, ciment, huile de soja distillée), bien que faibles en chiffres absolus, atteignent plus de 50 % du total des exportations israéliennes de ces articles. Il y a un certain nombre d'autres articles (par exemple tubes isolants, produits pharmaceutiques, tapis), dont l'Afrique acquiert plus de 25 % des exportations israéliennes, avec des achats d'autres produits en quantité plus faible... L'Afrique est aussi un des principaux fournisseurs d'Israël pour un certain nombre de produits tropicaux » (4).

La majorité des observateurs estiment qu'Israël a une bonne occasion **d'accroître** l'étendue et la portée de ses rapports économiques.

Les modes d'investissement économique d'Israël tendent à être délibérément prévus pour réduire au minimum la suspicion de la part des Africains. Au milieu de 1963, quarante-deux compagnies avaient été établies et basées sur des sociétés à capitaux israéliens et à capitaux publics africains. **The Economist** explique :

« Au lieu d'exiger un contrôle ou des concessions pour de longues périodes, les Israéliens posent invariablement comme condition à leur participation que leur investissement dans les actions **doit** être minoritaire. Les contrats sont limités à cinq ans, au bout desquels les actionnaires majoritaires locaux ont une option pour le rachat des parts israéliennes... Les compagnies financées en commun par des organismes publics israéliens et africains ont fonctionné au Ghana, au Liberia, au Nigeria, en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire, au Dahomey, au Niger, en Haute Volta, au Sénégal, au Tanganyika et dans encore deux ou trois autres Etats » (5).

La politique d'Israël dans ce domaine est motivée par un raisonnement économique astucieux. Laufer explique :
« ... les entreprises communes ont permis aux compagnies israéliennes de pénétrer de nouveaux marchés avec un investissement de capital relativement faible et sous la protection bienveillante des gouvernements des pays en voie de développement. Etant donné que dans beaucoup de ces pays les marchés intérieurs sont étroitement contrôlés par des entreprises étrangères ou appartenant à des ressortissants du pays basés à l'étranger qui y sont installés depuis longtemps, il aurait pu être difficile aux firmes israéliennes de s'y établir sans les consortiums ».

Les genres de projets mis en marche par cette méthode de pénétration israélienne ont aussi tendu à aider les gouvernements néo-coloniaux avec des projets dont les bénéfices sont douteux et ne profitent pas en priorité à leurs populations dépourvues. Par exemple, des compagnies dans lesquelles la firme israélienne quasi-publique, Solel Boneh, a figuré en tant qu'associée, ont construit : un aéroport international à Accra, des hôtels de luxe au Nigeria Oriental, des bâtiments universitaires, 800 miles de routes au Nigeria Occidental, les élégants bâtiments du Parlement en Sierra Leone et au Nigeria Oriental, et des installations militaires en Côte d'Ivoire.

L'intérêt économique d'Israël en Afrique a été à longue échéance. Sa participation économique limitée est en partie en fonction de l'étroit contrôle au moyen duquel les puissances métropolitaines et les Etats-Unis essayent de monopoliser le commerce et de retenir la préférence. Mais quelle qu'en soit la cause, cette apparence d'esprit conservateur a permis à Israël une très grande possibilité de manœuvre politique.

Israël et la contre-révolution internationale — Aide militaire

Israël fournit une formation dans le domaine de l'espionnage militaire et policier, raffinée et hautement spécialisée. D'innombrables programmes fournissent secrètement aux Etats africains le genre de connaissances militaires et policières dont ils ont besoin pour créer une force de police intérieure destinée à protéger les gouvernements néo-colonialistes mis en avant et « développés » par l'impérialisme nord-américain, d'un éventuel renversement de la part de leurs propres populations.

Le tableau suivant est une ébauche d'analyse pays par pays.

---

(4) Samuel Decalo, « Israel and Africa : A selected Bibliography » (Israël et l'Afrique : une bibliographie choisie ») **Journal of Modern African Studies**, 5 mars 1967.

(5) **The Economist**, 24 août 1963, cité dans l'œuvre de Basil Davidson, Où va l'Afrique ?, 1965.

PROGRAMMES ISRAELIENS D'AIDE MILITAIRE ET PARAMILITAIRE A L'AFRIQUE AU SUD DU SAHARA 1960-1966

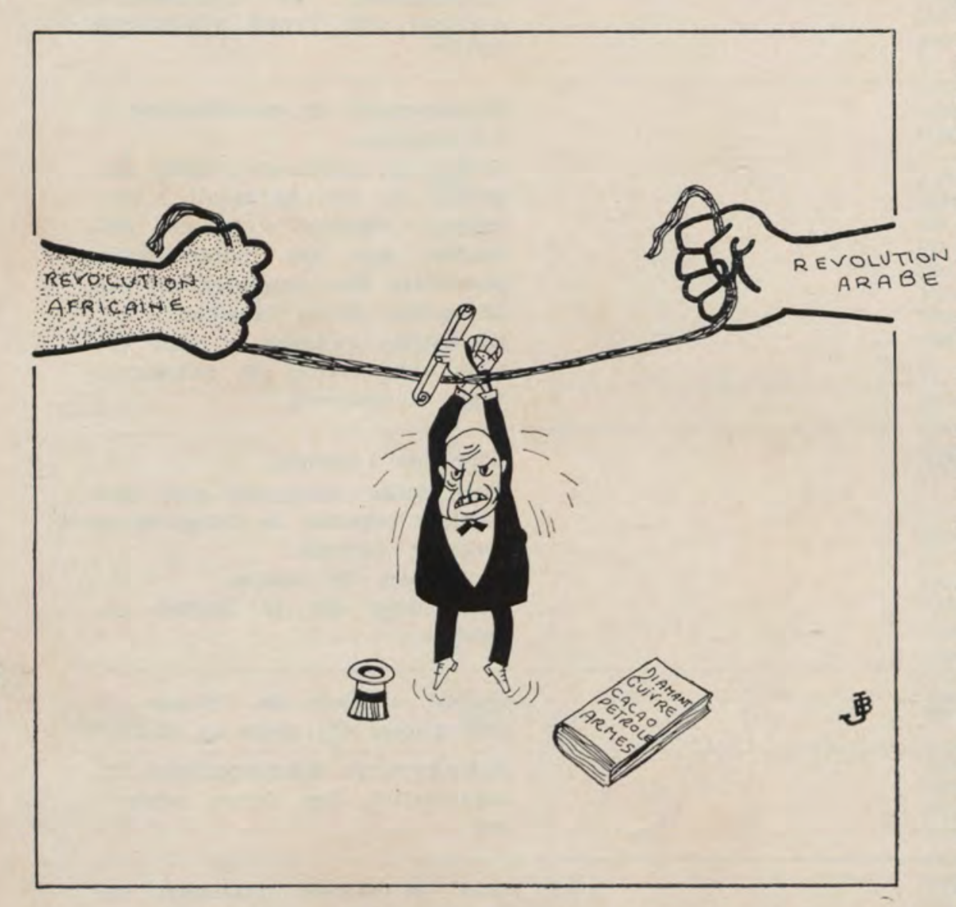
Pays	Année	Contenu du programme
Cameroun	1966 (janvier)	Des officiers de l'armée israélienne installent le système Nahal-Gadna
République Centrafricaine	1960	Cinquante bourses individuelles
	1962	Quatorze officiers de l'armée organisent le mouvement national de Jeunes Pionniers. Personnel dirigeant entraîné en Israël. Ferme d'entraînement avec un contrat de deux ans.
Tchad	1964	Entraînement d'étudiants. Envoi de personnel pour conseiller le Mouvement de la Jeunesse.
	1967	Deux conseillers israéliens tués pendant une opération de contre-insurrection de l'armée du Tchad contre le Front de Libération Nationale du Tchad.
Congo (K)	1963	Deux cent quarante-trois parachutistes congolais envoyés en Israël pour recevoir un entraînement ; parmi eux, le général Joseph Mobutu, actuel président du Congo.
	1964 (octobre)	Cent nouveaux soldats congolais reçoivent un entraînement de parachutisme. Des conseillers israéliens vont au Congo pour donner de l'instruction de parachutisme.
	1968 (mars)	Des Israéliens entraînent le premier bataillon para-commando considéré comme la « meilleure unité ». Entraînement de trente nouveaux parachutistes.

	1968	Trente-cinq Congolais sont envoyés pour recevoir un entraînement dans l'administration publique basé sur le modèle du Gadna.
Dahomey	1962	Des Israéliens « conseillent » la première compagnie de pionniers de l'armée.
	1966	Sept instructeurs militaires organisent un programme de Service National conçu sur une base de recrutement. Deux conseillers assistent le Mouvement des Jeunes Pionniers (avec soutien de l'USAID). Ils administrent le Mouvement des Jeunes Pionniers.
Ethiopie	1960-1966	Des Israéliens dirigent un programme de contre-insurrection contre le Front de Libération Erythréen et les Shiftas du Kenya. Des Israéliens remplacent les Forces Spéciales nord-américaines qui ont été « retirées » après un coup d'Etat avorté car on a considéré que les officiers érythréens entraînés par les Etats-Unis qui avaient pris part à l'affaire ne pouvaient constituer une menace de plus pour le régime. Coopération substantielle entre les opérations militaires d'Ethiopie et d'Israël. Entraînement en vue d'opérations de forces spéciales, d'intelligence et de contre-insurrection. Israël maintient une mission militaire importante qui forme 500 hommes tous les six mois. « Israël a aussi participé avec des militaires nord-américains et éthiopiens à l'établissement de bases à Jebel Hamid. »
Ghana		Israël a formé et organisé la force aérienne du Ghana ainsi que son école d'aviation (ce qui a irrité les Anglais, qui voulaient maintenir leur contrôle total). Les intérêts commerciaux des Britanniques ont obligé Israël à se retirer. Israël fournit de l'aide aux unités de l'armée et de la marine.

Côte d'Ivoire	1961	Israël établit des programmes Gadna et Nahal avec aide de la part de l'USAID. Il réorganise le service civique et joue maintenant un rôle principal (provoquant ainsi la consternation de la part des Français).
	1963	Etablissement d'une école de l'armée pour « l'action civique ». La Côte d'Ivoire essaye de se servir de l'armée pour le « service national » avec aide israélienne. Israël fournit des mitraillettes Uzzi 7.66 mm de fabrication israélienne à la garde présidentielle.
Kenya	1963	Programme insignifiant. Cinq cadets des forces aériennes et trente soldats entraînés « non-officiellement » jusqu'en 1963.
Malawi		Israël entraîne du personnel pour la médecine. Quatre instructeurs aident à établir le Mouvement de Jeunes Pionniers du Malawi, organisation paramilitaire ayant de 500 à 700 membres.
Nigeria	1967	Entraînement fourni à l'armée et à la police. Israël donne des mortiers de 11 mm fabriqués en Israël sous brevet finlandais. Israël est accusé d'avoir fourni des armes au Biafra, sous prétexte notamment d'une identification du Biafra avec Israël ; l'ambassadeur israélien au Nigeria rejette l'accusation en janvier 1969.
Sierra Leone	1966	Israël aide à établir l'académie militaire. Soixante-cinq de ses officiers restent pour deux ans de plus.
Tanzanie	1963	Soixante cadets entraînés pendant un stage de 193 jours. Israël aide à organiser les Corps de Service National sur le modèle israélien. Le programme se heurte à des difficultés quand 117 membres accusés de déloyauté sont détenus ou renvoyés. Il n'est pas fait état d'une participation israélienne.

	1964	Entraînement de vingt-quatre hommes pour l'unité d'infanterie navale.
	1966	Entraînement de parachutisme à 120 policiers. Unité pour maintenir l'ordre, empêcher les vols de bétail ; certaines « théories » laissent entendre que les parachutistes pourraient être employés, en cas de besoin, contre Zanzibar. On estime qu'Israël a aussi été mêlé aux services de renseignements tanzaniens.
Togo	1961	Début de l'activité. Une équipe composée par sept hommes organise le Corps de la Jeunesse Agricole. Techniques du Gadna. Expériences sur le modèle du **moshav.**
Ouganda	1963	Quinze officiers de l'armée et cinq pilotes entraînés en Israël.
	1964	Entraînement supplémentaire et organisation des forces aériennes.
	1966	Israël se charge totalement de l'entraînement militaire, fournit des avions et peut avoir agi en tant qu'intermédiaire pour l'aide française à l'Ouganda.

L'aide pratique que l'entraînement militaire israélien fournit aux objectifs de l'impérialisme américain est particulièrement bien illustrée par la situation au Congo, un des pays les plus riches et ayant une situation des plus stratégiques en Afrique. Le rôle des Etats-Unis au Congo, depuis l'indépendance, est notoire : d'après les rapports d'hommes comme Conor Cruse O'Brien, les Etats-Unis ont joué un rôle décisif dans la structure du gouvernement du Congo, après avoir manœuvré l'intervention de l'ONU qui a aidé à renverser le gouvernement de Lumumba et à imposer un gouvernement servile. La CIA était profondément mêlée à la montée du général Mobutu au pouvoir. Sur l'instance des intérêts de la grande bourgeoisie et des financiers nord-américains, les Etats-Unis ont maintenu un rôle actif au Congo, en particulier lorsque les rébellions et les mouvements guérilleros ont commencé à menacer l'hégémonie américaine. Au cours du développement des techniques efficaces de contre-insurrection, l'armée nord-américaine a or-





donné une étude : « Witchcraft, Sorcery, Magic and Other Psychological Phenomena and Their Implications on Military and Paramilitary Operations in the Congo » (« Fétichisme, sorcellerie, magie et autres phénomènes psychologiques et leurs implications dans les opérations militaires et paramilitaires au Congo »), 1964, qui a été élaborée par les universitaires du Counterinsurgency Analysis Center financé par l'armée, à l'American University. Les conclusions de ce rapport ont directement trait au rôle qu'Israël est arrivé à jouer : « A la lumière de l'expérience belge, ainsi que de celle de Tshombé au Katanga (disait-il) il semble qu'un point de vue plus souple du problème militaire pourrait se trouver dans la conception des troupes d'élite : troupes ayant été entraînées et soigneusement formées à la discipline et bien commandées ». Ce conseil militaire a été accepté : en vue de diminuer le rôle nord-américain, déjà trop **visible**, trop étendu et politiquement embarrassant, on a fait appel aux Israéliens, qui ont assumé la tâche de former l'escadron de paracommandos, troupe d'élite du Congo.

Le résultat définitif en ce qui concerne ces programmes israéliens n'est pas leurs dimensions, mais leur concentration stratégique dans l'édification de sections d'élite, dans les institutions militaires, de plus en plus importantes. Le fait que ces institutions se trouvent aussi dans des pays où il y a une grande pénétration nord-américaine (par exemple l'Ethiopie et le Congo-K) n'est pas une coïncidence.

Ces programmes permettent aux Israéliens et aux Etats-Unis, à travers les Israéliens, d'exercer des influences intimes sur le développement intérieur de ces pays respectifs « La concession d'aide — militaire ou autre — est aussi une invitation ouverte pour celui qui l'accorde, à établir solidement ses intérêts nationaux dans le pays qui la reçoit, ce qui peut aller jusqu'à inclure l'incitation à la révolte et à la rébellion, bien que de manière couverte », admet Silverburg (6).

Etant donné que sa participation est motivée aussi bien par les intérêts **internationaux** de l'impérialisme yankee que par ses propres intérêts **nationaux**, Israël se donne beaucoup de mal pour travailler en étroite collaboration avec le pays amphytrion afin d'éviter tout « malentendu ». En même temps, les programmes israéliens sont rattachés à une opération de renseignements de la CIA et de l'Occident bien plus vaste.

Etant donné la nature même de l'aide dans le domaine du renseignement que les agents israéliens apportent aux Tanzaniens, aux Ethiopiens et aux Congolais, Israël est profondément mêlé au

---

(6) S. Silverburg, **Israeli Military and Paramilitary Assistance to Sub-Saharan Africa : A Harbinger for the Role of the Military in Developing States,** thèse de doctorat, Americain University, 1968.

monde de l'intrigue et de la manœuvre politique sous le manteau.

Les faits concrets sur le rôle en dessous d'Israël sont beaucoup plus difficiles encore à rassembler que l'information au sujet des programmes militaires. Il y a des preuves de ce qu'Israël a secrètement soutenu un grand nombre de mouvements de libération qui sont également soutenus par les Etats-Unis. On dit que les Israéliens aident en secret les forces discréditées de Roberto Holden en Angola. Au niveau diplomatique, les renseignements obtenus par les Israéliens sont fréquemment partagés avec les ambassades locales des Etats-Unis. Dans un récent entretien, un observateur a déclaré que cette pratique était de plus en plus courante, et il citait l'Ouganda comme un pays où l'ambassade israélienne sert les besoins d'information des autres ambassades occidentales et de leur personnel. Par contre, on sait que les renseignements nord-américains de contre-insur-
à la disposition des militaires is-
rection et anti-guérillas sont mis
raéliens en vue de les aider à détruire les organisations de libération de Palestine (7).

Les programmes militaires et paramilitaires couverts des Israéliens n'ont pas tous été couronnés de succès. Ils se heurtent à des problèmes profondément enracinés et à des contradictions qui détruisent toutes les tentatives occidentales de modeler les Etats africains appauvris selon leurs intérêts. Les stratégies pour moderniser les armées en tant qu'institutions pour l'intégration et le développement nationaux ont échoué lorsque les Africains, officiers de l'armée, ont préféré participer au pouvoir et aux privilèges dont jouissent maintenant

ont visité le Viet-Nam pour y faire des recherches sur la guerre contre-révolutionnaire nord-américaine sur le théâtre même des opérations. Bien plus, il « estime » que les formulaires « Ce que nous avons appris » que les soldats nord-américains remplissent après avoir une rencontre avec le F.N.L., « parviennent aux mains des fonctionnaires militaires israéliens ». Il est intéressant de voir que Silverburg pense que les militaires israéliens sont plus efficaces sous cet aspect que les Nord-Américains au Viet-Nam.

les élites néo-coloniales soutenues par l'Occident. Beaucoup de ces soldats n'ont pas de motivation idéologique pour poursuivre un changement politique et quand ils le peuvent, ils préfèrent assumer le pouvoir par des coups d'Etat, plutôt que de jouer le rôle plus « fonctionnel » que préfèrent leur octroyer les experts étrangers.

Par ailleurs, l'aide extérieure, qu'elle soit israélienne ou de toute autre provenance, ne peut pas échapper à la contradiction centrale des pays qui sont opprimés par un système impérialiste et ne peuvent pas se développer avec l'aide sélective de ces puissances oppressives. En fait, ces programmes ne font qu'augmenter la dépendance et la subordination. Jaloux de leurs intérêts à long terme, les Israéliens ont limité leur engagement en Afrique à certaines sphères qui essayent d'éviter d'être identifiées politiquement avec les puissances impérialistes.

Cette « invisibilité », cependant, est en train d'être lentement percée et, plus que pour toute autre raison, à cause des visées expansionnistes d'Israël au Moyen-Orient. De même que leur « Oncle » nord-américain, les Israéliens se sont vus obligés d'aller à la guerre contre-révolutionnaire ouvertement aussi bien à l'intérieur qu'à l'étranger. Les leçons de cette identification sont lentement perçues par le peuple africain.

L'Impérialisme finance les programmes d'Israël

Israël ne révèle pas l'étendue de ses programmes d'aide à l'Afrique ni qui paie la note. On sait que les fonds viennent directement du gouvernement d'Israël, de gouvernements associés en Afrique, d'organisations internationales et, dans une certaine mesure, de sources privées.

En 1966-1967, le département de coopération internationale d'Israël (Mashav) a avoué un budget de 10 millions de livres israéliennes (soit 3,33 millions de dollars). Ce chiffre, cependant, est trompeur. D'une part, les prix israéliens sont plus bas que les prix de projets nord-américains du même genre. En fait, l'ex-directeur du département de coopération internationale du Ministère des Affaires Etrangères, selon Laufer, « a dit à un groupe de visiteurs nord-américains qu'Israël recoit le double de sa valeur pour chaque dollar d'aide extérieure que ce que reçoivent les Etats-Unis ».

Presque la moitié du programme total d'Israël est financé par des sources non-israéliennes. Le gouvernement des Etats-Unis, à travers la technique du tiers pays, a contribué de façon importante à ces programmes. Les chiffres exacts de la contribution des Etats-Unis sont secrets. Le chercheur Silverburg, du CRESS, a dit que ce serait perdre son temps que d'essayer de vérifier les chiffres exacts. « Ces arrangements de tiers pays (a-t-il dit, au cours d'un entretien) sont généralement maniés avec beaucoup de discrétion. Même si on arrivait à avoir quelques chiffres à travers la presse, ceux-ci pourraient bien être erronés dans une proportion allant jusqu'à un million de dollars ». Le rapport de Laufer fait mention d'un cer-

---

(7) Selon Silverburg, les officiers israéliens, y compris Moshé Dayan,

tain apport de l'USAID en ce qui concerne les programmes de jeunesse d'Israël en République Centrafricaine, au Dahomey et à Costa Rica. Il mentionne aussi que « la France a aidé les programmes de jeunesse en Côte d'Ivoire ; et la Grande-Bretagne et l'Allemagne Occidentale, d'après ce que l'on dit ont apporté une aide aux projets dans d'autres pays d'Afrique ».

Le soutien occidental à Israël lui permet sans aucun doute de maintenir un programme actif de pénétration. Israël tire de l'étranger plus de revenus en contribution monétaire qu'en paiement de ses exportations. Sans ces crédits internationaux — et des contributions sollicitées à l'extérieur avec la coopération et la complicité des puissances occidentales — Israël ne pourrait pas survivre économiquement. Ses problèmes de balance des paiements ont toujours posé de véritables difficultés à l'économie. Sans le financement de sources non-israéliennes, ses programmes en Afrique seraient inconcevables. Laufer admet que : « La réussite d'Israël, qui obtient plus de la moitié de son effort financier de sources non-israéliennes, est sans doute quelque chose d'unique dans l'histoire compliquée des opérations d'aide technique de l'après-guerre. Cela montre comment un petit pays dépourvu de capitaux, mais ayant la volonté et les capacités objectives de le faire, peut créer un programme d'aide technique considérable avec peu d'investissement de capitaux et un effet insignifiant sur sa position dans la balance des paiements ».

Les revenus concernant ce programme ne proviennent pas tous **directement** des Etats-Unis ou de puissances impérialistes. Quelques-unes des dépenses sont supportées par les nations africaines bénéficiaires de l'aide. Cependant, ces nations, bien souvent, dépendent de l'aide occidentale ; de sorte que les Etats-Unis ou quelque autre allié qui finance un Etat africain permet à celui-ci de payer les frais d'un programme d'aide israélien, lequel reçoit à son tour, de la sorte, un soutien déguisé ou couvert à travers d'autres voies. Les Etats-Unis pourraient aussi libérer leurs ressources monétaires locales dans les Etats africains pour aider à financer les efforts de formation et d'aide israéliens.

Coordination nord-américaine-israélienne

Il y a beaucoup de niveaux auxquels les « experts africains » des Etats-Unis et d'Israël échangent leur opinions et coordonnent leurs programmes. Quelques-uns sont gouvernementaux, mais d'autres échanges, plus importants parfois, se font sur une base privée, non gouvernementale, à travers des réunions, des séminaires et des conférences. Une conférence d'une grande signification a eu lieu du 6 au 8 décembre 1963 à Arden House, ancienne et luxueuse propriété de Harriman, sur le Hudson, tout près de Bear Mountain, à New York, actuellement occupée par l'université de Columbia.

Patronnée par le Comité National du Travail d'Israël, une institution qui recueille des fonds pour l'Histadrout d'Israël, avec une base aux Etats-Unis, la réunion a groupé des stratèges de toute première importance, nord-américains et israéliens, pour discuter des points de vue pragmatiques en ce qui concerne l'aide extérieure, le rôle des coopératives et des quelques problèmes au sujet des rapports entre juifs et noirs. Le reste des participants est impressionnant et instructif. Les Etats-Unis étaient représentés par un certain nombre d'experts étroitement liés au gouvernement, en particulier à la CIA. Parmi eux se trouvaient Arnold Rivkin ; Benjamin Rivlin, un africaniste qui a été en service à l'OEA et au Département d'Etat ; Edmund Hutchison, qui a été un temps membre exécutif de la RCA et est devenu administrateur des programmes d'AID; John A. Davis, alors président de lAmerican Society of African Culture (AMSAC), financée par la CIA ; et le doyen des africanistes liés aux entreprises les plus « libérales », F. Taylor Ostrander, l'aide du président de l'American Metal Climax Corporation, la principale entreprise minière américaine en Afrique Centrale et Australe. Ostrander, qui a occupé une série de postes importants dans le gouvernement, est vice-président de la Tools for Freedom Foundation, programme soutenu par la CIA.

Israël était représenté par de hauts fonctionnaires de l'Histadrout et il y avait d'autres personnes présentes parmi lesquelles un fonctionnaire de l'ICFTU, de la Banque Mondiale et un des directeurs de la revue **Fortune**. Le secrétaire d'Etat adjoint, Harlan Cleveland, a envoyé son salut à cette réunion et des fragments des discussions ont été publiés sous ce titre révélateur :

Le Monde libre et les nouvelles nations.

Cette conception de la réunion et de son contenu, non seulement se mêle parfaitement bien à la stratégie américaine ébauchée publiquement par Arnold Rivkin, mais en outre, comme l'a clairement dit un porte-parole de l'Histadrout, dans plus d'un discours les Israéliens s'identifient à la mission du « Monde Libre », sous les auspices des Etats-Unis, en Afrique et essayent de l'aider. Il est hors de doute que d'autres conférences du même genre ont eu lieu par la suite.

Le modèle israélien : un précurseur ?

L'expérience israélienne a servi

de modèle pour des entreprises similaires de la part d'Etats clients des Etats-Unis et pourrait être le précurseur des nouvelles perspectives qui sont en train de se faire jour pour divulguer les nouvelles formes d'intervention impérialiste en Afrique, en Asie et en Amérique Latine.

Pour arrêter l'influence de la Chine en Afrique, les Etats-Unis utilisent un Etat qui est leur client, Taïwan, dans une opération du style de l'exemple israélien. L'aide et l'entraînement du tiers pays des Etats-Unis permet à Taïwan de maintenir un programme d'aide à l'Afrique qui a déjà investi environ 50 millions de dollars, en 1961. Le régime « nationaliste » chinois a été reconnu par vingt-et-un Etats africains et a promu des programmes d'aide agricole dans dix-neuf d'entre eux. Par contre, la Chine continentale n'a été reconnue que par quatorze pays africains et aide dix d'entre eux. Ce programme a eu une grande influence politique. En 1968, quinze pays seulement ont voté en faveur de l'admission de la Chine Populaire à l'ONU, alors que vingt d'entre eux ont voté contre Pékin.

Le modèle israélien intéresse les planificateurs de la politique américaine avant tout en tant qu'exemple d'une tentative de point de vue mutuel, multinational, vers l'aide. Les stratèges des Etats-Unis veulent prendre du recul par rapport aux plans bilatéraux parce qu'ils tendent à marquer politiquement les Etats-Unis comme interventionnistes.

Les stratèges globaux préféreraient contrôler le Tiers-Monde à travers des instruments régionaux (par exemple l'OTASE en Asie, l'OEA en Amérique Latine et l'OUA en Afrique). En dirigeant des organisations régionales plus vastes ou des programmes d'aide multilatéraux, les Etats-Unis peuvent conserver le contrôle effectif avec moins de risques politiques. Ils déguisent le rôle nord-américain sans en diminuer le pouvoir.

Ce qui se passe actuellement c'est que les Etats-Unis fignolent de tels programmes et développent de nouveaux organismes de coopération et une machinerie plus efficace pour la planification multigouvernementale.

Conclusion

Une critique du rôle d'Israël pendre seulement d'une position dans le monde ne peut pas dédans les inextricables problèmes historiques qui se débattent au Moyen-Orient. Comme le prouve notre examen du rôle et de la fonction d'Israël en Afrique, il y a une série considérable de preuves dignes de foi, bien que généralement d'accès difficile, qui signalent le rôle direct d'Israël dans les intérêts de l'Empire du monde libre dirigé par les Etats-Unis.

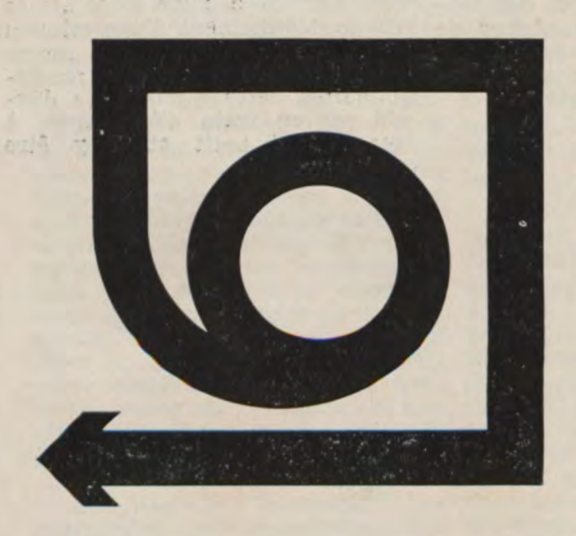
En 1902, le leader sioniste Theodore Herzl a écrit : « Maintenant que j'ai vécu pour voir la réhabilitation des juifs, je voudrais préparer la voie pour la réhabilitation des noirs... C'est pourquoi je travaille à ouvrir l'Afrique ». Mais la réhabilitation d'un peuple ne doit pas porter en soi la soumission à un autre. Au Moyen-Orient, les Palestiniens contestent le droit d'Israël d'occuper leurs terres et d'imposer son gouvernement au moyen d'une force armée sous le déguisement d'une mission idéaliste. En Afrique, du moins parmi les radicaux et les révolutionnaires, cette « mission » d'Israël est en train d'être mise à jour petit à petit et à y être combattue.

La lutte de libération nationale dans les colonies portugaises s'accompagne d'une « révolution culturelle » sans précédent dans l'histoire du combat des peuples contre le colonialisme. Si on excepte certains exemples similaires dans les pays du Sud-Est asiatique, on a rarement enregistré une telle renaissance de la culture des peuples opprimés dans le feu de l'action libératrice. Les dirigeants des mouvements de libération des pays sous domination portugaise ont su mettre à profit avec un bonheur sans égal les acquisitions ainsi que les erreurs des mouvements qui les ont précédés. Ils ont ainsi saisi le rôle libérateur et reconstructeur de la culture dans le processus révolutionnaire. L'épanouissement des potentialités créatrices du peuple est une des conditions essentielles de l'affirmation de sa lutte contre les forces d'oppression.

Parmi la riche moisson de textes écrits par les militants angolais, mozambicains, guinéens et capverdiens sur le rôle de la culture, de l'art et de la littérature dans la lutte armée, nous avons choisi cette analyse du « Rôle de la poésie dans la révolution mozambicaine » et ceci à titre indicatif.

Souffles a déjà eu l'occasion de publier dans le même ordre d'idée une analyse de Mario de Andrade, intitulée « Culture et lutte armée » (Souffles n° 9), ainsi que le texte de l'intervention commune des mouvements de libération des colonies portugaises au Festival Culturel d'Alger qui portait sur les réalisations culturelles de ces mouvements (Souffles n° 16/17).

A la fois témoignage sur la production poétique des militants mozambicains et essai théorique sur la signification nouvelle de l'acte poétique dans la lutte du peuple mozambicain, cette étude nous permet de saisir sur le vif le processus d'émergence d'une culture nouvelle, expression et fonction de la révolution en marche.



souffles littéraires

afrique un seul et même combat

rôle de la poésie dans la révolution mozambicaine

L'histoire de la poésie mozambicaine est l'histoire de la Révolution Mozambicaine. Elle suit le même processus, découlant des conséquences de l'oppression socio-économique par le colonialisme, parallèlement à la répression de la personnalité et de la culture mozambicaines. De ce fait, elle coule vers un même but, celui de la libération politique et culturelle.

La domination coloniale a été imposée par la destruction des formes traditionnelles de vie et de pensée et par l'introduction d'idées et de valeurs étrangères, étant donné que la marque essentielle de la colonisation d'un peuple est constituée par la démolition systématique de son

identité. Un tel processus mené conjointement par l'Etat et l'Eglise n'était pas confiné à la sphère culturelle ; l'héritage de l'art et de la culture africains a dépéri non seulement parce qu'il était humilié et bafoué, mais surtout parce qu'il était privé des structures économiques qui lui servaient de support dans la société tribale. Cependant, bien que beaucoup d'Africains fussent honteux de leur passé culturel au point de le nier, qu'ils fussent tellement déracinés qu'ils n'osaient plus s'en réclamer ouvertement, ce fondement culturel n'a jamais disparu complètement. Il a survécu à la mort des structures économiques tribales et est resté en léthargie, prêt à être utilisé pour des développements ultérieurs. En même temps, la culture étrangère était assimilée et radicalement transformée par les réalités africaines, même si le processus se développait au prix d'âpres conflits au niveau des individus.

I. de la fin du (XIX) siècle à la deuxième guerre mondiale

La situation dans une colonie comme le Mozambique où la répression a toujours été exercée avec une force uniforme, à quelques variations près, sur l'ensemble de la population africaine était telle que pas même une pseudo-poésie exprimant l'idéologie d'un groupe privilégié ne pouvait se manifester, un tel groupe n'existant pas. Même ceux pouvant en faire partie, **assimilados** et **mulâtres**, ne pouvaient exprimer dans leur poésie que ressentiment et rébellion contre la suprématie blanche et la bourgeoisie blanche qui ne les avait jamais acceptés réellement. Ainsi le poète ne disposait pas de la possibilité, accordée par certaines sociétés moins fascistes et totalitaires, d'exprimer par des euphémismes et métaphores une sorte d'opposition à l'ordre existant et la nostalgie d'un âge d'or (qui pouvait être pris comme point de départ pour le futur royaume de la liberté). Ceci explique le silence de l'art mozambicain pendant les premières décades du XXème siècle. Cependant, cela ne signifie pas que ce silence était total et qu'il n'était jamais rompu. Il y a eu certainement ici et là des expressions poétiques jamais enregistrées car confinées à l'humble sphère du quotidien : des chansons, contes, poèmes, exprimés oralement par les gens qui les créaient. Tout cela fait partie de l'héritage culturel secrété par le peuple à travers des siècles et qui peut être perdu s'il n'est pas reconnu par les classes dominantes et consacré par leur culture. Il en existe néanmoins une partie qui pourra être sauvée en pénétrant dans l'histoire par la voie de la Révolution.

De même que l'oppression au Mozambique s'est confrontée à des révoltes locales sporadiques, de même le silence de l'art a commencé à être brisé par des cris isolés de tristesse et de désespoir. Il n'est pas difficile de voir que les premières protestations dans la société et dans la poésie mozambicaine expriment le même désespoir, se manifestent toujours par une explosion brève et spontanée et sont destinées à mourir aussi rapidement qu'elles sont apparues. L'incertitude, l'incohérence et l'inconsistance sont présentes partout.

L'exemple le plus significatif peut être trouvé dans l'œuvre poétique de Rui de Noronha, dont la vie (1909 - 1943) couvre précisément la période considérée. L'aspect le plus évident dans ces poèmes est le conflit vécu par la population africaine confrontée au vieux et au nouveau monde. Son insistance morbide sur le thème de l'ambiguïté de Dieu reflète la contradiction entre la religion importée et les croyances traditionnelles, modèle d'un conflit plus général.

Où es-tu oh Dieu puissant
Que je ne peux pas comprendre.

(Suplica)

et les doutes qui accompagnent la nouvelle foi.

Si Dieu est juste et bon, pourquoi
Le mal, l'injustice ?

(Deus)

La poésie de Noronha, incapable de trouver un réel équilibre et très souvent une inspiration, est typique de la situation de l'homme mozambicain, recherchant sans cesse un nouveau monde, recherche sans espoir réel comme celle d'une utopie qu'on ne trouvera jamais :

...dans l'anxiété mortelle qui nous dévore...
espoir brisé, esprit tué
dans cette attente qui nous laisse sans repos
toute notre vie, jusqu'à la dernière
heure que nous enverra le ciel
dans le doute nous nous interrogeons, quand
ce moment divin, ce fol espoir
arrivera ou ne viendra-t-il jamais.

(Duvida)

Sa voix, emprisonnée dans les formes périmées de la poésie classique tel le sonnet, n'arrive pas à trouver les accents corrects pour exprimer les souffrances du peuple. Ce n'est que lorsqu'il essaye de décrire une situation désespérée que sa poésie devient plus convaincante :

La peine m'étreint en les voyant
sacs sur le dos, si fatigués !..
Parfois il est midi au soleil si chaud
et les fardeaux si lourds, ô Sainte Vierge !

Au seuil des monhés[1], *humblement,*
dès que le matin s'éveille à rire doucement,
habillés de sacs déchirés tristement
ils vont en guettant la charge si lourde...

Si vieux déjà, grand-pères peut-être,
dix fois, vingt fois, d'un bout à l'autre
en une seule journée ils parcourent la ville !

O noirs ! Qu'il est pénible de vivre
une vie entière sous le fardeau des autres
et la vieillesse du pain de la charité...
(Carregadores)

Ici la plainte ne se résoud pas encore en dénonciation et protestation, c'est toujours celle d'un homme impuissant et résigné, non conscient de la nature de sa souffrance. Et pourtant, dans ce contexte obscur, la poésie, fidèle à sa nature, suggère un rêve de liberté, de façon cependant aussi vague et timide que dans un songe :

La forêt a fait de toi un sinistre hermitage
Où seul, la nuit venue, le fauve rugit,
Les ans te jettent au visage d'étranges vitupères
Et toi, ô Afrique dormant, au temps étrangère..

Eveille-toi de ce sommeil trop lourd...
Entends la voix du progrès, cet autre Nazarin
Qui te tend la main et dis : Afrique surge et
[ambula
(Surge et Ambula)

II. de la deuxième guerre mondiale au début de la Révolution

« il faut retrouver les pistes de la spontanéité que les civilisations industrielles ont rendues sauvages. »

Au cours de cette période de l'Histoire du Mozambique des tentatives voient le jour en vue d'organiser le combat à l'échelle nationale aussi bien sur le plan légal que semi-légal. La formation de groupes culturels, religieux et quasi-politiques africains, le développement coopératif et syndical des éclats de violence comme les émeutes de 1948 ; Lourenco Marques, les grèves des dockers en 1956, tout cela indique que la première phase de la révolution mozambicaine est engagée. Une conscience politique nouvelle s'affirme malgré les difficultés, les interdictions, les massacres.

Les espoirs et les frustrations de la nouvelle génération trouvent leurs expressions dans les œuvres d'un groupe de jeunes poètes comme Noémia de Souza, José Craveirinha, Rui Nogar, N'gwenha Valente. Dans leurs vers, la poésie montre clairement qu'il n'y a pas de conciliation possible avec la puissance coloniale et elle montre en même temps l'impact révolutionnaire d'une telle attitude. Le rôle subversif de la poésie est d'abord implicite dans le fait que la poésie remplit sa mission, celle de déclarer, énoncer et décrire la situation où elle se trouve :

Rien qu'un tambour qui fait éclater l'amer
[silence de Mafalala un vieux tambour sai-
[gnant le tam tam de mon peuple
rien qu'un tambour perdu dans le noir de la
[nuit perdue.

O dieu antique des hommes
laisse-moi être tambour
et non fleuve
et non fleur
ni sagaie pour le moment
et ni même poésie.
(**Quero ser tambor**, par Craveirinha)

La poésie accepte la tâche de dévoiler la réalité cachée derrière les illusions trompeuses de la « civilisation blanche » :

Le matin bleu et or des tracts de propagande
a avalé le manparra[1]
saoûlé par le brouhaha incompréhensible
des blancs dans la station...
...et où as-tu laissé ton bagage de rêves.
[magaica[2]
tes valises pleines de faux éclats
de bribes de la civilisation fausse des
[compound[3] *du Rand.*
Et, lampe à la main,
Magaica étourdi,
part à la quête des illusions perdues
d'une jeunesse et santé définitivement
(enterrées

(1) Terme péjoratif appliqué aux commerçants asiatiques.

(1) **manparra** — expression locale du Sud pour désigner quelqu'un qui est stupide. 2. **magaiça** — mozambicain qui part travailler aux mines en Afrique du Sud. 3. **compound** — habitation misérable des travailleurs africains.

là dans les mines du Jone[4].

(**Magaiça**, par Noémia de Souza)

La description devient en conséquence dénonciation capable d'éveiller chez le peuple la conscience de l'oppression subie. La dénonciation devient tranchée et aïgue, même si elle se manifeste toujours par des formules poétiques : des images expriment la sensation des désastreuses conditions sociales du peuple mozambicain (voir poèmes comme **Mamano, Mamana Saquina, Msaho de Aniversario**, de Craveirinha). L'accusation contre l'exploitation n'est plus vague comme dans **Carregadores**, elle devient précise et violente dans **Grito Negro** :

Je suis charbon
et tu m'arraches brutalement au sol
et tu fais de moi ta mine, patron.

Je suis charbon
et tu m'allumes patron
pour que je sois éternellement ta force motrice,
[patron.
Mais je te dis éternellement non, patron.

Je suis charbon
et je dois flamber, oui certes.
Et tout brûler dans la force de ma combustion.

Je suis charbon
je dois flamber dans l'exploitation
flamber vivant comme le goudron, mon frère,
jusqu'à ce que je ne sois plus ta mine, patron.

Je suis charbon,
je dois flamber, tout brûler dans le feu de ma
[combustion.
Oui
Je serai ton charbon, patron !

(**Grito Negro**, de Craveirinha)

La détermination et la révolte ont pris la place de la résignation :

...mais dépose donc dans les mains de l'Afrique
[le pain que tu rejettes
et de la faim du Mozambique je te donnerai les
[restes
et tu verras comme du peu de mes banquets de
[restes
je te nourrirai
car pour moi
le pain que tu donnes Europe, n'est que ce que
[tu rejettes

(**Imprecaçao**, de Craveirinha)

La poésie est désormais capable d'exprimer des thèmes qui deviendront essentiels pour la Révolution. La poésie aspire à la liberté qui est pour elle ce que l'air est à l'oiseau. Elle est ainsi en mesure d'anticiper ce que la Révolution pourra approfondir : tel un prophète, la poésie voit dans la misère actuelle le ferment des richesses futures. La poésie redécouvre les gloires de l'histoire africaine, réinvente l'orgueil d'être africain et chante la force puisée dans la reconnaissance d'une personnalité mozambicaine.

La joie d'être capable d'exprimer à nouveau cet héritage — la richesse de la tradition africaine — « la gloire unique et profonde de te chanter, avec une émotion vraie et radicale », découle d'une nouvelle acceptation de cette tradition. Une lutte âpre a dû être engagée contre les résidus de la culture coloniale, lutte dont les traces sont encore visibles :

ô mon Afrique mystérieuse, naturelle
ma vierge violentée
ma mère !
comme fut long mon exil
étrangère égoïste et distante
dans ces rues de la ville pleines d'étrangers
ma mère pardonne-moi
je ne pouvais vivre ainsi
éternellement ainsi
ignorant la caresse fraternellement tiède
de ton clair de lune
mon commencement et ma fin
comme si n'existaient pas cinémas et cafés
l'anxiété de tes horizons étranges
à dévoiler
comme si dans tes landes humides de rosée
ne chantaient en sourdine leur liberté les
oiseaux si beaux dont les noms sont
autant de mystères
encore cachés

Je ne peux
je ne peux renier
le sang noir, le sang barbare
que tu m'as légué.

(4) Jone. Abréviation pour Johannesburg

(**Sangue Negro**, de Noémia de Souza)

Mais l'identité est finalement atteinte et proclamée :

Et s'élève notre voix consciente et barbare
sur les égoïsmes blancs de l'homme
sur l'indifférence meurtrière
notre voix perce le conformisme de la ville
et la révolutionnant
la balaye comme un cyclone de connaissances.

(**Nossa voz**, de Craveirinha)

Si tu veux me connaître
scrute de tes yeux attentifs
ce morceau d'ébène
qu'un frère makonde inconnu
aux mains inspirées
a taillé et travaillé
dans les terres lointaines, là au nord.

ah ! c'est bien moi
des orbites vides de la possession désespérée
[de la vie

bouches déchirées en blessures d'angoisse
ces mains énormes et aplaties
dressées implorantes et menaçantes
corps tatoués de blessures visibles, de blessures
[invisibles
par les coups de fouet de l'esclavage
torturée et magnifique
hautaine et mystique
Afrique des pieds à la tête
ah ! c'est bien moi

Si tu veux me comprendre
viens te pencher sur mon âme d'Afrique
dans le gémissement des nègres sur les quais
dans le batouque frénétique des muchopes
dans la révolte des machanganas
dans l'étrange mélancolie s'envolant
d'une chanson native dans la nuit

et ne me demande rien d'autre
si tu veux me connaître
car je ne suis qu'un cauris de chair
où la révolte de l'Afrique a fixé
son cri chargé d'espoir.

(**Se me quiseres conhecer**, de Noémia de Souza)

A l'aliénation du passé, la poésie oppose l'affirmation triomphante de la véritable identité du peuple africain. Aux valeurs « blanches » elle oppose les valeurs « noires » :

ô
mes beaux cheveux courts et crépus
mes beaux yeux noirs
grandes lunes de merveilles dans la plus belle
des plus inoubliables nuits du Zambèze
et mes mains noires merveilleuses racines
[cosmiques
nostalgiques des rites d'initiation
et ma bouche aux grosses lèvres
chargées de la belle, de l'impie virilité de
l'homme noir
ô mes dents de blancs ivoires
purs et brillants dans mon visage noir et fier
et,
et mon corps flexible comme l'éclair fatal
de l'arc du chasseur

(**Poema Manifesto**, de Craveirinha)

Cette identité réaffirmée comporte une nouvelle valeur inconnue dans le passé : la conscience d'être non seulement un Africain mais aussi un Mozambicain. Encore une fois, la poésie est capable d'entrevoir le futur, de concevoir une nation qui n'existe pas encore au sens matériel, mais qui s'affirme déjà dans l'esprit des nationalistes. La nation n'est pas encore là, mais les hommes qui vont l'édifier sont déjà nés : « Citoyen, d'une nation qui n'existe pas encore ».
(**Poema do futuro cidadão**, de Craveirinha)

La nouvelle nation est réelle. « Cette nation, la plus belle et la plus fertile du monde » et peut être définie : les noms de ses héros, de ses lieux peuvent être proclamés et répétés pour en souligner la réalité :

...et je dis Metengobalame et Macomia
c'est Metengobalame le mot brûlant que les
[noirs ont inventé
et je crie Inhamussua, Mutamba, Massangulo
et d'autres noms de mon pays
s'écoulent doux et fiers dans la mémoire filiale
et dans leur prononciation exacte, je découvre
[leur beauté.

(**Hino à Minha Terra**, de Craveirinha)

Ces poètes ont le mérite indéniable d'avoir dépassé la frustration et fait émerger les nouvelles valeurs du nouveau Mozambique. Cependant on peut remarquer dans leurs œuvres un noyau nostalgique qui se manifeste soit par certaines indulgences formelles, soit dans le culte de certains mythes (« la petite fille blanche » de Craveirinha), soit encore dans la tendance à chercher refuge dans l'oasis de l'amour. La raison en est que la poésie toute seule, sans une contrepartie sociale, est incapable de couper tous les liens avec le vieux monde. Ces poètes n'ont pas participé à la phase active de la Révolution. Aucun d'eux ne s'est donné entièrement à la lutte de libération. Pour cette raison, ils sont **antérieurs** à la Révolution, même s'ils en sont contemporains.

L'incapacité historique ou personnelle de réaliser les espoirs annoncés par la poésie enferme celle-ci dans une sphère abstraite, distante de la lutte avec laquelle elle était vouée à s'identifier. Dans ce contexte, la poésie demeure encore le moment exceptionnel réservé à quelques rares privilégiés qui, insensiblement, tombent dans une routine qui ne connait de la liberté que le nom. La poésie, née dans l'espoir de la Révolution, ne peut donc se réaliser pleinement, ne saurait progresser en dehors d'un engagement actif dans la Révolution.

du commencement de la lutte à nos jours

La poésie ne saurait trouver pour elle-même ce qui lui manquait en validité humaine et poétique. Seule la Révolution est en mesure et de lui fournir les éléments essentiels sans lesquels la poésie demeure impartielle et incomplète, et de transformer des potentialités en réalité politique. Seule la Révolution peut matérialiser les espoirs les plus osés de la poésie et aller même au-delà de tous ses rêves. Ainsi dans le cas du Mozambique, la réalité a déjà dépassé tout ce que la poésie a pu rêver. Plusieurs exemples sont là pour en témoigner. Un périodique à diffusion interne — 25 DE SETEMBRO — édité par les militants du FRELIMO, a publié quelques-uns des poèmes que nous avons déjà cités, comme EU SOU CARVAO, APELO, MAGAIÇA.... Si nous prenons comme exemple le premier poème, nous voyons que la valeur qu'il assume, dans le nouveau contexte, a complètement changé à l'égard du rôle qu'il a pu jouer dans le passé : c'est seulement à partir du moment où les combattants ont repris son contenu et se sont identifiés avec lui que sa signification est devenue totale. Les mots sont devenus vrais dans le sens littéral : l'africain est devenu le feu qui brûle son ancien maître. Il n'y a plus dissemblance métaphorique entre le feu de la poésie et le feu des grenades et mortiers. C'est ce que nous voulons dire en affirmant que seule la Révolution peut actualiser les espoirs de la poésie. La connaissance des poèmes du passé, des exercices académiques dans les Universités, devient ici exercice de la vie, un apport réel à la vie.

L'importance du témoin existentiel, la cohérence entre le poète et sa poésie est indéniable. Si l'astronomie de Galilée pouvait se passer du sacrifice de sa vie, comme témoignage de sa validité scientifique, la philosophie de Giordano Bruno aurait perdu toute sa valeur, sans l'épreuve de sa mort. La même chose se passe avec la poésie. Nous ne pouvons plus accepter un poème, sans le juger en fonction de la vie de son auteur. Un poème de révolte écrit par quelqu'un qui refuse de participer à la lutte actuelle, qui demeure un poète, un écrivain ou un intellectuel, au lieu d'être avant tout un militant, ne présente plus aucun intérêt pour nous. Parce que nous parlons d'un art fonctionnel, d'un art fonctionnel pour la vie, nous refusons un concept purement esthétique comme critère de jugement. Ainsi on ne peut plus séparer la vie de l'homme de son travail, ses mots de ses actes, car le sens liant l'un à l'autre ne peut être saisi que dans une réciproque connexion. Il n'y a plus de place pour la distorsion, certes due à des raisons historiques, de **l'art pour l'art** : désormais il n'y a de place que pour **l'art pour la vie** et en même temps il n'y a pas de vie sans art, comme nous le verrons par la suite.

Les premières étapes de la révolution sont pleines d'attaches avec le vieux monde, car non seulement il est impossible de tout éliminer d'un seul coup, mais surtout, parcequ'il faut récupérer tout ce qu'on peut utiliser dès qu'il peut être transformé et vu à la nouvelle lumière. Un nouveau langage n'a pas encore été inventé, mais l'ancien — et par lui les vieux concepts qu'il exprime — peut être chargé d'un nouveau sens, rajeuni par des **détournements** continus.

Le poème qui suit, par exemple, fait une utilisation nouvelle du langage liturgique ; le rythme est le même, mais la valeur est renouvelée, l'émotion originale qui a inspiré jadis les litanies religieuses, est restaurée :

ô Mozambique terre bien-aimée
ô Mozambique terre chérie
ô Mozambique terre convoitée
ô Mozambique terre meurtrie
jardin du monde
cœur de l'Afrique

par la convoitise des hommes
pour tes enfants
tu es devenue brasier
Mozambique
terre aimée
par ceux issus de ton sein
pour ceux qui vécurent, ceux qui vivent
et vivront
terre chérie
pour les plus avares de ce monde
terre convoitée
pour les plus pirates et les plus arrogants de ce
[monde
terre violée

(**Poema**, par Gustave O Milton)

Non
ne me cherchez pas où je ne suis point
je vis penché sur la terre
suivant le chemin inscrit par le fouet
dans mon dos dénudé.
Je vis dans les ports
ranimant les chaudières
faisant marcher les machines
sur le chemin des hommes
je vis
dans le corps de ma mère
vendant ma chair sur le marché
égaré dans les rues
d'une civilisation
qui m'écrase
avec haine
sans pitié
et si c'est ma voix qu'on entend
et si c'est moi qui chante encore
je vis
c'est parce que je ne veux pas mourir
mais seule la lune
écoute ma douleur
Ici en Amérique
oui
je suis aussi
dans la voix de Robeson et Hughes
de Césaire et de Guillen
Godido et Black Boy ressuscités

Ce qui avait perdu son sens, devenant des mots vides répétés par des vieilles femmes dans les églises noires, revient soudain à la vie dans une nouvelle clarté.

Il est parfois difficile à l'imagination **refoulée** de recommencer à nouveau, de trouver le ton juste à partir de la **dispersion** spirituelle déterminée par des siècles de répression. La voie peut alors être montrée par un camarade plus expérimenté, dont l'exemple peut conduire à nouvelle éclosion de créativité.

Nous le voyons dans ce poème de Bebé, qui puise son inspiration dans un poème de Marcelino dos Santos. Les deux poèmes débutent sur la même note, mais le deuxième affirmera vite sa propre individualité :

Non
ne me cherchez point
car je ne suis pas égaré
je vis ferme et décidé
suivant le chemin inscrit
par la liberté
entre les griffes des fauves oppresseurs.
je vis
dans mon peuple
jouant des pièces de bazoukas
au long de la route menant à la paix
je vis
dans le sein de la terre mère
utilisant toutes mes forces
confondu dans les masses
qui m'abritent sans réserve
avec haine à l'ennemi.
Et si ce sont mes coups de feu qu'on entend
et si c'est moi qui lutte encore
c'est parce que je ne reculerai
jamais, jamais, jamais
sans que mon peuple ne vint
Ici au Mozambique
oui
je le suis aussi
je le suis oui,
je le suis
bien vivant
dans la voix des héros du peuple
Gungunhana et Maguiguana

puisque je suis ici
portant en moi conscience et fermeté
des hommes
qui composèrent le poème
de la vie contre la mort
du crépuscule et de l'aube.
(*Marcelino Dos Santos*, 1953)

Le vieux monde qui applique le concept bourgeois de propriété même à l'art, aurait parlé de plagiat, vol littéraire et ainsi de suite. Pour nous ces mots n'ont pas de sens Le poème de Bebé est certainement un des meilleurs exemples de « détournement » dans la tradition de Lautréamont et montre bien comment un militant peut transformer un poème de **lamentations** en poème d'espoir.

La nouvelle poésie mozambicaine est absolument nouvelle dans ce sens qu'elle est liée, connectée, inséparable de la vie. Ce fait qui aurait été normal dans les sociétés pré-capitalistes et redeviendra normal dans l'avenir, assume en ce moment un poids particulier face à la culture occidentale qui, depuis un siècle, domine ou essaye de dominer le monde entier. Cette culture a perdu le sens de la liaison entre la vie et l'art, sauf dans des moments révolutionnaires uniques, grèves, etc. Nous n'allons pas discuter ici de la coupure introduite .lentement mais sûrement entre l'art, ou même d'une façon générale entre la culture et la vie ; pourtant, il nous faut esquisser la situation pour illustrer notre point de vue. La cassure n'est pas évidente seulement au niveau des abîmes qui séparent la soit-disant production artistique de la production en masse dans tous les domaines ; les films, les livres, la musique, les arts figuratifs : ce que le peuple lit, entend, voit et « consomme » généralement, est fort loin de ce qu'on suppose être d'un haut niveau artistique. Ceci ressort aussi à d'autres plans. Même pour ceux qui produisent des œuvres d'art reconnues et pour ceux qui en jouissent ou le disent, ces œuvres n'ont qu'un impact très limité sur leur vie réelle. Pour les premiers l'œuvre d'art est devenu un travail, dans le sens que le mot a acquis dans la société capitaliste : activité qui rapporte ; il est artiste comme un autre est ouvrier métalo et un tiers fonctionnaire, il s'est spécialisé en artiste et rien d'autre. Certes, l'artiste et son monde n'acceptent pas cette égalisation, l'artiste est considéré différent de tous les autres, vivant en dehors, complètement coupé de la réalité. Pour le public la consommation d'art est reléguée à un moment donné, sans rapport spécifique avec le restant du jour. Ce ne sont là que des facettes

guerriers d'Afrique ressuscités
oui je suis ici
alerte et ferme
jour et nuit
jusqu'à la victoire
je suis ici
(*Bebé*, 1967)

d'un même phénomène : la spécialisation de l'art.

Nous avons dû parler de ces problèmes pour saisir totalement la valeur révolutionnaire de la poésie mozambicaine. Cette poésie est née de l'action et des nécessités du présent. Il y a une seule production artistique, accessible à tous. Dès qu'il n'y a pas de différenciation entre l'artiste et le peuple, tout le monde peut être artiste **tout en** ac- vie sont connectées dans tous les sens. Ceci de- complissant ses tâches spécifiques — l'art et la vient encore plus clair si nous considérons, outre la poésie, toutes les autres productions artistiques du nouveau Mozambique. La majeure partie de cette production ne s'est pas encore cristallisée dans ses formes finales : les chansons, les danses, les pièces, sont souvent spontanées, ne sont pas enregistrées ou écrites, les peintures et sculptures sont produites **pour la signification** qu'elles assument pour le producteur et non pour être exposées ou vendues. Quand, par exemple, les problèmes quotidiens d'une zone libérée s'expriment dans une pièce spontanée, elle a la mission de communiquer et clarifier le problème pour tout le monde. De même la poésie exprime les thèmes de la vie présente, elle part d'eux et revient à eux, en apportant une nouvelle compréhension de la situation, une nouvelle adhésion à elle ou une nouvelle décision pour la changer.

D'une façon plus concrète nous pouvons dire que cela est vrai, sur au moins trois plans :

— aussi loin que la poésie est une communication du présent,

— aussi loin que la poésie est une projection vers l'avenir,

— aussi loin que la poésie est l'une des sphères où des nouveaux liens s'établissent entre l'individu et la communauté.

I. Tout d'abord l'art révolutionnaire découvre les racines du présent et fournit un lien vivant avec le passé ; elle peut libérer du passé, comme nous l'avons dit, ce qui est bon de la tradition tribale et que le colonisateur essaya de détruire. A nouveau, cela arrive aussi bien pour la poésie que pour toute autre forme d'art. Ainsi, des danses d'une tribu sont désormais diffusées parmi les gens de beaucoup d'autres tribus, ainsi la sculpture maconde a été sauvée et stimulée par la ré-

volution. L'art traditionnel stimule le nouvel art et les deux se mêlent parfaitement. La poésie offre maints exemples de ce fusionnement ; le poème suivant en est un des meilleurs et atteint un très haut niveau :

o mère Afrique des hymnes guerriers
chantant et dansant au son des chikwembo,
ô mère Afrique des lunes belles et infinies,
dans les forêts exotiques du lointain Congo,
ô mère Afrique des noirs d'ébène
courant et dansant au son du chigubo,
ô mère Afrique des fleuves cascadant
les rochers magnifiques de Victoria,
ô mère Afrique du tinholo magique
des osselets blancs parlant xindau,
ô mère Afrique des mers bleues, des mers vertes
rugissant au son des tambours,
ô mère Afrique ventre glorieux de guerriers
lance de l'amant noir et fort
pour vaincre les démons blancs.

(**Mae Africa**, par Moguimo)

Il est intéressant de voir comment le langage s'est modifié par l'introduction de mots africains se référant à des valeurs africaines.

Alors la poésie devient un moyen de communication dans le sens le plus simple, moyen de communication qui peut être mieux compris que tout autre forme de communication :

et puis j'inventerai des mots simples
que même les enfants comprendront
qui entreront comme le vent dans toutes les [maisons
et qui tomberont comme des braises
dans l'âme de notre peuple.

(**Poema**, par J. Rebelo)

Parce qu'elle peut être facilement comprise et rappelée à la mémoire, elle était utilisée, dans le passé, par les diseurs d'histoires qui ainsi transmettaient toutes sortes de messages. Il y a beaucoup d'exemples de l'utilisation didactique de la poésie au Mozambique :

Neuf provinces constituent le Mozambique,
des districts disent les ennemis
et une province est le Mozambique,
disent les portugais au monde.
Au sud du pays, Lourenço Marques,
la grande baie du Espirito Santo
et la ville de Lourenço Marques,
capitale du Mozambique.
Gaza est la seconde province,
sa capitale : Vila de Joao Belo,
elle est traversée par le Limpopo
un des grands fleuves.
Au pied de la mer, Inhambane
Manica et Sofala au centre
Tete traversé par le Zambèze
Zambézia très montagneuse
Moçambique avec le mont Namputina
Vila Cabral capitale de Niassa
Cabo Delgado, province nord.
Porto Amélia est sa capitale.
Province frontalière du nord
couverte de denses broussailles

(Iru Kantumbyanga)

Mais la poésie peut être une communication du présent dans un sens plus sophistiqué : elle peut exprimer la prise de conscience, l'interprétation, la **signification** même. En ce sens nous trouverons que chaque étape importante de la lutte du Mozambique a été comprise et exprimée par la poésie mozambicaine.

Ainsi, la lutte pour l'indépendance nationale, contre la domination coloniale :

ô fils de mes entrailles,
la liberté t'appartient,
grand est ton devoir sur ces montagnes.
Ne te rends jamais, ne te fatigue pas,
lutter jusqu'à la victoire,
voilà la tâche glorieuse
qui te fut attribuée, qui te fut confiée
par ceux qui mirent en toi l'espoir.
Sois patriote, ne fais qu'un avec le FRELIMO,
sur la bonne voie tu marcheras,
du début à la fin sans faiblir,
n'hésite pas, ne t'impatiente pas,
ta tâche est glorieuse.

(Mario Sive)

la terre mozambicaine
et ses enfants mozambicains
ont décidé de chasser les envahisseurs
les portugais colonialistes et impérialistes.
En avant, jusqu'au bout,
L'Indépendance.

(**O Prarer de Mâe**, par E. Massiye)

Les portugais doivent partir,
nous luttons
et chasserons les fascistes
hors de notre patrie.
Par la libération
notre pays aimé
et tout le peuple mozambicain
jouiront des fruits de notre labeur.

(**Patria em Luta**, par Domingos Savio)

Je suis le fils de mon père, de ma mère, de la
[nation
qui aujourd'hui attend
mon arrivée au sein de la terre du Mozambique.
Mon peuple subjugué,
dirigé par les laquais portugais,
je te dédie ma vie,
je préfère lutter deux cents années et mourir,
que te laisser dominé encore
par l'ennemi.

(**Guerrilheiro Guia do Povo**, par Ngwembe)

Ainsi, la résistance africaine continue, contre les envahisseurs portugais :

nos vaillants ancêtres
combattirent l'invasion colonialiste
dans tout le pays,
du sud lointain au nord,
ancêtres exemplaires,
apprenons leurs enseignements,
détruisons les vieilles conceptions
en créant un nouvel esprit de patriotisme.

(**E nosso dever**, par Atubwidao)

La vie que tu connais aujourd'hui dans les
[montagnes,
les premiers héros de la résistance la
[connurent,
ce n'était pas facile,
divisés qu'ils étaient,
mais fermement ils choisirent la mort
plutôt que l'esclavage.

(**Diz a Mae Patria**, par Mario Sive)

Ainsi, la lutte du peuple :

Peuple du Mozambique,
des siècles durant humilié par les portugais,
lève-toi,
le temps est venu de dire : assez !

(**Até ao Fim**, par Malido)

le peuple opprimé
a pris les armes,
luttant contre le patron
qui lui refusait humanité,
droit et dignité...

(**O Povo Oprimido**, par D. Savio)

où tous ont une tâche :

N'est pas patriote seulement,
celui qui combat les agresseurs
par les armes,
Non !
Aussi bon révolutionnaire est
le paysan
qui laboure le sol de sa patrie
et l'arrose de sa sueur.

(**Plantai Arvores**, par Manuel Gondola)

Ainsi, qu'on doit faire une lutte armée :

Qu'attendez-vous frères ?
Les jours passent
et jamais les portugais ne changeront.
Luttez pour libérer le Mozambique,
frères le jour s'achève
et la première étoile resplendit,
cherche le chemin de liberté,
d'autres s'y trouvent déjà.
Le bétail rentre au bercail
et les jours passent.
Croyez-vous que Salazar vous libèrera,
qu'il libèrera vos pères ?
Rejoins les autres,
prends les armes contre Salazar
et demain
tes pères de l'oppression seront libérés.

(**Irmaos**, par Antonio R. Tembe)

Le remède guérissant du colonialisme
est la révolution armée,
chemin unique
pour arracher l'indépendance.

(**Até ao Fim**, par Malido)

qui est une lutte juste, où la victoire est certaine :

Notre juste lutte
assurera la victoire,

notre indépendance certaine
démasquera la fausse unité
des impérialistes de l'OTAN,
avec le FRELIMO à l'avant garde,
notre drapeau devant nous,
l'ennemi sera battu,
le peuple vaincra.

(**Pela Patria**, par Macungo)

une balle de guérilla,
parce que juste,
tue beaucoup plus qu'un ennemi...

(**A Luta Justa**, par D. Savio)

qui est devenue une lutte révolutionnaire et doit se dérouler comme telle :

La révolution est une chose lourde
un chemin d'épines,
que suivent les victimes de l'oppression.
La révolution est un avenir
de bel espoir,
de printemps et d'automne.

La révolution fut choisie
par un homme pacifique,
comme unique moyen
de se libérer du carcan,
après des années de souffrances,
de misères et de malheurs.
La révolution triomphe
dans chaque cœur révolutionnaire,
seul héritage
laissé à sa famille.

(**A Revoluçao**, par Dick Vovotti)

La Révolution,
exige une analyse profonde,
du sérieux,
de la fermeté
et une conscience.
La révolution n'est pas faite par des mots,
ou par des analyses subjectives,
par des chansons,
ni par des ambitions.

(**A Revoluçao**, par D. Savio)

II. La poésie non seulement reconnait le sens des événements, mais aussi elle va au-delà, elle communique et parfois crée des valeurs. Elle se tourne vers l'avenir, car elle postule l'action, stimule la lutte, fournit les règles, un modèle. Souvent dans des poèmes de militants, on trouve les règles d'action, dans beaucoup de cas adressées aux combattants de la guérilla :

Guerrillero ta vie
est le flambeau du monde,
lorsque, confus, tu doutes,
écoute cet avis :
quand au combat, tu te prépares,
fais ceci :
camoufle-toi bien et sois patient,
mieux vaut tuer un seul et prendre son [arme,
que rapide, tu en tues trente
et abandonnes leurs armes.

(**Recomendaçao ao Guerrilheiro**, par Assikulava).

Le guerrillero
n'est heureux
que luttant pour son peuple,
que défendant les richesses de sa patrie.
Si l'ennemi accapare
les richesses de la patrie,
il ne peut connaître la paix,
se lève plein de haine contre eux,
il accomplit la tâche
que la libération de la patrie exige.

(**Alegria dum guerrilheiro**, par D. Savio)

Guerrillero,
le temps de la joie est arrivé,
c'est la révolution.
Sa plus grande joie :
l'arme à la main affronter l'ennemi,
partir en chantant au combat.
C'est le temps où l'homme dans sa main prend [l'arme
et la haine au cœur,
il en sait la cause - la domination coloniale.

(**O Gozo da Revoluçao**, par Mchika)

ou même un appel à poursuivre la mission glorieuse :

et tu as dit au dernier moment :

ami, prends mon arme...
je ne peux plus combattre,
elle est venue trop tôt, la balle ennemie,
vite, prends mon arme
et poursuis le combat
je crois en toi héros,
homme au cœur de fer,
ton exemple je le suivrai
de toute ma force,
pour te donner de la joie, ami,
la joie des héros.

(**Creio em Ti Heroi**, à la mémoire de Eduardo Tomé, par Omar Juma)

je suis heureux
car je milite,
je suis joyeux
car avant je ne voyais ni ne savais.
Je suis guerrillero,
du peuple je viens.
Jamais je ne servirai l'étranger,
toujours avec le peuple.
Ma mission est glorieuse,
avec ma lutte j'écris l'Histoire,
une longue histoire.
Dans la marche nul angoisse ne me touche,
je porte une mission sacrée.

(**O Guerrilheiro em Marcha**, par Cosme)

La poésie présente le guerrillero comme le messager de nouvelles valeurs :

toi, frère patriote,
martyr du peuple,
flot de sang rouge
fertilisant le sol de l'Afrique,
toi victime de l'esclavage,
le Mozambique te regarde
et les tambours parlent de toi.

(Moguimo)

Le voilà, armé et fier,
le voilà porteur de liberté,
en haillons et sale
l'homme au cœur de fer.
Le guerrillero sourit et chante
il n'a pas de maison,
peu de nourriture, peu de vêtements,
traversant toutes les souffrances,
les pluies sur lui s'acharnent
et les froids amers mordent,
cependant il sourit et il chante :
porteur de paix, et liberté
avec cette arme dans ma main,
Salazar et ses troupes, je les chasserai

(**O Guerrilheiro**, par Cosme)

et aussi, timidement, la poésie esquisse l'avenir « après la révolution » et à nouveau elle ressemble au rêve :

Mère noire
berce son enfant
et oublie
le maïs déjà séché en terre,
l'arachide épuisé hier
elle rêve de mondes merveilleux,
son enfant irait à l'école,
l'école où étudient les hommes...
son fils jouerait sur la route
la route où passent les hommes...
des mondes merveilleux
où pourrait vivre son fils.

(**Sonho da Mae Negra**, par Marcelino dos Santos)

mais à nouveau différent du passé, car désormais l'avenir existe déjà, il est contenu dans le présent, comme nous dit ce cri d'émerveillement et de joie :

ton fils est déjà libre, mère !

(**Poema de um Militante**, par Jorge Rebelo)

comme nous pouvons voir aussi de la poésie qui émerge de la prose des déclarations du parti :

« la nuit, dans les zones libérées la population des villages se réunit autour du feu, des gens chantent et dansent en liberté totale, comme avant l'arrivée des portugais. Les vieux racontent aux enfants les crimes que les portugais ont commis du temps qu'ils occupaient la zone. Ils parlent d'épisodes de la lutte de libération, du courage de nos combattants. Quand les mères veulent effrayer leurs enfants pour qu'ils se tiennent tranquilles elles

parlent des portugais, comme dans d'autres pays les mères parlent du loup-garou. L'oppression portugaise dans ces régions appartient désormais au passé.

(Message du Comité Central au Peuple Mozambicain pour le 25 Septembre 1967)

III. Quand nous disons que la poésie fournit un nouveau lien entre l'individu et la sphère sociale, nous parlons d'un phénomène qui se développe dans la lutte de libération au Mozambique, comme il s'est développé dans d'autres luttes révolutionnaires. L'homme mozambicain se trouve dans un processus de réajustement de son individualité, non en tant qu'individu isolé, mais comme individu participant à une nouvelle société. De même que cette société sera différente de l'ancienne, libre de toutes ses formes d'oppression, ainsi les individus qui la composeront seront des hommes nouveaux :

des frères plus jeunes
de siècles plus anciens

(**Aqui nascemos**, par Marcelino dos Santos)

Si la création de l'homme nouveau et de la société nouvelle ne peut pas s'opérer indépendamment, la poésie est l'interprète parfait du phénomène. Elle est effectivement l'expression d'une volonté, la volonté de réaffirmer la créativité de l'homme, mais en même temps de le communiquer à d'autres et observer leurs réactions. Dans cet échange, la créativité subjective est renforcée par la conviction de l'existence d'un processus similaire parmi les autres : quand nous voyons notre volonté partagée par d'autres, nous devenons plus déterminés et en même temps, nous comprenons mieux que la seule façon de la réaliser c'est en union avec la totalité de la communauté. Le point de départ de la révolution est fondé sur une action d'ensemble, dans laquelle l'individu existe et travaille pour la société et la société vit parce qu'elle est fondée sur des individus et les respectent. La poésie est le meilleur miroir du sentiment collectif, de la coopération qui préside à la lutte :

Tes douleurs
et les miennes
étoufferont l'oppression,
tes yeux
et mes yeux
parleront de révolte...
ton sang
et le mien
arroseront les semences de la victoire.

(**As tuas dores**, par Armando Guebuza)

Si nous étions un peuple désuni
il y aurait danger,
pour un peuple lâche,
danger,
si nous étions un peuple sans conscience
il y aurait danger,
danger
pour un peuple divisé,
comme l'étaient nos ancêtres,
si nous étions indignes de notre tâche
il y aurait danger

mais IL N'Y A PAS DANGER
pour un peuple héroïque,
un peuple uni
gonflé d'espoirs,
pour un peuple
qui ne craint pas les sacrifices.

(**Haveria perigo, mas... nao nao ha perigo**, de Machangwana)

C'est une même voix, car à travers le combattant parle le peuple, un homme qui écrit et écrit pour tout le peuple. Cela ne change rien même si la poésie est écrite à la première personne du singulier :

Je suis mozambicain, guide du peuple,
je suis l'épée du peuple
qui coupe l'herbe haute
et ouvre la voie
pour qu'avance le peuple.
Le sang du guerrillero
est le pétrole qui brûle la mauvaise herbe
piquant et envahissant la chair du Mozambique,
cette mauvaise herbe que sont les portugais.
Je suis fils du peuple mozambicain,
du Rovuma au Maputo
de l'Océan Indien au lac Niassa

(**Guerrilheiro guia do Povo**, par Ngwembe)

ou même avec un sujet collectif :

Assez de massacres !

j'ai souffert cinq siècles durant
je ne peux supporter davantage
le travail forcé
j'ai souffert dans les chemins de fer,
dans les champs de coton,
dans les scieries, dans les plantations de sizal,
je ne peux supporter
je ne peux supporter davantage,
c'est le cri du peuple,
de ceux qui ont souffert
dès le premier jour de l'invasion.
Le peuple a dit : assez !

(**O Povo Disse**, par D.S. Maguni)

La volonté du peuple est devenue la volonté de chaque combattant, dans la vie et dans la mort :

mourir pour la patrie
défendant les intérêts du peuple
est une mort bien lourde,
plus lourde que les autres,
aussi lourde que le mont Gorongosa.
mais celui qui meurt luttant
contre la volonté du peuple
se déshonore,
sa mort si légère n'est rien,
aussi légère qu'une plume.

(**Morrer pela Patria**, par Luchwachwa)

CONCLUSION

Dans le vieux monde la poésie n'était qu'un moment exceptionnel pour des hommes exceptionnels. Cet aspect de communication parmi les privilégiés était sa force et ses limites infranchissables. De là découlait aussi bien la liberté relative dont jouissait le poète, comme son impossibilité à rejoindre la vie et devenir une partie d'elle.

La poésie du nouveau monde qui se crée promet d'appartenir au même **matériau** que la vie, une de ses manifestations et en même temps de s'étendre sur sa totalité.

Les poèmes que nous avons vus sont une partie minime de la production, une expression de la quantité d'énergie créative libérée par la révolution, qui ne se traduit nécessairement pas toujours en actions, pensées et sentiments. Ces poèmes font partie d'une réalité plus vaste. La preuve c'est que la poésie n'est plus une spécialisation, il n'y a pas « le poète », une fois que tout le monde est poète. Demain il n'y aura plus de maître, car chacun sera devenu le maître de soi-même. Cela est la leçon de la poésie et elle est essentielle pour le succès de la révolution.

Bulletin du FRELIMO. Juillet 1969.



bibliothèque - souffles

afrique, un seul et même combat

bibliographie sommaire africaine

I - **Données générales**

J. Suret Canale — Afrique Noire.Editions Sociales. Tome I. 1961. Tome II. 1964 (Bibliographie importante)

C. Coquery — La découverte de l'Afrique. Editions Julliard. Coll. Archives. 1965.

Endre Sik — Histoire de l'Afrique Noire. Akademiai Kiado. Budapest, 1965 (Bibliographie importante)

Robert et M. Cornevin — Histoire de l'Afrique. Editions Payot. 1964

O. Ofana — L'économie du Sud-Ouest Africain. Editions Maspero. 1966

Abdoulaye Wade — Economie de l'Ouest Africain. Editions Présence Africaine

Yves Lacoste — L'Afrique du Nord. Documents EDSCO.

B. Davidson — L'Afrique avant les Blancs. PUF 1962

— Les voies africaines. Maspero, 1965

Aimé Césaire — Toussaint Louverture. Présence Africaine

II - **Problématique de l'indépendance**

Sékou Touré — La révolution africaine. Présence Africaine. 1967

Kwame N'Krumah — Autobiographie. Présence Africaine

— L'Afrique doit s'unir. Payot. 1964

Jomo Kenyatta — Au pied du Mont Kenya. Maspero, 1960

Seydou Badian — Les dirigeants africains face à leur peuple. Maspero, 1964

Demba Diallo — L'Afrique en question. Maspero, 1968

Jean Van Lierde — La pensée politique de Patrice Lumumba. Présence Africaine.

Cercle Taleb Moumié — Fidel Castro ou Tshombé ? Maspero, 1962

Frantz Fanon — Les damnés de la terre. Maspero, 1961

Aimé Césaire — Discours sur le colonialisme

— Lettre à Maurice Thorez. Présence Africaine

B. Ameillon — La Guinée : bilan d'une indépendance. Maspero, 1964

Jack Woddis — L'avenir de l'Afrique. Maspero, 1964

Yves Benot — Idéologies des indépendances africaines. Maspero, 1969

Abdou Moumouni — L'éducation en Afrique. Maspero, 1967

Françoise Flis Zonabend — Lycéens de Dakar. Maspero, 1968

Samir Amin — Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire. Editions de Minuit, 1967

— Trois expériences de développement en Afrique. P.U.F. 1965

III - **La révolution africaine**

Amilcar Cabral — Le pouvoir des armes. Maspero, 1970

C.O.N.C.P. — La lutte de libération dans les colonies portugaises. 1967

— Le Mozambique. 1967
— L'île de Sao Tomé. 1968
— L'Angola. 1969
— Guinée et Cap Vert. 1970
C.O.N.C.P. 18, rue Dirah. Hydra. Alger

Basil Davidson — Révolution en Afrique : La libération de la Guinée « portugaise ». Editions du Seuil. 1969

Gérard Chaliand — Lutte armée en Afrique. Maspero, 1967

Frantz Fanon — Pour la révolution africaine. Maspero, 1964

Joao Mendes — La révolution en Afrique. Paris, 1969

IV - **Littérature**

L.S. Senghor — Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache. 1948

Lilyan Kesteloot — Anthologie négro-africaine. Editions Marabout. 1967

Léonard Sainville. — Anthologie de la littérature négro-africaine (Romanciers et conteurs). Présence Africaine.

André Justin — Anthologie africaine. Hachette. 1962

P.J. Oswald Editeur — Collection « Théâtre Africain » (7 titres parus). Honfleur. France

Editions Présence Africaine — Collections « Théâtre », « Romans », « Poésie » « Contes ». Voir catalogue de cette maison d'édition

L'équipe de SOUFFLES lance de nouveau un appel à tous les lecteurs pour qu'ils prennent en charge cette rubrique. Nous voulons que Liaison soit une véritable tribune libre où nos lecteurs pourront exposer leur point de vue concernant la matière publiée dans chaque numéro, et nous aider, d'une manière générale, à l'orientation de la revue.

SOUFFLES a reçu, surtout depuis la publication du n° 15, consacré à la révolution palestinienne, une abondante correspondance. Nous avons cependant préféré ne pas la publier, vu qu'elle contenait surtout des encouragements et des félicitations. Tout en remerciant nos lecteurs le leur soutien, nous nous devons cependant d'attirer leur attention sur le fait que nous attendons de leur part une contribution plus active et plus critique.

C'est pour cela que nous appelons à la constitution de « comités de lecture de SOUFFLES ». Ces comités pourront nous envoyer régulièrement une critique globale ou détaillée de chaque numéro. Ils pourront aussi nous aider dans le choix des dossiers, thèmes, des futures livraisons. Il s'agit de l'indication claire que SOUFFLES doit être élaborée par tous et non par un seul groupe et que l'entreprise dépendra en fin de compte de l'engagement militant de chacun.



liaison

un combat sans complaisance mené depuis 4 ans

Le fond des derniers numéros de SOUFFLES est plus substantiel et l'exigence plus grande. Par la force des choses et l'esprit d'un combat sans complaisance mené depuis 4 ans, le choix idéologique se définit davantage dans son aboutissement arabe démystificateur et constructif. L'étape qui s'ouvre devant vos efforts est peut-être plus redoutable que la précédente et il faut que vous y engagiez, en premier lieu, la jeunesse du Maghreb, sinon la partie sera perdue pour nos exigences à tous...

Mostéfa Lacheraf (Buenos Aires)

un instrument de décolonisation et de lutte

Grâce à vous, le Maghreb peut s'enorgueillir d'avoir sa propre tribune. Le temps est fini où il fallait passer par Paris ou autres pour s'exprimer et communiquer avec son propre public.

afrique, un seul et même combat

C'est en cela que SOUFFLES est un instrument authentique de décolonisation et de lutte.

Mohammed Laaroussi Etudiant (France)

une libune du peuple

Il est indiscutable que SOUFFLES est devenu aujourd'hui une tribune à partir de laquelle les intellectuels engagés peuvent jouer leur véritable rôle, celui de médiateurs entre la création et les masses, de propagateurs des idées justes, rôle dans lequel chaque parti est à la fois éducateur et éduqué, rôle dans lequel théorie sans pratique devient inconcevable et non viable, rôle enfin dans lequel se forgent les concepts opératoires pour la valorisation de notre culture nationale.

Face à la presse de complaisance qui tend à faire de l'information un instrument de mise en condition et de mystification, SOUFFLES nous offre aujourd'hui une autre alternative, celle du combat culturel, partie prenante de la lutte des masses populaires contre l'exploitation et l'oppression. A cet égard, malgré ses faiblesses (d'ordre linguistique), SOUFFLES peut se prévaloir du titre de tribune du peuple. Concrètement, je serais heureux de pouvoir collaborer d'une façon ou d'une autre à la diffusion militante de SOUFFLES.

Un lecteur propagateur
Ramdane D. - (Kénitra)

Nous remercions M. Ramdane D. de vouloir participer au travail militant de notre revue. Nos colonnes lui sont ouvertes. Concernant nos « faiblesses d'ordre linguistique », nous tenons à lui annoncer, ainsi qu'à tous nos lecteurs, que SOUFFLES en langue arabe ANFAS verra bientôt le jour.

Nous tenons aussi à remercier M. Abdeljalil El Afia de Marrakech qui nous a envoyé un texte intitulé « Marrakech, pauvre Essaouira, la liste s'aggrandit ». Ce texte, chronique vivante de la ville de Marrakech, de ses aliénations, a retenu toute notre attention. Nous nous excusons cependant de ne pas pouvoir l'insérer dans le présent numéro. Nous le retenons donc pour le prochain.

à propos des "enfants du haouz" une lettre de idriss karim

J'ai lu avec une certaine stupéfaction le petit article consacré aux « Enfants du Haouz » où j'ai relevé certaines inexactitudes. Il est regrettable que l'on puisse lire, dans une revue telle que SOUFFLES - que je continue à considérer comme la seule au Maroc capable, en ce moment, de mener (entre autres objectifs), l'harassant combat pour la défense de notre culture nationale, un article aussi superficiel qu'inexact, sur un film dont le contenu est d'une brûlante actualité. Le genre de court-métrage (37 mn pourtant) qu'est « Les Enfants du Haouz » s'appelle justement documentaire parce que ce dernier a des qualités spécifiques que le court-métrage de fiction ne possède pas. Le documentaire, comme on le sait, (voir l'explosion russe, Tziga Vertov et autres, « Brighton School » avec Grierson... Flaherty, ainsi que l'inlassable combattant, celui qui a consacré toute sa vie à la lutte, depuis l'âge de 19 ans - il a maintenant la soixantaine passée - je veux parler du Grand Ivens), part de l'étude très poussée des problèmes à traiter. Le résultat filmique en est alors la synthèse, l'essence. Le rôle des recherches dans le documentaire est énorme et reste à la base de toute réussite dans « le cinéma moderne ». Inutile de citer des exemples... Et l'échec - si l'on est d'accord avec cette triste constatation - du cinéma au Maroc, est dû, en grande partie, à ce désintéressement du documentaire, source d'études et d'approfondissement, d'observation par le contact quotidien avec la réalité, d'apprentissage... de la vie, pourrais-je dire. On parle de crise de sujets quand la vie de tous les jours nous en fournit à chaque heure : que l'on loue une chambre dans une maison marocaine à plusieurs locataires, et que l'on observe ses voisins pendant six mois seulement...

J'ai horreur des déclarations, mais je me permets aujourd'hui d'affirmer que je reste profondément convaincu que la seule voie du documentaire et de ses multiples possibilités, mènera à de nouvelles perspectives, permettant de promouvoir un cinéma authentiquement marocain. Je ne parle pas ici des spécialistes du documentaire, condamnés à ne faire que cela. Je parle du documentaire comme moyen et méthode de travail, pour un temps au moins. Il y a là certainement un inconvenient : le documentariste est pareil au savant dans son labo, il travaille dans l'ombre, alors que certains de nos cinéastes préféreraient peut-être le vedettariat, la photo à la première page de « l'Opinion » et les conversations qui s'ensuivent, entre snobs.

Ceci dit, je reviens à l'article publié : je ne vois pas très bien à quoi vous faites allusion en parlant des « auteurs » (« ce court-métrage avait pour but selon ses auteurs »...) Peut-être faites-vous allusion à ces jeunes paysans qui ont joué dans le film une tranche de leur vie, qui m'avait tant impressionné lors du mois de préparation (sans compter le tournage lui-même), que j'ai vécu avec eux, les observant, les interrogeant sur mille petits détails, où j'ai appris moi-même plus que je n'ai donné...

Le résultat était ce film, « qu'un des auteurs » de cet article a pu voir. Il ne s'est même pas souvenu des propos de ces jeunes, si libres, si spontanés, si francs, si courageux (une des choses principales qui avait horrifié les responsables de la censure), pour avoir noté dans son article que le commentaire « était lu par un jeune paysan ».

Effectivement, le film a été fait par les jeunes, en ce sens qu'ils ont contribué pour une large part à sa conception même. Les thèmes ont été débattus ensemble. L'idée de faire parler trois d'entre eux, chacun traitant un aspect de leurs problèmes et dont la somme sera égale à l'ensemble de leurs préoccupations générales, venait directement d'eux. Comme pour la musique de ce film : je n'étais qu'un arrangeur, possédant certaines techniques... Ceci dit, le seul auteur, à ma connaissance, des « Enfants du Haouz », est bien celui qui a écrit, réalisé et monté le film. Je n'en connais pas d'autre, dans l'acception classique du terme.

Par ailleurs, je vous signale que le film n'est pas fait d'après l'enquête de Paul Pascon. Il la rejoint, il la confirme, dans sa justesse et sa véracité. Prétendre le contraire serait une grave contradiction et porterait atteinte à l'authenticité à la fois du film et de l'enquête...

Ne pensez-vous pas que les « Enfants du Haouz », vu les problèmes qu'il traite, son interdiction arbitraire, « l'apport particulier à un cinéma à venir », etc... méritait un article plus approfondi, une campagne de protestation, des pétitions...

Par ailleurs, je ne suis pas d'accord sur les 16 pages consacrées à Solanas et Getino, sans jus-

fication. Je ne parle pas du contenu, sur lequel en partie je demeure d'accord. Il aurait fallu présenter « La hora de los hornos » ou un débat sur le cinéma du Tiers-Monde, cinéma de combat... autrement ce texte important reste sans écho. Bravo pour Don Lee ! La rubrique LIAISON est une excellente initiative....

Idriss Karim. LODZ
(Pologne)

réponse

La diatribe que nous a valu l'article informatif sur les « Enfants du Haouz » dans le dernier numéro de SOUFFLES, ne nous semble nullement justifiée, surtout de la part d'un camarade cinéaste connaissant parfaitement nos idées et la nature du combat que nous menons, pour avoir participé lui-même, au moins sporadiquement, à l'entreprise.

L'argumentation développée tout au long de cette lettre (dont nous avons préféré supprimer certains passages franchement inamicaux, sinon insultants) repose sur des interprétations et des déductions assez étranges.

1. Nous n'avons jamais douté du fait que « Les Enfants du Haouz » ait été l'œuvre d'Idriss Karim. Textuellement, on peut lire dans cette note consacrée au film qu'il s'agit « d'un court-métrage d'Idriss Karim » et plus loin, dans la fiche technique. « Réalisation Idriss Karim ».

2. Nous avions en effet précisé que le film a été « réalisé d'après une enquête dirigée par P. Pascon dans certains milieux ruraux marocains » et « qu'il a été commandé par l'Office du Haouz ». Par là, il est clair que ce que nous voulons dire est que l'idée qui a servi de point de départ au projet du film est l'enquête. Or, nous savons très bien qu'il y a une différence entre une enquête sociologique et un film. Il n'était pas besoin de nous le rappeler avec cette véhémence accusatrice.

3. La notice consacrée aux « Enfants du Haouz » n'était pas une étude analytique et exhaustive. La « superficialité » de ce texte vient simplement du fait qu'il avait un but informatif, en liaison d'ailleurs avec la campagne (à laquelle nous avons contribué) contre la projection au Maroc des « Bérets Verts » de John Wayne.

Le but de ce texte était très précis. Montrer encore une fois la nature réelle d'une certaine politique de la censure au Maroc.

Ce faisant, (et en mettant entre parenthèses notre appréciation du film sur le plan artistique, idéologique et politique), ce texte devait être compris comme une position de principe de notre part, position qui restera de toute manière inébranlable chaque fois que la liberté d'expression sera mise en cause, que ce soit dans le domaine cinématographique, littéraire, journalistique ou autre.

remarques d'ensemble

La critique du livre de Mahmoud Husseïn est une très importante contribution à la clarification des problèmes idéologiques et politiques du monde arabe. Cet article est d'autant plus précieux aujourd'hui que l'ouvrage lui-même est assez introuvable ici...

La rubrique « LUTTES OUVRIERES » paraît venir aussi à point.

Concernant le « Dossier Francophonie », je pense que si les articles n'ont pas « accroché », c'est qu'ils étaient, à mon sens du moins, trop théoriques. Je m'explique : j'estime que parler de la Francophonie sans parler d'un certain secrétaire général de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique, agent notoire de la CIA, sans parler des prolongements de la Conférence de Niamey sur les peuples du Tchad et du Cameroun, des livraisons d'avions et d'armes modernes françaises aux régimes de Rhodésie et d'Afrique du Sud, de la lutte de ces peuples pour leur libération, c'est rester trop théoriques. Le lien entre vos analyses et « l'événement » quotidien (Apartheid, livraisons d'armes françaises, légionnaires au Tchad, massacre des ouvriers sénégalais, l'immigration même — en tant que lien avec l'ancienne métropole qui n'est pas tellement ancienne —) qui assaille ceux du moins qui lisent les journaux ou écoutent les radios n'est pas aussi évident que nous le croyons. En ce sens, la parade à la mésinformation — produit typique de la répression impérialiste — n'est pas efficace : nous devons trouver le moyen de montrer que ces événements apparemment isolés sont en fait liés et font partie de la stratégie globale de l'impérialisme qui se fait de plus en plus subtile.

PS : La publication du texte de Solanas-Getino est une très bonne initiative.

Fraternellement **Hassan Boucif (Alger)**

une haute tenue culturelle

Je porte un vif intérêt à votre revue que je trouve intéressante au plus haut niveau. Malheureusement, je ne possède que deux numéros (les numéros 13/14 et 15 consacré à la Palestine), que je conserve soigneusement. De plus, votre revue arrive chez nous très en retard et en nombre très réduit. C'est pourquoi, aussitôt que j'eus découvert « SOUFFLES », je m'empresse de m'y abonner pour recevoir régulièrement chaque numéro dès sa parution.

D'autre part, moi et une vingtaine de mes camarades, nous formons une troupe théâtrale d'amateurs qui œuvre pour un théâtre d'avant-garde et de recherche, à la portée des masses populaires et laborieuses.

Ceci étant dit, nous ne pouvons nous retenir de porter à votre connaissance combien grand fut notre enthousiasme en découvrant « SOUFFLES » que nous considérons unique en son genre, dans tout le Maghreb Arabe du moins. Nous savons que l'éloge est facile, mais permettez-nous de vous exprimer notre satisfaction devant la haute tenue culturelle de votre revue qui constitue pour nous un outil de travail nous permettant d'assouvir notre « faim » de culture d'avant-garde, engagé dans le combat du Tiers-Monde.

Abdelwahab Mallem (Constantine)

lettre au journal " L'OPINION "

Nous publions ci-dessous cette lettre de notre collaboraeur A Serfaty adressée à « L'opinion » le 27 Décembre 1970 et à laquelle la direction de ce journal n'a pas cru devoir répondre.

Messieurs,

Je regrette de devoir vous faire les remarques qui suivent concernant votre numéro du 25 Décembre 1970 alors que votre Directeur est emprisonné en dépit des droits d'une presse libre. Mais je pense que certains manquements, s'ils ne sont pas dûment rectifiés, viennent renforcer les détracteurs de la liberté de la presse.

Aussi je vous écris pour marquer mon étonnement sur un nouveau concept juridique introduit par votre article, en page 7, concernant le Ministère du Tourisme. Votre rédacteur parle de la généralisation du principe de la marocanisation par des nominations de « jeunes réellement Marocains » à certains postes explicitement désignés de ce Ministère.

Entend-il par là que, ces postes étant occupés par des Marocains juifs, ceux-ci ne seraient pas de ce fait « réellement Marocains » et qu'il suffirait de les remplacer par des jeunes répondant à cette « qualité » pour éliminer l'emprise sioniste sur le Tourisme ?

Propose-t-il de substituer au concept de nationalité marocaine enraciné dans l'histoire de notre pays et qu'est venu après l'indépendance consolider le code de la nationalité ; une conception basée sur la seule religion ?

Serait-il partisan, contre la Résistance palestinienne, de la confusion entre judaïsme et sionisme ?

Entendons-nous bien : il ne s'agit pas ici de relâcher la lutte contre le sionisme et ses agents de tous ordres au Maroc. Mais encore faut-il situer cette lutte sur son vrai plan, celui que les événements de Jordanie sont venus tragiquement illustrer, celui qui permettra au peuple arabe d'infliger leur juste châtiment aux traîtres de toutes origines, et non par la proclamation de la déchéance de nationalité à toute une communauté sur la base de sa religion, ce qui ne vous appartient pas, ni à personne.

Ainsi la lutte contre le sionisme et ses agents au Maroc implique, à propos du Tourisme, la dénonciation de la politique qui permet au Club Méditerranée de prospérer au Maroc, alors qu'il est de notoriété publique que le principal actionnaire de cette société est le baron Edmond de Rothschild, Président du Fonds Social Juif Unifié de France, organisme collecteur de fonds pour l'Etat sioniste, et dont les activités financières englobant le Club Méditerranée sont coordonnées par l'amiral sioniste Limon, organisateur de l'affaire des vedettes livrées de Cherbourg à la marine de guerre sioniste.

La lutte contre le sionisme au Maroc n'est pas compatible avec le fait de réserver, dans ce même numéro du 25 Décembre de votre journal, trois larges emplacements dont rien ne précise qu'ils soient publicitaires, consacrés à l'éloge d'un des principaux moyens de pénétration de l'impérialisme américain, maître et soutien du sionisme, la First National City Bank. Une belle photo en première page montre le corps directorial de cette Banque au Maroc comprenant, sous la houlette américaine, deux « jeunes réellement Marocains ». Un article en troisième page précise qu' « il suffit que la First National City Bank crée une agence dans un pays pour que ce dernier ait toutes les chances d'évoluer sur les plans économique et social ». Et de citer à l'appui de nombreux exemples, tels que la Baie de Guantanamo, partie du territoire cubain encore occupée par la marine américaine, la République Dominicaine que les mêmes « marines » américains ont arrachée au pouvoir populaire, et d'autres réalisations aussi brillantes que la Grèce, la Corée du Sud et les Emirats d'Arabie.

Je pense que vous marquerez votre préoccupation de lutter contre le sionisme en publiant intégralement la présente lettre à une place équivalente à l'un quelconque des quatre articles ici mentionnés.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations.

Abraham SERFATY.

ingénieur civil des Mines Rabat

livres reçus par souffles

Editions P.J. Oswald. Honfleur. 1970

◆ André Benedetto. « Emballage ». Théâtre « Le Havre 1970. Alexandre Zacharie, l'homme qui ne possède rien que lui-même, se vend ».

Un inédit fulgurant dans la création théâtrale militante. Le Capital de Karl Marx porté sur scène. Le souffle du « Manifeste ».

◆ Anne Barbey. « Süd Afrika Amen ». Théâtre L'or, le sang et les armes.

Une fiche théâtrale des douleurs et des luttes du peuple africain en Union Sud-Africaine.

◆ Tchicaya U Tam'si. « Le mauvais sang » poésie

Une réédition attendue des trois premières œuvres du grand poète congolais.

◆ « Arc Musical » (poésie)

La dernière œuvre du même poète.

◆ Bachir Hadj Ali. « ... Que la joie demeure » (Poèmes)

Coll. « J'exige la parole ».

Une partie de l'œuvre poétique d'un grand militant algérien. Né en 1920 à Alger. Militant, puis un des responsables du P.C.A. il fut poursuivi à plusieurs reprises par les autorités françaises et candamné à deux ans de prison à la veille de l'insurrection nationale de 1954. Est resté en Algérie durant toute la guerre de libération. Ses activités politiques après le coup d'état du 19 juin 1965 lui valent d'être à nouveau arrêté. Actuellement en résidence surveillée dans le Sud-Oranais.

Bachir Hadj Ali a publié, en dehors de sa production poétique, divers articles culturels et politiques.

Editions du Seuil. Paris. 1970

Anouar Abdel-Malek. « La pensée politique arabe contemporaine »

- La longue marche arabe
  La renaissance et la crise
- Nation et révolution
  La reconquête de l'identité
  Islam et unité arabe
  L'armée et les masses
  Vers le socialisme
- La résistance palestinienne et l'avenir.

Editions maghrébines. Casablanca. 1970

Mohammed Lahbabi. « Les années 80 de notre jeunesse ». (Préface de Abderrahim Bouabid)

Les deux voies, les deux termes de l'alternative devant laquelle est placée notre jeunesse :

—la voie actuelle, une voie sans issue : des exemples, des faits, des chiffres, des perspectives alarmantes

— la voie de l'option socialiste, celle d'un redressement spectaculaire.

Editions à compte d'auteur.

◆ Joao Mendes. « La Révolution en Afrique ». Paris, 1970

Problèmes et perspectives.

◆ Younès Dadci. « Dialogues Algérie-Cinéma ». Paris, 1970

La première histoire du cinéma algérien.

Est disponible chez Younès Dadci. 8, rue du Bellay. 75, Paris 16e.

Prix 12 F

+ 1 F de port voie normale

+ 3 F de port en recommandé

C.C.P. 3 135 209. La Source 45.

Editions CERES-Productions. Tunis. 1970

◆ Salah Garmadi. « Avec ou sans » (poésie). Edition bilingue arabe-français.
Poème des années 60.

◆ Abdelkader Bencheikh. « Mon lot de l'horizon » (récit en arabe classique et dialectal tunisien)

Une certaine écriture expérimentale.

Abonnez - vous à Souffles

ABONNEMENTS
(6 numéros par an)

Nom . . . .
Prénom . . . .
Adresse . . . .
Pays . . . .

TARIFS

ABONNEMENT DE SOUTIEN à partir de 50 DH

Abonnement ordinaire :

Maroc	20 DH
Monde arabe	25 DH
Afrique et Europe	30 DH
Amérique et autres	50 DH

(acheminement par voie aérienne)

Somme que je verse à votre CCP : SOUFFLES, Rabat 989 79, ou que je vous adresse par mandat-poste ou chèque bancaire à l'ordre de SOUFFLES, 4, Avenue Pasteur, Rabat, Maroc

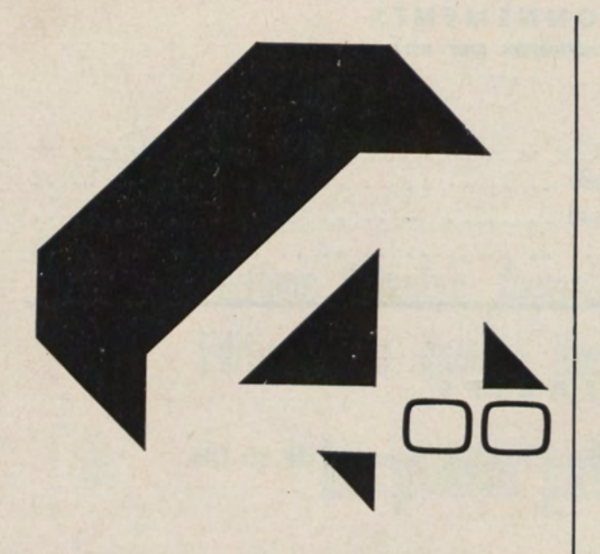
Abonnements en Algérie : S'adresser à la S.N.E.D., 3, Bd Zirout Youcef, Alger.

en Tunisie : S'adresser à la S. T. D., 5, Av. de Carthage, Tunis.

Autres pays : S'adresser à l'Organisme de Distribution National ou à une grande libraire qui fera suivre.

Toute demande de specimen doit être accompagnée d'un coupon-réponse international d'une valeur de 5 DH (5 FF).

SOUTENEZ SOUFFLES
ABONNEZ-VOUS



ستوديو

STUDIO 400

mohamed chebâa

decorateur

400 bd. mohammed V

casablanca

Tél. 430-60

bureau d'études

architecture intérieure

intégration plastique

design

éclairage

mobilier

maquettes relief architecture

stands d'exposition

enseignes

personnalisation graphique des sociétés

mise-en-page et réalisation graphiques


MARQUISE
MARQUISE
CIGARETTES
FILTER CORK TIP
la cigarette EXQUISE